

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

118^e année

21 juin
1986
No 25

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

118^e année
21 juin 1986
No 25

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection
des renseignements personnels, Loi sur l'
Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'
Avis divers
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le
Compagnies, Loi sur les
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les
Inspecteur général des institutions financières
Ministères, Avis concernant les
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les
Vente(s) par licitation
Ventes par shérif
Ventes pour taxes, avis de publication

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 16 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte origi-

nal doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,63 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Pierre Lauzier
Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest ouest
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-9918

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 48 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 70 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 70 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Secteur des abonnements
C.P. 1005
Québec G1K 7B5
Téléphone: (418) 643-5150

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLE DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

CORPORATION DU VILLAGE NORDIQUE DE KUJUUJUAQ (<i>Délégation</i>)	3105
--	------

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU (<i>Désaveu du Règlement de contrôle intérimaire</i>)	3105
--	------

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DES VIEILLES-FORGES (<i>Rachat d'obligations</i>)	3105
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	3106
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	3106
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	3107
CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (<i>Rachat d'obligations</i>)	3107
SUCCESSION ANDRÉ CHENAIL (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3108
SUCCESSION JACQUES BÉLEC (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3108
SUCCESSION JEAN-BAPTISTE DION (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3108
SUCCESSION MADELEINE NADEAU (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3109
SUCCESSION RICHARD DULUDE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3109
VILLAGE DE FORTIÉVILLE (<i>Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39</i>)	3108
VILLAGE DE SAINT-JOVITE (<i>Requête</i>)	3109
VILLE DE LONGUEUIL (<i>Rues et ruelles</i>)	3109
VILLE DE MONTRÉAL-NORD (<i>Rachat d'obligations</i>)	3112

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE D'ÉCONOMIE POINTE-LÉVY (<i>Fusion</i>)	3113
CAISSE POPULAIRE DE N.D. DE L'ASSOMPTION (<i>Fusion</i>)	3113

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

Bruce Charles Moses	3114
Carolishca Juliette Kanturek	3114
Devika Tolatama Dhanaswar	3114
Éléodore Grégoire André De Mondo	3114
Gérard Roland François Duchesne	3114
Gertrude Février	3114
Irwin Joel Kashetsky	3114
Joseph Adélar Lucien Miuse	3114
Joseph Félix McKay	3115
Joseph Georges Marc André Belley	3115
Joseph Gilles Jean Claude Béland	3115
Joseph Lucien Réal Simard	3115
Joseph Mario Rolland Nadeau	3115
Joseph Mario Steve Amédée Lapointe	3115
Joseph Pierre Paul François Blais	3115

Joseph Raymond Roch Halley	3115
Joseph Robert Jules Saulnier	3116
Joseph Rodrigue Lafleur	3116
Joseph Roger James Almanzor Gagné	3116
Marie Andrée Dany Jacques	3116
Marie Ange Ida Canuel	3116
Marie Caroline Patricia Massicotte	3116
Marie Cécile Margot Nicole	3116
Marie Claudette Thérèse Claudia Hémond	3116
Marie Colette Paule Renée Suzanne Duchesne	3117
Marie Denise Normande Ginchereau	3117
Marie Emérence Lalonde	3117
Marie Éva Simone Goyette	3117
Marie Françoise Jacinthe Jean	3117
Marie Géralda Martine Belley	3117
Marie Gertrude Vachon	3117
Marie Ida Lina Tremblay	3117
Marie Isola Brigitte Morneau	3118
Marie Jacqueline Jeannine Verville	3118
Marie Jeanine Huguette Pauline Bélanger	3118
Marie Johanne Bernatchez	3118
Marie Laurette Henriette Essiambre	3118
Marie Linda Diane Sanscartier	3118
Marie Madeleine Annie Manon Labbé	3118
Marie Madeleine Monique Dandurand	3118
Marie Marguerite Françoise Blais	3119
Marie Pauline Adéline Madeleine Paquet	3119
Marie Pierrette Lyse Tremblay	3119
Marie Raymonde Isabell Fournier	3119
Marie Rosa Irène Caroline Gélneau	3119
Marie Stella Tremblay	3119
Marie Suzanne Guylen Vachon	3119
Marie Suzanne Therrien	3119
Marie Thérèse Bernadette Benoit	3120
Marie Thérèse Lucie Larose	3120
Marie Wilson	3120
Marie Yvette Dolande Myrèle Paul	3120
Marie Yvette Leclerc	3120
Marie Yvonne Donall Sarah Frenette	3120
Maurizio Minisini	3120
Mireille Pineau	3120
René Armand French	3121
Rose Marie Réjeanne Marlen Leclerc	3121
Selia Nair	3121
William Yu Wing Lee	3121

DEMANDES

Chantal Méthot	3121
Charlotte Montour	3121
Claudette Brunette	3121
Claudine Méthot	3121
Fortunato Ruscitti	3122
George MacDowell Cohen	3122
Georges Auger dit Robert	3122
Ginette Henry	3122
Hans Stenner	3122
Jean Fournier	3122
Jean Sébastien Graton	3122
Jocelyne Andrée Bernier	3123
Joseph Amable Théophile Dionne	3123
Joseph Gédéon	3123
Joseph Gérard Jocelyn Roy	3123
Joseph Henri Armand alias Germain Labbé	3123
Joseph Jean-Guy Couillard dit Després	3123
Joseph Normand Michel Naud	3123
Lewis Champagne	3123
Lorette Poulin	3124
Marie Anésie Goupil	3124

Marie Georgiana Olive Asselin	3124
Marie Laurette Rollande Boivin alias Guilbeault	3124
Marie Marthe Louise Irène Dallaire	3124
Marie Rolande Hélène Hébert	3124
Marlène Jomphe	3124
Mohamed Alsayed	3124
Nathalie Labbé	3125
Paulette Desrosiers	3125
Richard Mc Fadden	3125
Roger Andriamampianina	3125
Roger Perrault	3125
Wahi Admoun	3125

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

DISSOLUTION — DEMANDES DE

127638 CANADA INC.	3125
AGENCES LOUIS ET JEAN INC.	3125
ASSOCIATION LOCALE DES HANDICAPÉS ORLÉANS INC.	3126
BEAVER FOUNDATIONS LIMITED	3126
BIJOU D'AUJOURD'HUI INC.	3126
BOUCHER, KOCISKO, SOUCISSE, TARDIF & ASSOCIÉS INC.	3126
BRASSERIE BON RETOUR INC.	3126
CENTRE MÉDICAL HOCHELAGA INC.	3126
CENTRODYNE INC.	3126
CLINIQUE DU PETIT MOTEUR INC.	3127
CÔTÉ & FRÉCHETTE INC.	3127
DÉPANNEUR FLEURIMONT INC.	3127
DULEX INC.	3127
ÉMILE LATERREUR ET FILS INC.	3127
ENTRETIEN N.E.T. INC.	3127
FEMME PLUS - CAFÉ RENCONTRE	3127
I.O.D.E.: THE ASSOCIATES OF THE MUNICIPAL CHAPTER OF MONTRÉAL	3127
IMMEUBLES PETIT PRINCE INC.	3128
JO-JO REALTY LTÉE	3128
L. DUCHARME & FILS LTÉE	3128
LA COMPAGNIE DES IMMEUBLES VILLE-MARIE LTÉE	3128
LA CORPORATION D'ACIER BRUXELLES	3128
L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU FOYER COSMIQUE PROVINCIAL INC.	3128
L'ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DU DOMAINE AUX DEUX FERMES INC.	3128
LEONEUF INC.	3128
LES AGENCES DE DISTRIBUTION LION LTÉE	3129
LES FOURRURES YORK INC.	3129
MARTEL ET ROBERT INC.	3129
MOTEL LE LYS	3129
NIMCO LTD.	3129
NIMCO LTÉE	3129
PISTES DE SKI DE FOND D. & M. (SUTTON EN HAUT) INC.	3129
RIVE ST-PAUL LIMITÉE	3129
ROBERT PÉPIN INC.	3129
TREMBLAY EXPRESS LIMITÉE	3130
YORK FUR INC.	3129

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DANS LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

ALBECOUR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3130
---------------------------------	------

DISSOLUTION

ABCOURT AND COMPANY LIMITED III	3130
ABCOURT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE III	3130

FORMATION

1395 MONTMORENCY, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3131
INVESTISSEMENTS DIPLOMATE (SOCIÉTÉ EN COMMANDITE)	3131
LAURIER PEDNEAULT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMENDÉE	3131
RAMSO II, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 5133	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE JACQUES CARTIER ENR	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES BONS GARS DES PINS	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FORMAC	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 930 BELVEDÈRE	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LÉGER	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE DUR 1986	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NEWTON	3132
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RECREHÔTEL	3132
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ROBEX II	3132
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SOFIDEQ	3132
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SYNTACTICS	3131
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VEINOR I	3132

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

ASSURANCES — LOI SUR LES

COMPAGNIE D'ASSURANCE MIDLAND (<i>Annulation de permis</i>)	3132
LA QUÉBÉCOISE, SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS (<i>Changement de siège social</i>)	3132
MIDLAND INSURANCE COMPANY (<i>Annulation de permis</i>)	3132

LOI ÉLECTORALE

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES (<i>Articles 358 à 364 de la loi</i>) (<i>Erratum</i>)	3205
---	------

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

DIVERS

MUNICIPALITÉ D'EAST HEREFORD (<i>Changement de nom</i>)	3132
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CHARLES BORROMÉE (<i>Changement de nom</i>)	3133

ÉDUCATION

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE D'IBERVILLE (<i>Demande</i>)	3133
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE MARIEVILLE (<i>Demande</i>)	3133
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE SEPT-ÎLES (<i>Demande</i>)	3133
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DES RIVIÈRES (<i>Demande</i>)	3134
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE LOUIS-JOLIET (<i>Demande</i>)	3134
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE MONTCALM (<i>Demande</i>)	3134

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

DISSOLUTIONS 3134

SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX — LOI SUR LES

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES
BEAUPRÉ - ORLÉANS (L.P.S.) 3185
CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES
DES ETCHÉMINS (L.P.S.) 3185

VENTES PAR LICITATION

PAROISSE DE SAINT-ANTOINE DE LAVALTRIE c.
VILLAGE DE LAVALTRIE 3185

VENTES PAR SHÉRIF

ABITIBI

CAISSE POPULAIRE D'AMOS c. MICHAUD 3186

BEAUHARNOIS

ÉDITIONS VAUDREUIL INC. c. ISOLATION
THERMO-SOL INC. ET AL. 3186
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c.
PROVENCHER ET AL. 3187

HULL

BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE c. COURCHESNE ET
AL. 3187
DUFFERIN CONCRETE PRODUCTS c. MAHEU,
NOISEUX INC. ET AL. 3188

JOLIETTE

BANQUE DE MONTRÉAL c. CANSE 3188
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. 128,069
CANADA INC. 3189
PAROISSE DE SAINT-LIN c. LACROIX 3190
PAROISSE DE SAINT-LIN c. SUCCESSION ROLLAND
DEMERS 3190

KAMOURASKA

VILLE DE NOTRE-DAME-DU-LAC c. GIBEAU 3191

LABELLE

MUNICIPALITÉ DE LA CONCEPTION c. MOREAU 3191
VILLE DE MONT-LAURIER c. CHALIFOUX 3192

MONTRÉAL

BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT
DE MONTRÉAL c. DUBOIS 3193
BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT
DE MONTRÉAL c. LEDUC 3193
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. C.C. BAILEY
BRIDGES LTÉE ET AL. 3194
LA REINE c. LESAGE 3194
SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE c. 1646-8605
QUÉBEC INC. ET AL. 3195

QUÉBEC

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. TREMBLAY ET
AL. 3196
BANQUE PROVINCIALE DU CANADA c. MARCEL
LÉGARE INC. ET AL. 3196
MALLETTE ET AL. c. TRANSPORT SCOLAIRE
CHAUVEAU LTÉE 3197
VILLE DE QUÉBEC c. 1840-9565 QUÉBEC INC. 3197
VILLE DE QUÉBEC c. DURAND 3198
VILLE DE QUÉBEC c. FARRAH 3198

RICHELIEU

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c.
LUSSIER ET AL. 3198

ROBERVAL

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c.
FOURNIER 3200
SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC c.
MAILHOT 3201

ROUYN-NORANDA

VILLE DE ROUYN c. FRENETTE 3202

TERREBONNE

PAROISSE DE SAINT-HIPPOLYTE c. COTNAM 3203
REVENU NATIONAL c. PIZZI 3203
SOCIÉTÉ CANADA TRUST c. JUBINVILLE ET AL. 3204

TROIS-RIVIÈRES

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE
LOGEMENT c. BEAUMIER 3204

VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

M.R.C. DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE 3205
VILLE DE PINCOURT 3205

AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'

Corporation du village nordique de Kuujuaq

Je, Johnny E. Watt, maire, étant la plus haute autorité au sein de la corporation du village nordique de Kuujuaq, dont l'adresse est case postale 58, Kuujuaq, QC, J0M 1C0, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: Ian D. Robertson, secrétaire-trésorier, case postale 58, Kuujuaq, QC, J0M 1C0, tél.: 819-964-2943, responsable de l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels.

Kuujuaq, le 16 avril 1986

46639

Le maire,
JOHNNY E. WATT

Aménagement et l'urbanisme —

Loi sur l'

Municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau

En vertu de l'article 70 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je désavoue l'article II du Règlement numéro 86-36.

Le Règlement numéro 86-36, adopté le 19 mars 1986, a pour effet de modifier le Règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté de La Vallée-de-la-Gatineau.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 11 juin 1986

Le ministre des Affaires municipales,
ANDRÉ BOURBEAU

150

Avis divers

Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire régionale des Vieilles-Forges rachètera le 1^{er} août 1986, un montant de 122 000 \$ d'obligations de son émission originale de 1 650 000 \$ datée du 1^{er} août 1969, et portant un taux d'intérêt de 8 ½ % l'an payable semi-annuellement les 1^{er} février et 1^{er} août de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$:

M 975	M 993	M 997	M 1000	M 1001	M 1002
M 1007	M 1010	M 1016	M 1017	M 1020	M 1029
M 1033	M 1046	M 1053	M 1059	M 1064	M 1068
M 1076	M 1085	M 1086	M 1087	M 1089	M 1090
M 1091	M 1097	M 1100	M 1102	M 1106	M 1113
M 1120	M 1133	M 1134	M 1140	M 1172	M 1174
M 1175	M 1194	M 1195	M 1200	M 1204	M 1205
M 1211	M 1222	M 1225	M 1228	M 1229	M 1231
M 1232	M 1234	M 1240	M 1241	M 1247	M 1248
M 1249	M 1251	M 1255	M 1256	M 1259	M 1263
M 1264	M 1267	M 1277	M 1280	M 1286	M 1299
M 1301	M 1307	M 1310	M 1311	M 1323	M 1324
M 1346	M 1363	M 1366	M 1386	M 1396	M 1402
M 1409	M 1411	M 1422	M 1423	M 1428	M 1430
M 1431	M 1435	M 1436	M 1439	M 1440	M 1445
M 1451	M 1468	M 1469	M 1472	M 1477	M 1492
M 1493	M 1494	M 1496	M 1497	M 1503	M 1521
M 1525	M 1527	M 1533	M 1546	M 1547	M 1549
M 1550	M 1551	M 1555	M 1558	M 1562	M 1573
M 1581	M 1582	M 1595	M 1598	M 1602	M 1607
M 1610	M 1611				

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} août 1986 et devront être présentées pour remboursement.

Commission scolaire
régionale des Vieilles-Forges
Le directeur général,
CLAUDE GÉLINAS

46644

Conseil scolaire de l'île de Montréal*Rachat d'obligations*

Obligations émises par la Commission scolaire de ville d'Anjou.

Émission de 818 000 \$ comprenant 153 000 \$ d'obligations à terme de 20 ans — 7 ½ % — échéant le 1^{er} août 1988 remboursable en monnaie canadienne par voie de remboursements anticipés obligatoires.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations mentionnées ci-dessus que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (la dette obligataire de la Commission scolaire de ville d'Anjou étant devenue, depuis le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire dudit Conseil scolaire en vertu du chapitre 60 des lois du Québec de 1972) se propose de racheter et rachètera, pour un montant en principal de 31 000 \$, le 1^{er} août 1986, en tant que remboursement anticipé obligatoire, les obligations suivantes à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date du rachat à savoir:

Coupures de 1 000 \$ dont le numéro commence par la lettre M:

667, 671, 674, 676, 681, 682, 688, 691, 695, 697, 700, 703, 705, 710, 711, 715, 720, 725, 730, 735, 740, 745, 750, 755, 760, 765, 770, 775, 780, 785, 790.

Les obligations devant être ainsi rachetées deviendront dues et payables le 1^{er} août 1986 et seront payées en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Canada de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce ou la Banque de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1^{er} août 1986 y attachés.

Pour leur transfert, les obligations immatriculées doivent être accompagnées de procurations dûment signées en blanc.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de courir le et après le 1^{er} août 1986.

Montréal, le 3 juin 1986

Conseil scolaire de l'île de Montréal
Le directeur des services financiers,

ROGER JOANNETTE, C.A.

46640

Conseil scolaire de l'île de Montréal*Rachat d'obligations*

Obligations émises par la Commission scolaire régionale Le Royer.

Émission de 2 075 000 \$ comprenant 681 000 \$ d'obligations à terme de 20 ans — 8 % — échéant le 1^{er} août 1989 remboursables en monnaie canadienne par voie de remboursements anticipés obligatoires.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations mentionnées ci-dessus que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (la dette obligataire de la Commission scolaire régionale Le Royer étant devenue, depuis le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire dudit Conseil scolaire en vertu du chapitre 60 des lois du Québec de 1972) se propose de racheter et rachètera, pour un montant en principal de 152 000 \$, le 1^{er} août 1986, en tant que remboursement anticipé obligatoire, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date du rachat à savoir:

Coupures de 1 000 \$ dont le numéro commence par la lettre M:

1382, 1387, 1392, 1397, 1402, 1407, 1412, 1417, 1422, 1427, 1432, 1437, 1442, 1447, 1452, 1457, 1462, 1467, 1472, 1477, 1482, 1487, 1492, 1497, 1502, 1507, 1512, 1517, 1522, 1527, 1532, 1537, 1542, 1547, 1552, 1557, 1562, 1567, 1572, 1577, 1582, 1587, 1592, 1597, 1602, 1607, 1612, 1617, 1622, 1627, 1632, 1637, 1642, 1647, 1652, 1657, 1662, 1667, 1672, 1677, 1682, 1687, 1692, 1697, 1702, 1707, 1712, 1717, 1722, 1727, 1732, 1737, 1742, 1747, 1752, 1757, 1762, 1767, 1772, 1777, 1782, 1787, 1792, 1797, 1802, 1807, 1812, 1817, 1822, 1827, 1832, 1837, 1842, 1843, 1848, 1849, 1853, 1855, 1858, 1861, 1863, 1867, 1868, 1873, 1874, 1878, 1880, 1883, 1886, 1888, 1892, 1893, 1898, 1899, 1903, 1905, 1908, 1911, 1913, 1917, 1918, 1923, 1924, 1928, 1930, 1933, 1936, 1938, 1943, 1948, 1953, 1958, 1963, 1968, 1973, 1978, 1983, 1988, 1993, 1998, 2003, 2008, 2013, 2018, 2023, 2028, 2033, 2038, 2043, 2048.

Coupure de 10 000 \$ rachetable jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant après ledit numéro:

X-001 2 000 \$

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées deviendront dues et payables le 1^{er} août 1986 et seront payées en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Canada de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce ou la Ban-

que de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1^{er} août 1986 y attachés.

Pour leur transfert, les obligations immatriculées doivent être accompagnées de procurations dûment signées en blanc. Les obligations représentant la partie non rachetée de l'obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais; les obligations seront immatriculées de la même manière que l'obligation immatriculée remise à moins d'instructions contraires.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations (ou partie de ces obligations) présentement appelées pour paiement cessera de courir le et après le 1^{er} août 1986.

Montréal, le 3 juin 1986

Conseil scolaire de l'île de Montréal
Le directeur des services financiers,
46641 ROGER JOANNETTE, C.A.

Conseil scolaire de l'île de Montréal Rachat d'obligations

Obligations émises par la Commission scolaire de Saint-Léonard de Port Maurice.

Émission de 776 000 \$ comprenant 289 000 \$ d'obligations à terme de 20 ans — 7 ½ % — échéant le 1^{er} août 1988 remboursable en monnaie canadienne par voie de remboursements anticipés obligatoires.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations mentionnées ci-dessus que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (la dette obligataire de la Commission scolaire de Saint-Léonard de Port Maurice étant devenue, depuis le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire dudit Conseil scolaire en vertu du chapitre 60 des lois du Québec de 1972) se propose de racheter et rachètera, pour un montant en principal de 34 000 \$, le 1^{er} août 1986, en tant que remboursement anticipé obligatoire, les obligations suivantes à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date du rachat à savoir:

Coups de 1 000 \$ dont le numéro commence par la lettre M:

488, 492, 497, 505, 508, 516, 517, 528, 539, 549, 556, 567, 578, 590, 606, 618, 627, 637, 646, 658, 670, 679, 691, 703, 714, 725, 726, 736, 739, 747, 754, 758, 766, 767.

Les obligations devant être ainsi rachetées deviendront dues et payables le 1^{er} août 1986 et seront payées en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Cana-

da de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce ou la Banque de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1^{er} août 1986 y attachés.

Pour leur transfert, les obligations immatriculées doivent être accompagnées de procurations dûment signées en blanc.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de courir le et après le 1^{er} août 1986.

Montréal, le 3 juin 1986

Conseil scolaire de l'île de Montréal
Le directeur des services financiers,
46642 ROGER JOANNETTE, C.A.

Conseil scolaire de l'île de Montréal Rachat d'obligations

Obligations émises par la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield.

Émission de 1 777 500 \$ comprenant 537 000 \$ d'obligations à terme de 20 ans — 7 ½ % — échéant le 1^{er} août 1988 remboursable en monnaie canadienne par voie de remboursements anticipés obligatoires.

Avis public est, par les présentes, donné aux détenteurs des obligations ci-haut mentionnées que le Conseil scolaire de l'île de Montréal (la dette obligataire de la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-Claire et Beaconsfield étant devenue, depuis le 1^{er} juillet 1973, la dette obligataire dudit Conseil scolaire en vertu du chapitre 60 des lois du Québec de 1972) se propose de racheter et rachètera pour un montant en principal de 81 000 \$, le 1^{er} août 1986, en tant que remboursement anticipé obligatoire, les obligations suivantes à 100 % de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date du rachat à savoir:

Coups de 1 000 \$ dont le numéro commence par la lettre M:

1230, 1236, 1240, 1243, 1249, 1250, 1258, 1261, 1266, 1270, 1274, 1280, 1284, 1290, 1295, 1298, 1304, 1307, 1315, 1316, 1325, 1328, 1334, 1340, 1342, 1350, 1351, 1361, 1364, 1370, 1374, 1379, 1386, 1388, 1398, 1409, 1418, 1427, 1437, 1446, 1456, 1465, 1473, 1481, 1488, 1496, 1503, 1511, 1519, 1527, 1535, 1542, 1548, 1556, 1564, 1572, 1580, 1587, 1594, 1602, 1610, 1618, 1626, 1634,

1640, 1648, 1656, 1664, 1672, 1680, 1686, 1694, 1702, 1710, 1718, 1726, 1733, 1740, 1748, 1756, 1763.

Les obligations devant être ainsi rachetées deviendront dues et payables le 1^{er} août 1986 et seront payées en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Canada de la Banque Nationale du Canada, La Banque Royale du Canada, la Banque Canadienne Impériale de Commerce ou la Banque de Montréal, au choix du détenteur, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1^{er} août 1986 y attachés.

Pour leur transfert, les obligations immatriculées doivent être accompagnées de procurations dûment signées en blanc.

Avis public est aussi, par les présentes, donné que l'intérêt sur le montant en principal des obligations présentement appelées pour paiement cessera de courir le et après le 1^{er} août 1986.

Montréal, le 3 juin 1986

Conseil scolaire de l'île de Montréal
Le directeur des services financiers,

46643

ROGER JOANNETTE, C.A.

Village de Fortierville

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), lors d'une séance régulière tenue le 12 mai 1986, le Conseil de cette municipalité a adopté le Règlement no 112 intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières », et que ledit règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication du présent avis.

Fortierville, le 5 juin 1986

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES H. PEARSON

46646

Succession André Chenail

Avis est, par les présentes, donné que mademoiselle Marylène Chenail, étudiante, demeurant et domiciliée au 281 A, boulevard du Havre, ville de Salaberry-de-Valleyfield, province de Québec, J6S 1S4, héritière pour un sixième (1/6) indivise des biens de la succession de son père, feu André Chenail, en son vivant,

opérateur, domicilié au 28, Allen, Saint-Chrysostome, province de Québec, J0S 1R0, où il est décédé, le vingt-huit avril mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985), sans laisser de testament, a accepté la succession dudit André Chenail par l'intermédiaire de sa mère, dame Mariette Montpetit, tutrice de Marylène Chenail, nommée à cette fonction par une ordonnance de la Cour supérieure du district de Beauharnois rendu le dix-neuf décembre mil neuf cent quatre-vingt-cinq (1985) (dossier numéro 760-14-000169-854), sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Luc Lapointe, notaire, 223, rue Victoria, ville de Salaberry-de-Valleyfield, daté le trente avril mil neuf cent quatre-vingt-six (1986) et enregistré à Châteauguay sous le numéro 209317, le trente mai mil neuf cent quatre-vingt-six (1986).

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire Luc Lapointe et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois du présent avis, la bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Salaberry-de-Valleyfield, le 2 juin 1986

46716

Le procureur,
LUC LAPOINTE, notaire

Succession Jacques Bélec

Avis est, par les présentes, donné que Jacques Bélec, en son vivant bourgeois, domicilié à Sainte-Adèle, 985, Valiquette, J0R 1L0, y est décédé, le 18 mars 1986; que la légataire, Monique Bélec, a accepté ladite succession, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Jean B.-Lafrenière, notaire à Sainte-Agathe-des-Monts, QC, 118, Saint-Vincent, J8C 2B1, le 22 mai 1986, sous le numéro 25272 de ses minutes, et dont copie est enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne sous le numéro 740556, le 28 mai 1986.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 3 juin 1986

46717

Le procureur,
JEAN B.-LAFRENIÈRE, notaire

Succession Jean-Baptiste Dion

Avis est, par les présentes, donné que dame Diane Dion, demeurant au 104, rue de Mesy, Boucherville, héritière intestate universelle résiduaire de Jean-Baptiste Dion, en son vivant demeurant au 527, rue Cartier,

Sherbrooke, décédé le 21 février 1986, en laissant un testament sous la forme dérivée de la loi d'Angleterre, daté du 17 décembre 1983, testament dûment vérifié en Cour supérieure de Sherbrooke, le 15 avril 1986, dossier numéro 450-14-000165-868, testament ne s'appliquant qu'à un certain legs particulier, a accepté la succession de Jean-Baptiste Dion, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Jean Shooner, notaire, exerçant au 315, rue Hériot, Drummondville, en date du 25 mars 1986, dont copie a été enregistrée à Sherbrooke, le 28 avril 1986, sous le numéro 329342.

Un inventaire des biens du défunt a été fait le même jour devant le même notaire, et peut être consulté à ses bureaux, à l'adresse ci-dessus.

Après deux (2) mois des présentes, la susnommée paiera les créanciers, à mesure qu'ils se présenteront, suivant la loi.

Drummondville, le 29 mai 1986

46645

Le procureur,
JEAN SHOONER, notaire

Succession Madeleine Nadeau

Prenez avis que René Racine, domicilié au 2905, chemin Royal, appartement 25, Beauport, ès qualités de tuteur à la mineure Manon Racine a accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession de Madeleine Nadeau, décédée à Beauport, le 12 mars 1986, suivant acte reçu devant Zacharie Lévesque, notaire, 2210, rue Saint-Georges, Beauport, le 4 juin 1986, et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de Québec, le 5 juin 1986, sous le numéro 1188561.

Beauport, le 10 juin 1986

46718

Le procureur,
ZACHARIE LÉVESQUE, notaire

Succession Richard Dulude

Avis est, par les présentes, donné que dame Laurette Paquet, responsable de la comptabilité, demeurant au 245, 6^e Avenue, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, en sa qualité de tutrice à l'enfant mineur Martin Dulude, lequel est héritier dans la proportion de deux tiers de la succession de Richard Dulude, en son vivant fonctionnaire, domicilié au 1682, Camille-Paquet, appartement 2, Montréal, décédé en Ontario, le 30 octobre 1985, sans avoir fait de testament, et en sa qualité, a accepté pour et au nom de son pupille, la succession dudit Richard

Dulude, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Martine Comeau, notaire, pratiquant au 643, Marie-Victorin, Boucherville, J4B 1X7, daté du 13 mai 1986, et enregistré à Montréal, le 21 mai 1986, sous le numéro 3718206.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Martine Comeau, notaire, et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après deux mois du présent avis, Laurette Paquet, en sa qualité, paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront selon la loi.

Boucherville, le 30 mai 1986

46719

Le procureur,
MARTINE COMEAU, notaire

Village de Saint-Jovite

Changement de charte

Avis est, par la présente, donné que le Conseil municipal du village de Saint-Jovite s'est adressé au gouvernement provincial pour modifier son statut de village à celui de « ville ».

Les limites de la municipalité sont: au nord par les lots 573 à 592, territoire de la paroisse de Saint-Jovite; au sud par les lots 175 à 199, territoire de la paroisse de Saint-Jovite; à l'est par les lots 218, 502, territoire de la paroisse et le chemin de la montée Kavanagh; à l'est par le lot 523; à l'ouest par les lots 410, 411, 437, 545 et le lot de remplacement no 633, le tout tel que montré au plan préparé par l'arpenteur-géomètre Guy Barbe.

La population de la ville projetée se chiffre à 3 890 personnes, soit le même que celui du village actuel.

Saint-Jovite, le 30 avril 1986

147-25-2

Le secrétaire-trésorier,
JACQUES SAINT-LOUIS

Ville de Longueuil

L'article 422 de la Loi sur les cités et villes, tel que remplacé pour la ville de Longueuil (1971, c. 101, a. 19, remplacé par 1982, c. 8, a. 7) se lit comme suit:

Acquisition des titres de propriété de rues, ruelles, voies et places publiques

« Le Conseil peut faire décrire et enregistrer dans un registre exclusivement tenu à cette fin les rues, ruelles, voies et places publiques en totalité ou en partie

acquises par la ville ou ouvertes au public depuis au moins cinq ans. Quant à celles de ces rues, ruelles, voies ou places qui ne sont qu'en partie publiques, l'enregistrement et la description ne sont faits que pour cette partie.

À compter de cet enregistrement, ces rues, ruelles, voies et places sont réputées voies publiques.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux territoires annexés.

Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins cinq ans dans les limites de la ville ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent propriété de la ville dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du Conseil, la ville approuve le ou les documents donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celle-ci, pour lesquelles la ville entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. Ces documents doivent être déposés au greffe de la ville et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Chambly.

3. Le greffier de la ville doit publier deux fois à la *Gazette officielle du Québec*, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) Le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques dont il s'agit;

c) une déclaration à l'effet que la description prévue au paragraphe 1 a été approuvée et déposée suivant les paragraphes 1 et 2;

4. l'avis prévu au paragraphe 3 doit, dans le mois suivant chacune de ces publications à la *Gazette officielle du Québec*, être inséré dans un journal hebdomadaire ou quotidien circulant dans la ville (1971, c. 101, a. 19; remplacé par 1982, c. 81, a. 7).

Tous droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fonds desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux documents ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication à la *Gazette officielle du Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la ville doit faire enregistrer sur tout terrain dont il s'agit, une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et cet acte ainsi enregistré constitue

une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registrateur est tenu d'accepter le dépôt des documents et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnée. »

Description des lots:

A) Certaines rues, voies ou places publiques formées de parties de lots suivantes du cadastre officiel du village de Longueuil incorporé:

Partie du lot 348-454, soit une partie du boulevard Gentilly Ouest, bornée vers le nord-est par le lot 348-408 (rue Saint-Jacques); vers le sud-est par le résidu dudit lot 348-454; vers le sud-ouest par une partie du lot 348-455; vers le nord-ouest par le lot 348-470 (boulevard Gentilly Ouest).

Partie du lot 348-455, soit une partie du boulevard Gentilly Ouest, bornée vers le nord-est par une partie du lot 348-454; vers le sud-est par le résidu du lot 348-455; vers le sud-ouest par une partie du lot 348-468; vers le nord-ouest par le lot 348-470 (boulevard Gentilly Ouest).

Partie du lot 348-468, soit une partie du boulevard Gentilly Ouest, bornée vers le nord-est par une partie du lot 348-455; vers le sud-est par le résidu du lot 348-468; vers le sud-ouest par une partie du lot 348-469; vers le nord-ouest par le lot 348-470 (boulevard Gentilly Ouest).

Partie du lot 348-469, soit une partie du boulevard Gentilly Ouest, bornée vers le nord-est par une partie du lot 348-468; vers le sud-est par le résidu du lot 348-469; vers le sud-ouest par le lot numéro 348-543 (rue Saint-Thomas); vers le nord-ouest par le lot 348-470 (boulevard Gentilly Ouest).

Partie du lot 424 étant une partie de l'assiette du chemin Chambly. De figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 410; vers le sud-est par une partie du lot 424; vers le sud-ouest par une autre partie du lot 424; vers le nord-ouest par une autre partie du lot 424. Cette partie du lot 424 remplace une partie des lots 69 et 70 qui ont été annulés, lesquelles parties se décrivent comme suit:

Partie du lot 69, de figure irrégulière, bornée vers le nord-ouest par une partie du lot 69; vers le nord-est par une autre partie du lot 69 maintenant incorporée dans le lot 410; vers le sud-est par une partie du lot 70 ci-après décrite; vers le sud-ouest par le chemin Chambly alors sous désignation cadastrale. Mesurant 10,19 pieds au nord-est dans l'arc de cercle défini par un rayon de 380,0 pieds; 48,45 pieds au sud-est; 11,0 pieds au sud-ouest; 45,0 pieds au nord-ouest; contenant environ 474 pieds carrés, mesures anglaises.

Partie du lot 70, de figure irrégulière, bornée vers le nord-ouest par une partie du lot 69 ci-dessus décrite; vers le nord-est par une autre partie du lot 70 maintenant incorporée dans le lot 410; vers le sud-est par la rue Saint-Adolphe, sans désignation cadastrale; vers le sud-ouest par le chemin Chambly alors sans désignation cadastrale. Mesurant 48,45 pieds au nord-ouest, 35,20 pieds au nord-est dans l'arc de cercle défini par un rayon de 380,0 pieds et 9,71 pieds dans le segment droit; 33,0 pieds et 24,24 pieds respectivement dans les deux segments de ligne droite au sud-est; 37,38 pieds au sud-ouest; contenant environ 2 116 pieds carrés en superficie, mesures anglaises.

B) Certaines rues, voies ou places publiques formées des lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Lots 117-154, 117-181, 117-185, 117-188, 131-105, 145-1A-1, 158-21A.

C) Certaines rues, voies ou places publiques formées des parties de lots suivantes du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

Partie du lot 45 étant une partie du chemin du Tremblay. De figure triangulaire, bornée vers le sud-est par le chemin du Tremblay (sans désignation cadastrale); vers le nord-ouest par une autre partie du lot 45; vers le nord-est par une autre partie du lot 45. Mesurant 194,4 pieds au sud-est; environ 190,1 pieds au nord-ouest et environ 52 pieds au nord-est; contenant environ 4 940 pieds carrés en superficie, mesures anglaises.

L'extrémité sud-ouest de la limite frontale sud-est se situe à environ 146,76 au nord-est de la ligne de division entre les lots originaux 45 et 46 et mesurée le long du chemin du Tremblay (sans désignation cadastrale).

Partie du lot 54 étant une partie du chemin du Tremblay. De figure irrégulière, bornée vers le nord-ouest par le chemin du Tremblay (sans désignation cadastrale); vers le nord-est par une autre partie du lot 54; vers le sud-est par une autre partie du lot 54; vers le sud-ouest par une autre partie du lot 54. La limite sud-ouest se situe à une distance de 194 pieds au nord-est de la ligne de division entre les lots originaux 54 et 55 mesurée le long de l'emprise expropriée du chemin du Tremblay. La limite nord-est se situe à une distance de 386 pieds au sud-ouest de la ligne de division entre les lots 52 et 54 mesurés le long de l'emprise expropriée du chemin du Tremblay.

Partie 67-43 étant une partie du chemin du Lac, bornée vers le nord-est par le lot 67-78 (rue); vers le sud-est par le résidu du lot 67-43; vers le sud-ouest par le lot 67-79 (rue); vers le nord-ouest par le chemin du Lac (sans désignation cadastrale).

Partie 93-90 étant une partie de la rue Bellerose, bornée vers le sud-est par le lot 93-370 (rue Bellerose); vers le sud-ouest par une partie du lot original 460; vers le nord-ouest par le lot 93-264 (rue Bellerose); vers le nord-est par une partie des lots 93-265-1 et 93-373.

Partie du lot 117-153 étant une partie de la rue Radisson, bornée vers le nord-est par une partie du lot 117-153, propriété de la ville de Longueuil; vers le sud-est par une partie du lot 117-174, 117-154 (rue Rouvière), partie du lot 117-170 et une partie du lot 116-44; vers le sud-ouest par une autre partie du lot 117-153, propriété de la ville de Longueuil; vers le nord-ouest par les lots 117-158 à 117-161.

Cette partie du lot 117-153 étant anciennement connue sous le numéro de cadastre 307 au même cadastre qui a été annulé.

Partie du lot 133-78 étant une partie du boulevard Curé-Poirier, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 133-499; vers le sud-est par le lot 133-80 (rue); vers le sud-ouest par une partie du lot 133-501; vers le nord-ouest par une partie du lot 133-1076.

Le lot entier 133-79 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest.

Partie du lot 135-202 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière bornée: vers le nord-est par une partie du lot 134; vers le sud-est par une partie des lots 135-167 à 135-169, 135-199 à 135-201, 135-170 (rue); vers le sud-ouest par une partie du lot 135; vers le nord-ouest par les lots 135-202-1, 135-202-2, 135-202-3.

Partie du lot 138-693 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 138-694; vers le sud-est par une partie du lot 138-1068; vers le sud-ouest par une partie du lot 138-669; vers le nord-ouest par une partie du lot 138-668.

Partie du lot 140-937 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 140-961; vers le sud-est par le résidu du lot 140-937; vers le sud-ouest par le lot 140-967 (rue); vers le nord-ouest par les lots 140-935 et 140-936.

Partie du lot 140-961 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par partie du lot original 139 (rue); vers le sud-est par le lot 140-961-1; vers le sud-ouest par partie du lot 140-937; vers le nord-ouest par le lot 140-936.

Partie du lot 140-1000 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 140-976; vers le sud-est

par les lots 140-1000-1 et 140-1000-25; vers le sud-ouest par une partie du lot 140-1001; vers le nord-ouest par une partie du lot 140-975.

Partie du lot 140-1064 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le lot 140-1040 et partie du lot 140-1041; vers le sud-est par une partie du lot 140-1064; vers le sud-ouest par le lot 140-1065 et une partie du lot 140-1066; vers le nord-ouest par une partie du lot 140-1039.

Partie du lot 142-549 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 142-548 (rue); vers le sud-est par le résidu du lot 142-549; vers le sud-ouest par partie du lot 142-550; vers le nord-ouest par le lot 142-547 (rue).

Partie du lot 144-232 étant une partie du boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 143-984; vers le sud-est par une autre partie du lot 144-232; vers le sud-ouest par le lot 144-259 (rue); vers le nord-ouest par le lot 144-231 (rue).

Partie du lot 146-276 incorporée au boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 146-277; vers le sud-est par le résidu du lot 146-276; vers le sud-ouest par une partie du lot 146-275; vers le nord-ouest par le lot 146-279 (rue).

Partie du lot 146-277 incorporée au boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par le lot 146-278 (rue Verchères); vers le sud-est par le résidu du lot 146-277; vers le sud-ouest par partie du lot 146-276; vers le nord-ouest par le lot 146-279 (rue).

Partie du lot 147-562 incorporée au boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par partie du lot 147-561; vers le sud-est par le résidu du lot 147-562; vers le sud-ouest par partie du lot 147-563; vers le nord-ouest par le lot 147-559 (rue).

Partie du lot 147-563 incorporée au boulevard Curé-Poirier Ouest, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par partie du lot 147-562; vers le sud-est par le résidu du lot 147-563; vers le sud-ouest par partie du lot 147-564; vers le nord-ouest par le lot 147-559 (rue).

Fait et préparé par W.P. La Roche, arpenteur-géomètre, le vingt-huitième jour du mois d'avril mil

neuf cent quatre-vingt-six, sous le numéro de dossier 30136, minute L. 559 de mon répertoire.

Longueuil, le 28 avril 1986

WILLIAM-P. LA ROCHE, *arpenteur-géomètre*

Les descriptions, telles qu'elles ont été préparées par monsieur W.P. LaRoche, arpenteur-géomètre, ont été approuvées par le Conseil municipal de la ville de Longueuil, à sa séance générale, tenue le 4 juin 1986, et inscrites sous le numéro de résolution CM 86-667 de son livre de procès-verbaux.

Le présent avis est promulgué afin de permettre à la ville de devenir propriétaire des rues, ruelles, voies ou places publiques ci-dessus mentionnées en conformité des dispositions susdites; et le soussigné déclare que les descriptions des lots mentionnés ci-dessus, approuvées par le Conseil municipal, ont été déposées à mes bureaux et qu'une copie de chacune de ces descriptions dûment certifiée par monsieur W.P. LaRoche, arpenteur-géomètre a été déposée, le 5 juin 1986, sous le numéro 708838 au bureau d'enregistrement de la division de Chambly.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19).

Longueuil, le 21 juin 1986

46720-25-2

Le greffier,
CLAUDE GAUTHIER

Ville de Montréal-Nord *Rachat d'obligations*

Avis vous est, par les présentes, donné par le soussigné, directeur des finances de la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, qu'il a été procédé au tirage au sort de neuf (9) numéros d'obligations, émission du 1^{er} août 1968, échéant le 1^{er} août 1988 et portant intérêt au taux de 7 ½ % l'an, en vue de leur rachat.

Les numéros d'obligations ainsi rachetées par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 1 000 \$ dont le numéro commence par la lettre M: 1120, 1139 et 1155.

Dénomination de 10 000 \$ dont le numéro commence par la lettre X: 0001.

Dénominations de 25 000 \$ dont le numéro commence par la lettre A: 0001, 0002, 0003, 0006 et 0007.

Veuillez prendre avis que les obligations portant les numéros ci-haut mentionnés cesseront de porter intérêt le 1^{er} août 1986 et que la valeur en capital de ces obligations sera versée à leurs détenteurs par toute succursale de la Banque Nationale du Canada dans la province de Québec ou au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario, sur remise desdites obligations, avec les coupons d'intérêt échéant après le 1^{er} août 1986 y attachés.

Montréal-Nord, le 3 juin 1986

Le directeur des finances,
MICHEL LABRECQUE, C.G.A.

46647

Caisses d'épargne et de crédit — Loi sur les

Caisse d'économie Pointe-Lévy

Avis est donné que le ministre des Finances, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit, « CAISSE D'ÉCONOMIE LAVOISIER » et « CAISSE D'ÉCONOMIE POINTE-LÉVY » datée du 25 mars 1986 demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est « Caisse d'économie Pointe-Lévy ».

Le siège social de cette caisse sera situé à Lévis dans la circonscription électorale de Lévis.

Le groupe dans lequel la caisse pourra recruter ses membres est:

Les employés et retraités des corporations, institutions et sociétés suivantes:

Versatile Davie Inc.;

L'Hôtel Dieu de Lévis;

Ultramar Canada Inc.;

Société des Traversiers du Québec;

Baribeau et Fils Inc.;

Le Groupe Consel Inc.;

Corporation Intermunicipale de transport de la Rivière-Sud de Québec (C.I.T.R.S.Q.);

Audet, Aubut et Associés Inc.;

Sanivan Inc.;

Entretien Industriel Etchemin Inc.;

Agence de pétroliers Océaniques Ltée;

Gosselin, Lagueux, Fortin;

Dionite Inc.;

Brière, Gosselin Avocats;

Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée;

Société des Alcools du Québec;

Centrale de l'Enseignement du Québec;

La Commission scolaire régionale de Tilly;

La Commission scolaire Sainte-Foy;

La Commission scolaire Chaudière-Étchemin;

La Commission scolaire Marie-Victorin;

Caisse d'économie Pointe-Lévy.

La caisse sera affiliée à la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec.

Québec, le 15 mai 1986

46721

Le ministre des Finances,
GÉRARD D. LEVESQUE

La caisse populaire N.D. de L'Assomption

Avis est donné que le ministre des Finances, après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des institutions financières, a approuvé la requête des caisses d'épargne et de crédit, « La Caisse Populaire de St-Émile de Montréal » et « La Caisse Populaire de N.D. de L'Assomption de Montréal », datée du 17 février 1986, demandant la confirmation de l'acte d'accord prévoyant la fusion de ces deux caisses.

Le nom de la caisse résultant de cette fusion est « La caisse populaire N.D. de L'Assomption ».

Le siège social de cette caisse sera situé à Montréal dans la circonscription électorale de Sainte-Marie.

Le territoire dans lequel la caisse pourra recruter ses membres est: la ville de Montréal.

La caisse sera affiliée à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec.

Québec, le 15 mai 1986

46722

Le ministre des Finances,
GÉRARD D. LEVESQUE

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Bruce Charles Moses

Par le certificat numéro 86-301 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Bruce Charles Frank, né (e) le 13 octobre 1964, en celui de Bruce Charles Moses.

Sainte-Foy, le 3 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Carolishca Juliette Kanturek

Par le certificat numéro 86-274 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Carol Juliette Kanturek, né (e) le 28 juillet 1949, en celui de Carolishca Juliette Kanturek.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Devika Tolatama Dhanaswar

Par le certificat numéro 86-300 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Tolatama Dhanaswar, né (e) le 17 août 1961, en celui de Devika Tolatama Dhanaswar.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Éléodore Grégoire André De Mondo

Par le certificat numéro 86-288 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Éliodore Grégoire André Aubin, né (e) le 23 août 1947, en celui de Éléodore Grégoire André De Mondo.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Gérard Roland François Duchesne

Par le certificat numéro 86-315 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Gérard Roland François Poisson, né (e) le 28 février 1962, en celui de Gérard Roland François Duchesne.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Gertrude Février

Par le certificat numéro 86-275 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Gertrude Frederick, né (e) le 5 avril 1961, en celui de Gertrude Février.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Irwin Joel Kashetsky

Par le certificat numéro 86-304 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Schrolic Kashetsky, né (e) le 2 septembre 1935, en celui de Irwin Joel Kashetsky.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Adélar Lucien Miuse

Par le certificat numéro 86-310 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Adélar Lucien Muise-Boivin, né (e) le 13 mars 1943, en celui de Joseph Adélar Lucien Miuse.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Félix McKay

Par le certificat numéro 86-313 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Félix Abacamof, né (e) le 12 mars 1938, en celui de Joseph Félix McKay.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Georges Marc André Belley

Par le certificat numéro 86-316 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Georges Marc André Beaulé, né (e) le 6 octobre 1967, en celui de Joseph Georges Marc André Belley.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Gilles Jean Claude Béland

Par le certificat numéro 86-331 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Gille Trudel, né (e) le 18 novembre 1957, en celui de Joseph Gilles Jean Claude Béland.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Lucien Réal Simard

Par le certificat numéro 86-295 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Lucien Réal Robin, né (e) le 13 juillet 1967, en celui de Joseph Lucien Réal Simard.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Mario Rolland Nadeau

Par le certificat numéro 86-281 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Mario Rolland Paulin, né (e) le 7 août 1961, en celui de Joseph Mario Rolland Nadeau.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Mario Steve Amédée Lapointe

Par le certificat numéro 86-273 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Mario Réjean Amédée Lapointe, né (e) le 23 mars 1958, en celui de Joseph Mario Steve Amédée Lapointe.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Pierre Paul François Blais

Par le certificat numéro 86-291 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Pierre Paul François Aubé, né (e) le 3 février 1967, en celui de Joseph Pierre Paul François Blais.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Raymond Roch Halley

Par le certificat numéro 86-323 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Raymond Roch Hallé, né (e) le 8 janvier 1959, en celui de Joseph Raymond Roch Halley.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Robert Jules Saulnier

Par le certificat numéro 86-290 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Robert Jules Bilodeau, né (e) le 12 avril 1966, en celui de Joseph Robert Jules Saulnier.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Rodrigue Lafleur

Par le certificat numéro 86-329 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Rodrigue Métivier, né (e) le 22 mars 1938, en celui de Joseph Rodrigue Lafleur.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Roger James Almanzor Gagné

Par le certificat numéro 86-327 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Roger Almanzor Gagné, né (e) le 18 mai 1927, en celui de Joseph Roger James Almanzor Gagné.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Andrée Dany Jacques

Par le certificat numéro 86-289 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Andrée Danielle Jacques, né (e) le 22 mars 1962, en celui de Marie Andrée Dany Jacques.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Ange Ida Canuel

Par le certificat numéro 86-299 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Ida Canuel, né (e) le 15 septembre 1923, en celui de Marie Ange Ida Canuel.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Caroline Patricia Massicotte

Par le certificat numéro 86-277 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de Joseph Philippe Patrice Massicotte, né (e) le 29 avril 1965, en celui de Marie Caroline Patricia Massicotte.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Cécile Margot Nicole

Par le certificat numéro 86-319 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Cécile Marguerite Nicole, né (e) le 11 avril 1941, en celui de Marie Cécile Margot Nicole.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Claudette Thérèse Claudia Hémond

Par le certificat numéro 86-293 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Marguerite Claudette Hémond, né (e) le 1^{er} décembre 1944, en celui de Marie Claudette Thérèse Claudia Hémond.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Colette Paule Renée Suzanne Duchesne

Par le certificat numéro 86-317 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Colette Paule Renée Duchesne, né (e) le 7 novembre 1947, en celui de Marie Colette Paule Renée Suzanne Duchesne.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Denise Normande Ginchereau

Par le certificat numéro 86-284 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Denise Normande Ginchereau, né (e) le 2 juillet 1938, en celui de Marie Denise Normande Ginchereau.

Sainte-Foy, le 23 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Emérence Lalonde

Par le certificat numéro 86-328 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Marancia Lalonde, né (e) le 15 avril 1923, en celui de Marie Emérence Lalonde.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Éva Simone Goyette

Par le certificat numéro 86-297 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Éva Goyette, né (e) le 15 septembre 1927, en celui de Marie Éva Simone Goyette.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Françoise Jacinthe Jean

Par le certificat numéro 86-306 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Françoise Jacinthe Moussette, né (e) le 2 janvier 1961, en celui de Marie Françoise Jacinthe Jean.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Géralda Martine Belley

Par le certificat numéro 86-298 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Géralda Belley, né (e) le 22 février 1950, en celui de Marie Géralda Martine Belley.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Gertrude Vachon

Par le certificat numéro 86-286 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Gurthe Vachon, né (e) le 14 novembre 1932, en celui de Marie Gertrude Vachon.

Sainte-Foy, le 23 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Ida Lina Tremblay

Par le certificat numéro 86-324 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Ida Tremblay, né (e) le 4 septembre 1922, en celui de Marie Ida Lina Tremblay.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Marie Isola Brigitte Morneau

Par le certificat numéro 86-294 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Isola Morneau, né (e) le 17 octobre 1939, en celui de Marie Isola Brigitte Morneau.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Jacqueline Jeannine Verville

Par le certificat numéro 86-307 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jacqueline Jeannette Verville, né (e) le 23 février 1925, en celui de Marie Jacqueline Jeannine Verville.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Jeanine Huguette Pauline Bélanger

Par le certificat numéro 86-279 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Jeanine Huguette Bélanger, né (e) le 2 juin 1945, en celui de Marie Jeanine Huguette Pauline Bélanger.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Johanne Bernatchez

Par le certificat numéro 86-282 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Johanne Millette, né (e) le 13 avril 1965, en celui de Marie Johanne Bernatchez.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Laurette Henriette Essiambre

Par le certificat numéro 86-320 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Laurette Essiambre, né (e) le 21 octobre 1935, en celui de Marie Laurette Henriette Essiambre.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Linda Diane Sanscartier

Par le certificat numéro 86-311 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Linda Diane Chassé, né (e) le 1^{er} décembre 1966, en celui de Marie Linda Diane Sanscartier.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Madeleine Annie Manon Labbé

Par le certificat numéro 86-314 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Madeleine Annie Manon Bleau, né (e) le 1^{er} juillet 1965, en celui de Marie Madeleine Annie Manon Labbé.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Madeleine Monique Dandurand

Par le certificat numéro 86-296 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Madeleine Monique Duchêne dit Dandurand, né (e) le 27 novembre 1951, en celui de Marie Madeleine Monique Dandurand.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Marguerite Françoise Blais

Par le certificat numéro 86-302 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Marguerite Françoise Careau, né (e) le 30 juin 1936, en celui de Marie Marguerite Françoise Blais.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Pauline Adéline Madeleine Paquet

Par le certificat numéro 86-318 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Pauline Adéline Paquet, né (e) le 19 juillet 1913, en celui de Marie Pauline Adéline Madeleine Paquet.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Pierrette Lyse Tremblay

Par le certificat numéro 86-309 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Pierrette Lisette Tremblay, né (e) le 13 novembre 1952, en celui de Marie Pierrette Lyse Tremblay.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Raymonde Isabell Fournier

Par le certificat numéro 86-287 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Raymonde Fournier, né (e) le 15 juin 1942, en celui de Marie Raymonde Isabell Fournier.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Rosa Irène Caroline Gélneau

Par le certificat numéro 86-325 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Rosa Irène Gélneau, né (e) le 23 août 1946, en celui de Marie Rosa Irène Caroline Gélneau.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Stella Tremblay

Par le certificat numéro 86-322 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Estelle Tremblay, né (e) le 8 juillet 1939, en celui de Marie Stella Tremblay.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Suzanne Guylen Vachon

Par le certificat numéro 86-305 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Suzanne Vachon, né (e) le 24 juillet 1964, en celui de Marie Suzanne Guylen Vachon.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Suzanne Therrien

Par le certificat numéro 86-278 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Suzanne, né (e) le 16 décembre 1925, en celui de Marie Suzanne Therrien.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Bernadette Benoit

Par le certificat numéro 86-283 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Bernadette Ouellette, né (e) le 20 mai 1945, en celui de Marie Thérèse Bernadette Benoit.

Sainte-Foy, le 23 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Thérèse Lucie Larose

Par le certificat numéro 86-321 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Lucie Maheux, né (e) le 5 juillet 1966, en celui de Marie Thérèse Lucie Larose.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Wilson

Par le certificat numéro 86-312 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mariette Wilson, né (e) le 5 mars 1966, en celui de Marie Wilson.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Yvette Dolande Myrèle Paul

Par le certificat numéro 86-276 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvette Dolande Mirelle Bourbeau, né (e) le 8 août 1936, en celui de Marie Yvette Dolande Myrèle Paul.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Yvette Leclerc

Par le certificat numéro 86-303 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvette, né (e) le 17 août 1932, en celui de Marie Yvette Leclerc.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Yvonne Donall Sarah Frenette

Par le certificat numéro 86-326 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvonne Donalda Frenette, né (e) le 14 décembre 1934, en celui de Marie Yvonne Donall Sarah Frenette.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Maurizio Minisini

Par le certificat numéro 86-272 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Maurizio Lizzi, né (e) le 22 mai 1953, en celui de Maurizio Minisini.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Mireille Pineau

Par le certificat numéro 86-330 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Murielle Pineau, né (e) le 24 décembre 1949, en celui de Mireille Pineau.

Sainte-Foy, le 2 juin 1986

149 *Le sous-registraire adjoint du Québec,*
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

René Armand French

Par le certificat numéro 86-292 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de René Armand Franche, né (e) le 21 juillet 1928, en celui de René Armand French.

Sainte-Foy, le 26 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Rose Marie Réjeanne Marlen Leclerc

Par le certificat numéro 86-308 du 22 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Rose Marie Réjeanne Leclerc, né (e) le 24 septembre 1949, en celui de Rose Marie Réjeanne Marlen Leclerc.

Sainte-Foy, le 29 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Selia Nair

Par le certificat numéro 86-285 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Sidalutchmee Sanguni Nair, né (e) le 27 juillet 1954, en celui de Selia Nair.

Sainte-Foy, le 23 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

William Yu Wing Lee

Par le certificat numéro 86-280 du 15 mai 1986, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Yu Wing Lee, né (e) le 25 mai 1950, en celui de William Yu Wing Lee.

Sainte-Foy, le 21 mai 1986

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

149

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Demandes

Chantal Méthot

Prenez avis que Chantal Méthot, domiciliée au 5563, Basile-Patenaude, appartement 10, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Chantal Richer.

Montréal, le 23 avril 1986

Les procureurs de la requérante,
TOULET, BUSHEY, TURGEON & BLACKBURN,
46633-25-2 *avocats*

Charlotte Montour

Prenez avis que Charlotte Montour, domiciliée au C.P. 397, Caughnawaga, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gertrude Beauvais.

Châteauguay, le 21 mai 1986

Les procureurs de la requérante,
46688-25-2 *DROUIN & ROBERT*

Claudette Brunette

Prenez avis que Claudette Brunette, domiciliée au 985, Hôtel-de-Ville, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Claude Brunet.

Montréal, le 4 juin 1986

La requérante,
46670-25-2 *CLAUDETTE BRUNETTE*

Claudine Méthot

Prenez avis que Claudine Méthot, domiciliée au 5581, Basile-Patenaude, appartement 15, Montréal, s'adresse-

ra au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Claudine Richer.

Montréal, le 21 mars 1986

Les procureurs de la requérante,
TOULET, BUSHEY, TURGEON & BLACKBURN,
46634-25-2 *avocats*

Fortunato Ruscitti

Prenez avis que Fortunato Ruscitti, domicilié au 12348, Clément-Ader, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Freddy Ruscitti.

Montréal, le 15 mai 1986

Le procureur du requérant,
46597-24-2 DONATO DI TULLIO, *avocat*

George MacDowell Cohen

Prenez avis que George MacDowell Cohen, domicilié au 640, rue Stravinsky, Brossard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de George MacDowell.

Montréal, le 22 mai 1986

Les procureurs du requérant,
46578-24-2 CHAIT SALOMON, *avocats*

Georges Auger dit Robert

Prenez avis que Georges Auger dit Robert, domicilié au 6855, 21^e Avenue, appartement 7, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Georges Robert.

Montréal, le 2 mai 1986

Les procureurs du requérant,
46579-24-2 LARRY, GREENE, PARKIN & PINARD

Ginette Henry

Prenez avis que Ginette Henry, domiciliée au 5804, rue Parme, Auteuil, Laval, s'adressera au ministre de la

Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carole King.

Laval, le 28 avril 1986

Les procureurs de la requérante,
SAINT-AUBIN, LONDEI, CHARBONNEAU &
46618-24-2 PLANTE, *avocats*

Hans Stenner

Prenez avis que Hans Stenner, domicilié au 2060, rue Liebert, appartement 101, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michel Brousseau.

Montréal, le 7 avril 1986

Les procureurs du requérant,
46598-24-2 CORDEAU, TRUDEAU & PAQUETTE, *avocats*

Jean Fournier

Prenez avis que Jean Fournier, domicilié au 100, rue Gaulin, appartement 6, Princeville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Morin.

La personne dont le nom peut être changé à la suite de la requête est dame Lise Chiquette Fournier dit Morin, épouse du requérant, domiciliée à la même adresse que le requérant.

Saint-Éphrem-de-Beauce, le 26 mai 1986

Le procureur du requérant,
46689-25-2 MARTIN HAMEL, *notaire*

Jean Sébastien Graton

Prenez avis que Jean Sébastien Graton, domicilié au 11, Village-Suisse, Saint-Jean-sur-Richelieu, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Sébastien Desjardins.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 3 juin 1986

Le requérant,
46635-25-2 JEAN SÉBASTIEN GRATON

Jocelyne Andrée Bernier

Prenez avis que Jocelyne Andrée Bernier, domiciliée au 293, Soupras, Île-Bizard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jocelyne Andrée Line Bernier.

Île-Bizard, le 22 avril 1986

La requérante,

46580-24-2

JOCELYNE ANDRÉE BERNIER

Joseph Amable Théophile Dionne

Prenez avis que Joseph Amable Théophile Dionne, domicilié au 126, Deslauriers, Sainte-Rose, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Amable Théophile Denis Dionne.

Laval, le 21 mai 1986

Le requérant,

46581-24-2

JOSEPH AMABLE THÉOPHILE DIONNE

Joseph Gédéon

Prenez avis que Joseph Gédéon, domicilié au 5986, Bannentine, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Gédéon Nadeau.

Québec, le 29 mai 1986

Les procureurs du requérant,

46690-25-2

BERNATCHEZ & ASSOCIÉS, *avocats*

Joseph Gérard Jocelyn Roy

Prenez avis que Joseph Gérard Jocelyn Roy, domicilié au 631, rue Chénier, Rock Forest, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Gérard Jocelyn Pichette-Lussier.

Sherbrooke, le 3 juin 1986

Les procureurs du requérant,

46674-25-2 MES DAIGLE, DELORME, LEBEL, BUREAU

Joseph Henri Armand alias Germain Labbé

Prenez avis que Joseph Henri Armand alias Germain Labbé, domicilié au 30, rue Dumoulin, La Patrie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Henri Germain Labbé.

La Patrie, le 2 juin 1986

Le requérant,

46673-25-2

GERMAIN LABBÉ

Joseph Jean-Guy Couillard dit Després

Prenez avis que Joseph Jean-Guy Couillard dit Després, domicilié au 4251, rue de Lorimier, appartement 10, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Jean-Guy Després.

Montréal, le 28 avril 1986

Les procureurs du requérant,

46636-25-2

POIRIER, CARRIÈRE & PINARD, *avocats*

Joseph Normand Michel Naud

Prenez avis que Joseph Normand Michel Naud, domicilié au 1829, rue Plessis, appartement 2, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Normand Michel Clark.

Montréal, le 3 juin 1986

Les procureurs du requérant,

46671-25-2

LORD, LEFEBVRE & GOULET, *avocats*

Lewis Champagne

Prenez avis que Lewis Champagne, domicilié au 1134, Montcalm, Valcourt, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louis Champagne.

Valcourt, le 28 mai 1986

Le requérant,

46599-24-2

LEWIS CHAMPAGNE

Lorette Poulin

Prenez avis que Lorette Poulin, domiciliée au 4250, boulevard Lévesque, appartement 208, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Rachel Poulin.

Laval, le 19 mai 1986

46582-24-2

Le procureur de la requérante,
JEAN-LUC SARRAZIN, *avocat*

Marie Anésie Goupil

Prenez avis que Marie Anésie Goupil, domiciliée au 930, Grand-Rang Est, Sainte-Justine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Anastasie Goupil.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Sainte-Justine, le 24 mars 1986

46583-24-2

Le procureur de la requérante,
G.-O. LANGLOIS, *notaire*

Marie Georgiana Olive Asselin

Prenez avis que Marie Georgiana Olive Asselin, domiciliée au 1136, boulevard Lesage, Duvernay, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Georgiana Olivia Asselin.

Laval, le 5 juin 1986

46675-25-2

La requérante,
OLIVE ASSELIN

Marie Laurette Rollande Boivin alias Guilbeault

Prenez avis que Marie Laurette Rollande Boivin alias Guilbeault, domiciliée au 212, rue Perreault Est, Rouyn, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Laurette Rollande Guilbeault.

Rouyn, le 3 juin 1986

Les procureurs de la requérante,
LEMAY, LEMOINE, LAROCHE & MCLEAN,
46637-25-2 *avocats*

Marie Marthe Louise Irène Dallaire

Prenez avis que Marie Marthe Louise Irène Dallaire, domiciliée au 2061, Saint-Dominique, Jonquière, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Marthe Louise Irène Berthe Dallaire.

Jonquière, le 21 mai 1986

46584-24-2 *La requérante,*
MARIE MARTHE LOUISE IRÈNE DALLAIRE

Marie Rolande Hélène Hébert

Prenez avis que Marie Rolande Hélène Hébert, domiciliée au 285, place Stirling, appartement 302, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Rolande Hélène Roy.

Lachine, le 20 mai 1986

Les procureurs de la requérante,
BARRIÈRE, NEUER ET LESTAGE-DOYON,
46619-24-2 *avocats*

Marlène Jomphe

Prenez avis que Marlène Jomphe, domiciliée au 137, 5^e Avenue, lac André, La Plaine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Diane Tremblay.

Charlemagne, le 7 avril 1986

Les procureurs de la requérante,
46585-24-2 DUPONT & LANGLOIS

Mohamed Alsayed

Prenez avis que Mohamed Alsayed, domicilié au 44, rue Racine, Loretteville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michael Patterson.

Ce changement affectera aussi le nom de Demys Alsayed, fils mineur du requérant, domicilié au 362, Saint-Joseph, Black-Lake, comté de Gaspé.

Charlesbourg, le 3 juin 1986

Le procureur du requérant,
46620-24-2 DORIS HARDY, *notaire*

Nathalie Labbé

Prenez avis que Nathalie Labbé, domiciliée au 567, boulevard Robert Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathalie Duval.

Vallée-Jonction, le 6 juin 1986

46676-25-2

Pour la requérante,
MARIE-JOSÉE DUVAL

Paulette Desrosiers

Prenez avis que Paulette Desrosiers, domiciliée au 795, rue Pas-de-Calais, Saint-Nicolas, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paule Desrosiers.

Saint-Nicolas, le 6 juin 1986

46677-25-2

La requérante,
PAULETTE DESROSIER

Richard Mc Fadden

Prenez avis que Richard Mc Fadden, domicilié au 2, rue Saint-Jean, Ville-Marie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ricky Mc Fadden.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Chicoutimi, le 7 mai 1986

46586-24-2

Les procureurs du requérant,
PÉRIGNY, BEAULIEU, VÉZINA,
FILLION & GAUTHIER, *avocats*

Roger Andriamampianina

Prenez avis que Roger Andriamampianina, domicilié au 1191, chemin du Quai, Saint-Nicolas, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Roger Andria.

Québec, le 4 juin 1986

46621-24-2

Le requérant,
ROGER ANDRIAMAMPIANINA

Roger Perrault

Prenez avis que Roger Perrault, domicilié au 6960, rue Iberville, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Roger Vanier.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 8 mai 1986

46678-25-2

Le procureur du requérant,
SOPHIE-LOUISE OUMET

Wahi Admoun

Prenez avis que Wahi Admoun, domicilié au 2000, Saint-Marc, appartement 2103, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vahe Stephanian.

Montréal, le 6 mai 1986

Les procureurs du requérant,
46638-25-2 LEDUC, ST-PIERRE & THERRIEN, *avocats*

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Dissolution — Demandes de

127638 CANADA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «127638 CANADA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Louis-de-Terrebonne, le 2 juin 1986

46630

Le président,
JEAN-YVES FAURE

AGENCES LOUIS ET JEAN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AGENCES LOUIS ET JEAN INC.» demandera à

l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 5 mai 1986

46707 *Les procureurs de la compagnie,*
GOSSELIN, ROBITAILLE, BÉDARD, *avocats*

ASSOCIATION LOCALE DES HANDICAPÉS ORLÉANS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION LOCALE DES HANDICAPÉS ORLÉANS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beauport, le 4 mai 1986

46708 *La secrétaire,*
HÉLÈNE MERCIER

BEAVER FOUNDATIONS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BEAVER FOUNDATIONS LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 mai 1986

46679 *Les procureurs de la compagnie,*
RAPPAPORT, WHELAN, BESSNER, FELDMAN &
ROSS

BIJOU D'AUJOURD'HUI INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BIJOU D'AUJOURD'HUI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 9 juin 1986

46654 *Pour la compagnie,*
PIERRE LOISELLE

BOUCHER, KOCISKO, SOUCISSE, TARDIF & ASSOCIÉS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BOUCHER, KOCISKO, SOUCISSE, TARDIF & ASSOCIÉS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Foy, le 22 mai 1986

46691 *Les procureurs de la compagnie,*
TREMBLAY, BERTRAND, MORISSET, BOIS,
& MIGNAULT

BRASSERIE BON RETOUR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BRASSERIE BON RETOUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Val-Bélair, le 10 juin 1986

46709 *Pour la compagnie,*
JACQUES BOIVIN

CENTRE MÉDICAL HOCHELAGA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE MÉDICAL HOCHELAGA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 4 juin 1986

46680 *Les procureurs de la compagnie,*
MONTY, COULOMBE

CENTRODYNE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRODYNE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 4 juin 1986

46710 *Les procureurs de la compagnie,*
SPIEGEL, SOHMER, *avocats*

CLINIQUE DU PETIT MOTEUR INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLINIQUE DU PETIT MOTEUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 26 mai 1986

46692

La présidente,
DORIS-B. LÉGARE

ÉMILE LATERREUR ET FILS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉMILE LATERREUR ET FILS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Ursule, le 29 mai 1986

46656

Le procureur de la compagnie,
CHARLES MILOT, notaire

CÔTÉ & FRÉCHETTE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CÔTÉ & FRÉCHETTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 22 mai 1986

46693

Le procureur de la compagnie,
PIERRE TÉTRAULT, notaire

ENTRETIEN N.E.T. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ENTRETIEN N.E.T. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 9 juin 1986

46711

Le procureur de la compagnie,
GILBERT RICHER, avocat

DÉPANNEUR FLEURIMONT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DÉPANNEUR FLEURIMONT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 2 mai 1986

46655

Le procureur de la compagnie,
MICHEL BESSETTE

FEMME PLUS - CAFÉ RENCONTRE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FEMME PLUS - CAFÉ RENCONTRE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Neufchâtel, le 5 juin 1986

46657

Pour la compagnie,
MAURICE BALLEUX, B.I.B.C.

DULEX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DULEX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 6 juin 1986

46706

Les procureurs de la compagnie,
OGILVY, RENAULT, avocats

I.O.D.E.: THE ASSOCIATES OF THE MUNICIPAL CHAPTER OF MONTRÉAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «I.O.D.E.: THE ASSOCIATES OF THE MUNICIPAL CHAPTER OF MONTRÉAL» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 6 juin 1986

46712

Les procureurs de la compagnie,
BÉLANGER, SAUVÉ, avocats

IMMEUBLES PETIT PRINCE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «IMMEUBLES PETIT PRINCE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beloeil, le 8 mai 1986

46694

Pour la compagnie,
PIERRE THIBAUDEAU

JO-JO REALTY LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JO-JO REALTY LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 7 avril 1986

46681

Le procureur de la compagnie,
DAN FEDERMAN

L. DUCHARME & FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L. DUCHARME & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 29 mai 1986

46683

Le procureur de la compagnie,
PIERRE PION, avovat

**LA COMPAGNIE DES IMMEUBLES
VILLE-MARIE LTÉE**

Avis est, par les présentes, donné que «LA COMPAGNIE DES IMMEUBLES VILLE-MARIE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 2 juin 1986

46684

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU, WALKER, avocats

LA CORPORATION D'ACIER BRUXELLES

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LA CORPORATION D'ACIER BRUXELLES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 31 mai 1986

46658

Les procureurs de la compagnie,
KAUFMAN, RESPITZ

**L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU FOYER
COSMIQUE PROVINCIAL INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES MEMBRES DU FOYER COSMIQUE PROVINCIAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sainte-Marie de Beauce, le 3 juin 1986

46713

Pour la compagnie,
RODRIGUE COUTURE

**L'ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DU
DOMAINE AUX DEUX FERMES INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «L'ASSOCIATION DES RÉSIDENTS DU DOMAINE AUX DEUX FERMES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Hull, le 3 juin 1986

46682

Les procureurs de la compagnie,
BEAUDRY, BERTRAND

LEONEUF INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LEONEUF INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Neufchâtel, le 4 juin 1986

46714

Pour la compagnie,
EDGARD TRUDEL

LES AGENCES DE DISTRIBUTION LION LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES AGENCES DE DISTRIBUTION LION LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 30 mai 1986

46659

Pour la compagnie,
LUCIENNE PRUD'HOMME

**NIMCO LTD.
NIMCO LTÉE**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «NIMCO LTD.—NIMCO LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 mai 1986

46686

Les procureurs de la compagnie,
DOHENY, MACKENZIE

**LES FOURRURES YORK INC.
YORK FUR INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES FOURRURES YORK INC. — YORK FUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 26 mai 1986

46631

Le procureur de la compagnie,
MILTON L. KLEIN, C.R.

**PISTES DE SKI DE FOND D. & M. (SUTTON
EN HAUT) INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PISTES DE SKI DE FOND D. & M. (SUTTON EN HAUT) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Farnham, le 28 mai 1986

46660

Pour la compagnie,
PIERRE BUOTE, C.A.

MARTEL ET ROBERT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MARTEL ET ROBERT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Jean, le 30 mai 1986

46685

Le secrétaire,
NORMAND ROBERT

RIVE ST-PAUL LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RIVE ST-PAUL LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Bruno, le 6 juin 1986

46661

Pour la compagnie,
ÉLIANNE JACQUES

MOTEL LE LYS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MOTEL LE LYS» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 29 mai 1986

46632

La secrétaire,
ROSANNE MORIN LEBLANC

ROBERT PÉPIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ROBERT PÉPIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Georges, le 2 juin 1986

46687

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ POIRIER, notaire

TREMBLAY EXPRESS LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TREMBLAY EXPRESS LIMITÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 6 juin 1986

46715 *Les procureurs de la compagnie,*
OGILVY, RENAULT, *avocats*

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les**Changement de leur établissement principal**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a changé l'endroit de son établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
ALBECOUR, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	600, rue de La Gauchetière, local 1700, Montréal, H3A 4L8	1984 02 10

149

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
ABCOURT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE III ABCOURT AND COMPANY LIMITED III	1984 11 07	386, av. Wiseman, Outremont, H2V 3J6	1986 05 28

149

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LES INVESTISSEMENTS DIPLOMATE (SOCIÉTÉ EN COMMANDITE)	1986 05 28	8690, rue Hochelaga, Montréal, H1L 2M6
RAMSO II, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1986 05 28	7813, rue St-Denis, Montréal
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 5133	1986 05 29	5675, chemin Chambly, local 102, St-Hubert, J3Y 3R1
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINÈRE DUR 1986	1986 05 26	5, place Ville-Marie, local 1203, Montréal
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SYNTACTICS	1986 05 29	5, place Ville-Marie, local 1203, Montréal, H3B 2G2

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

149

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LE 1395 MONTMORENCY, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1986 04 18	1209, d'Argenteuil, Ste-Foy
LAURIER PEDNEAULT, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AMENDÉE	1986 01 24	875, rue Ducharme, Vanier
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE AUBERGE JACQUES CARTIER ENR	1986 01 03	330, de la Couronne, Québec
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES BONS GARS DES PINS	1985 12 27	1150, Claire-Fontaine, local 550, Québec
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FORMAC	1986 02 09	1008, Jean-Dumetz, Ste-Foy
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE 930 BELVEDÈRE	1986 02 24	1209, rue d'Argenteuil, Ste-Foy
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LÉGER	1985 12 11	2406, ch. des Quatre-Bourgeois, local 301, Ste-Foy

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NEWTON	1986 03 17	4815, ch. St-Félix, St-Augustin
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RECREHÔTEL	1986 02 04	4500, boul. des Gradins, Québec
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ROBEX II	1986 02 24	3388, rue Clérin, Ste-Foy
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SOFIDEQ	1986 02 26	4, parc Samuel-Holland, local 1509, Québec
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VEINOR I	1986 02 24	3388, rue Clérin, Ste-Foy

*Le protonotaire adjoint de la
Cour supérieure, district
de Québec,
LISE LECLERC*

149

Inspecteur général des institutions financières

Assurances — Loi sur les

Compagnie d'Assurance Midland (dénomination sociale française utilisée par Midland Insurance Company)

Annulation de permis

Avis est donné, par les présentes, que le permis d'assureur de la Compagnie d'Assurance Midland (dénomination sociale française utilisée par Midland Insurance Company) a été annulé le 30 mai 1986, en conformité avec la Loi sur les assurances.

À partir de cette date, cet assureur n'est plus autorisé à pratiquer les assurances au Québec.

Québec, le 2 juin 1986

148

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

La Québécoise, Société de Secours Mutuels Changement de siège social

L'inspecteur général des institutions financières donne avis que conformément à la Loi sur les assurances du Québec, il a approuvé le règlement de « La Québécoise, Société de Secours Mutuels » décrétant le changement d'adresse du siège social.

Le siège social de la société est maintenant situé au 134, rue Saint-Charles, Saint-Jean-sur-Richelieu, QC.

Québec, le 4 juin 1986

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Municipalité d'East Hereford

Avis est donné, par le soussigné, que le gouvernement a adopté, en date du 4 juin 1986, un décret ayant pour objet de changer le nom de la municipalité du canton de Hereford, de la municipalité régionale de comté de Coaticook, en celui de « Municipalité d'East Hereford ».

Conformément à l'article 52 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1), ce changement de nom entre en vigueur après la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 9 juin 1986

150

*Le sous-ministre
JACQUES O'BREARY*

Municipalité de Saint-Charles-Borromée

Avis est donné, par le soussigné, que le gouvernement a adopté, en date du 4 juin 1986, un décret ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, de la municipalité régionale de comté de Joliette, en celui de « Municipalité de Saint-Charles-Borromée ».

Conformément à l'article 52 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1), ce changement de nom entre en vigueur après la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 9 juin 1986

Le sous-ministre,
JACQUES O'BREADY

150

Éducation**Municipalité scolaire de****Municipalité scolaire d'Iberville**

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire d'Iberville érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire des municipalités de Mont-Saint-Grégoire (VL), Iberville (V), Saint-Athanase (P), Saint-Grégoire-le-Grand (P), Saint-Alexandre (VL), Saint-Alexandre (P), Sainte-Anne-de-Sabrevois (P), Henryville (SD), Henryville (VL), Saint-Sébastien (P), Noyan (SD), Clarenceville (VL), Saint-Georges-de-Clarenceville (SD) et Venise-en-Québec (SD).

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Municipalité scolaire de Marieville

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire de Marieville érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire des municipalités de Sainte-Angèle-de-Monnoir (P), Marieville

(V), Sainte-Marie-de-Monnoir (P), Notre-Dame-de-Bonsecours (P), Richelieu (V) et Saint-Mathias (P).

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Municipalité scolaire de Sept-Îles

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire de Sept-Îles érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais une partie du territoire suivant, soit une partie du territoire décrit à l'annexe A des lettres patentes de la municipalité régionale de comté de Sept-Rivières (*Gazette officielle du Québec* en date du 30 décembre 1981, page 5804), laquelle partie est délimitée comme suit: partant du point d'intersection de l'axe de la rivière Sainte-Marguerite et de la rive du fleuve Saint-Laurent; de là, successivement les lignes et les démarcations suivantes: l'axe de la rivière Sainte-Marguerite, la ligne ouest et nord du canton d'Arnaud, la ligne est et nord du canton de Beauvais, la ligne nord du canton d'Abbadie, jusqu'au méridien 67 de longitude ouest; ce méridien en allant vers le nord jusqu'à la ligne sud du canton de Bolduc; la ligne sud des cantons de Bolduc et d'Ashini; la ligne est du canton d'Ashini; la ligne sud et la ligne est du canton de Laclède, la dernière prolongée jusqu'à la limite de la province; cette limite en allant dans des directions générales nord, sud-est et est jusqu'au méridien 65°30' de longitude ouest; ce méridien en allant vers le sud jusqu'à la limite nord du canton de Charpeney; partie de limite nord du canton de Charpeney jusqu'à la limite est de la municipalité de Rivière-Pigou (SD). Cette municipalité scolaire comprend les municipalités suivantes: les villes de De Grasse et Sept-Îles; le canton de Letellier, les municipalités de Moisie et Rivière-Pigou. Elle comprend aussi une partie des territoires non organisés Saguenay, partie Réservoir-Manicouagan et Saguenay, partie Rivière-Romaine, laquelle partie est délimitée dans le périmètre ci-dessus décrit.

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Municipalité scolaire Des Rivières

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire Des Rivières érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire des municipalités de Bedford (V), Bedford (CT), Farnham (V), Notre-Dame-de-Stanbridge (P), Philipsburg (VL), Rainville (SD), Saint-Armand-Ouest (P), Sainte-Sabine (P), Saint-Ignace-de-Stanbridge (P), Saint-Pierre-de-Vérone-à-Pike-River (SD), Stanbridge (CT), Stanbridge-Station (SD) et Sainte-Brigide d'Iberville (SD).

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Municipalité scolaire Louis-Joliet

Demande est faite de changer les limites de la municipalité scolaire Louis-Joliet érigée pour les catholiques seulement au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, de manière à ce que cette municipalité scolaire comprenne désormais le territoire de la municipalité

régionale de comté de la Minganie tel que décrit à l'annexe A des lettres patentes (*Gazette officielle du Québec* en date du 30 décembre 1981, page 5782) à l'exclusion du territoire de l'Île-d'Anticosti.

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Municipalité scolaire Montcalm

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire La Jeune-Lorette le territoire suivant: soit le territoire situé au sud de la ligne de transmission no 7010 d'Hydro Québec depuis la limite ouest de la Commission scolaire de La Jeune Lorette jusqu'à la rivière Saint-Charles jusqu'aux limites nord de la Commission scolaire Montcalm, pour l'annexer, pour les catholiques au sens de l'article 39 de la Loi sur l'instruction publique, à la municipalité scolaire Montcalm.

Québec, le 4 juin 1986

Le ministre de l'Éducation,
CLAUDE RYAN

146-24-2

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les**Dissolution**

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre des Finances, donne avis, en vertu de l'article 8 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, que les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de publication du présent avis.

Dénomination sociale
et sa version

Adresse du
siège social

Date de
constitution

1641-3791
1641-3791 QUÉBEC INC.

139, chemin-des-Granites,
Saint-Dunstan-du-Lac-
Beauport, Québec

1980 02 05

1641-5200
1641-5200 QUÉBEC INC.

9501, boulevard Talbot,
Stonham et-and
Tewkesbury, Québec

1980 02 11

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-5465 1641-5465 QUÉBEC INC.	219, rue des Érables, Neuville, Portneuf	1980 02 12
1641-9111 1641-9111 QUÉBEC INC.	2150, rue St-Mathieu, Montréal	1980 06 10
1641-9517 1641-9517 QUÉBEC INC.	Route rurale numéro 1, Bolton-Est, Brôme	1980 10 10
1641-9806 1641-9806 QUÉBEC INC.	39, rue Ste-Anne, Saint-Gabriel-de-Brandon, Berthier	1980 12 29
1642-0424 1642-0424 QUÉBEC INC.	3143, rue Daemen, Shawinigan, Saint-Maurice	1981 01 26
1641-3312 LE 1 000 KM DU SAINT-LAURENT	Québec	1980 02 04
1510-7543 LES ABATTEUSES NORDIQUES INC.	50, rue Principale, Grandes-Bergeronnes, Saguenay	1978 02 06
1624-6357 ABATTOIR J.P. BOUCHER INC.	2970, rue Laflèche, Saint-Paulin, Maskinongé	1978 03 21
1510-8996 ACCESSOIRES D'AUTOS DOLBEAU INC.	1763, rue des Peupliers, Dolbeau, Lac Saint-Jean- Ouest	1978 02 09
1640-6308 ACCOMMODATION STE-URSULE INC.	236, rue Ste-Ursule, Jonquière, Chicoutimi	1980 01 03
1627-1322 ACCOMODATIONS DENISE VEILLEUX INC.	3500, chemin Saint-Louis, Sainte-Foy, Québec	1978 06 02
1640-0715 L'ACTE UN	Laprairie	1979 11 27
1627-2684 ACTION-RÉCUPÉRATION RIVE-SUD	Saint-Jean-sur-Richelieu	1978 06 06

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-4237 AGENCES DE VOYAGES VIAIR, VILLE DE LA BAIE INC.	342, rue Bagot, La Baie, Chicoutimi	1978 05 02
1626-4087 L'AGENCE DE RÉCLAMATIONS CAMILLE MARTIN INC.	11, boulevard McGibbon, Lachute, Argenteuil	1978 05 11
1641-4963 AGENCE DE VOYAGES BEL INC.	276, rue Duvernay, Beloeil, Verchères	1980 02 11
1628-0505 AGENCE D'ENTREPOSAGE ET DE TRAITEMENT DES FRUITS ET LÉGUMES DU SAGUENAY-LAC- SAINT-JEAN INC.	Saint-Bruno, Lac-Saint-Jean Est	1978 07 06
1641-2496 AGENCE GÉNÉRALE D'INFORMATION A.G.I. INC.	Saint-Pascal-de- Kamouraska	1980 01 31
1624-9054 LES ALARMES V.H.F. INC.	8, rue Bergeron, Saint-Émile, Québec	1978 04 04
1641-3460 ALARME PLUS INC.	Route rurale numéro 5, Durham-Sud, Drummond	1980 02 05
1626-2172 ALLIANCE POUR LES SINISTRÉS DU QUÉBEC	67, rue Principale, Sullivan, Abitibi	1978 05 08
1628-1982 LES AMÉNAGEMENTS TERREBOURG INC.	65, rue Jasmin, Repentigny, l'Assomption	1978 07 11
1627-3138 AMÉNAGEMENT SYLVIO SAVARD INC.	Baie-Saint-Paul, Charlevoix-Ouest	1978 06 06
1624-7660 AMICALE DES CUISINIERS DE LA MAURICIE INC.	Shawinigan, Saint-Maurice	1978 03 23
1623-8792 LES AMIS DE L'HISTOIRE DE VAUDREUIL-SOULANGES	1, chemin de la Commune, Dorion, Vaudreuil	1978 02 27
1623-8131 LES AMIS DE MÈRE THÉRÈSA INC.	Saint-Jovite, Terrebonne	1978 02 28

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-8039 AMUSEMENTS DE L'EST INC.	144, rue Champlain, Matane	1978 05 24
1627-0555 LES AMUSEMENTS MICHEL BOULAY INC.	323, 1 ^{re} Rue, Québec	1978 05 31
1639-7523 ANIFLORE	5639, rue Marcel-Monette, Montréal-Nord	1979 11 09
1640-0517 LES ANTIQUITÉS ABRAHAM INC.	580, Côte d'Abraham, Québec	1979 11 26
1641-0615 AQUEDUC DU LAC VERGNE INC.	4999, 50 ^e Avenue, Grand-Mère, Champlain	1980 01 23
1623-7760 ARPEMENTS DES QUÉBÉCOIS INC.	2815, boulevard Laurier, bureau 203, Sainte-Foy, Québec	1978 02 23
1626-5878 LES ARTISANS DE NICOLET	Nicolet	1978 05 16
1639-5386 LES ARTISTES DU PLATEAU	Montréal	1979 11 07
1640-7488 ASSOCIATION AUTOMOBILE POINT LIMITÉ INC.	152, Te. Cadieux, Rosemère, Terrebonne	1979 08 31
1627-8616 ASSOCIATION CANADIENNE DE L'INDUSTRIE ÉTALAGISTE INC.	7295, rue Chabot, Montréal	1978 06 27
1511-0612 ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE DES AMIS DE LA CAMPAGNE INC.	Upton, Bagot	1978 02 13
1641-0227 ASSOCIATION CULTURELLE CERVANTES INC.	Montréal	1980 01 22
1626-7650 ASSOCIATION C.B. CONTACT INC.	9, chemin des Monts, Saint-Dunstan-du-Lac- Beauport, Québec	1978 01 13
1639-7630 ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS GRECO-CANADIENS DE MONTRÉAL	452, rue Saint-Roch, Montréal	1979 11 06

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-3339 ASSOCIATION DES ARTISANS DU REFLET D'ANTAN	1305, boulevard Saint- Jean-Baptiste ouest, Sainte-Martine, Châteauguay	1979 12 11
1626-7023 ASSOCIATION DES AVENTURIERS DE L'OUTAOUAIS	Gatineau, Hull	1978 05 19
1640-0467 ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DE LA MAISONNÉE	295, 80 ^e Rue Est, Charlesbourg, Québec	1979 11 26
1511-1479 ASSOCIATION DES CADRES DE L'INFORMATIQUE - SECTION MONTRÉAL	7955, boulevard Pelletier, Ville de Brossard, Laprairie	1978 02 15
1641-7966 L'ASSOCIATION DES CHOUINARD DE L'AMÉRIQUE DU NORD INC.	35, avenue Grande-Allée est, Québec	1980 02 19
1641-8295 ASSOCIATION DES COURRIERS ET MESSAGERIES DU QUÉBEC INC.	Montréal	1980 02 21
1639-6558 L'ASSOCIATION DES CRÉATEURS EN ART VISUEL DU SAGUENAY-LAC ST-JEAN	Jonquière, Chicoutimi	1979 10 23
1626-7684 L'ASSOCIATION DES C.B.R. DU QUÉBEC RÉGIONAL INC.	1186, rue de l'Église sud, Val-Bélair, Québec	1978 09 06
1641-4302 ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE GÉNIE UNIFIÉ (ADGU)	Chicoutimi	1980 02 07
1576-3741 ASSOCIATION DES ÉLEVEURS DE MOUTONS ADEM 23	503 R, 14 ^e Rue, Québec	1976 11 17
1641-0458 ASSOCIATION DES EMPLOYÉS DES COMMERÇANTS DU CARREFOUR BELOEIL INC.	286, rue Duvernay, Beloeil, Verchères	1980 01 23
1639-8745 L'ASSOCIATION DES ÉTUDIANTS EN TECHNIQUE TOURISTIQUE DE GRANBY INC.	Granby, Shefford	1979 10 23

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-8930 L'ASSOCIATION DES FAMILLES UNIPARENTALES DU CANADA- CHÂTRE CHATEAUGUAY VALLEY INC.	390, rue Montmorency, Châteauguay	1978 04 10
1626-6074 L'ASSOCIATION DES FINISSANTS DE L'ÉCOLE DU MEUBLE ET DU BOIS OUVRE DE VICTORIAVILLE INC.	Victoriaville, Arthabaska	1978 05 17
1641-5424 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE D'ATTELAGE A.Q.A. INC.	720, avenue Parent, Saint-Jérôme, Terrebonne	1980 02 11
1639-5956 ASSOCIATION RÉGIONALE DES MUSICIENS ET ARTISTES DU DISTRICT ADMINISTRATIF 04 (ARMADA-04) INC.	1691, rue Saint-Denis, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1979 11 06
1626-1448 ASSOCIATION RÉGIONALE DE PATINAGE ARTISTIQUE DES LAURENTIDES	Saint-Jérôme, Terrebonne	1978 05 04
1641-0250 ASSOCIATION RÉGIONALE DE PATINAGE DE VITESSE D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE INC.	172, 4 ^e Rue est, Amos-Est, Abitibi	1980 01 22
1510-6529 ASSOCIATION SANZALUR	2340, Petit Rang Baril, Saint-Alexis-des-Monts, Maskinongé	1978 05 23
1623-7083 ASSOCIATION SPORTIVE BERLY INC.	9873, avenue Royale, Sainte-Anne-de-Beaupré, Montmorency I	1978 04 04
1641-2512 ASSOCIATION SPORTIVE JULES RIMET DE MONTRÉAL INC.	2850, avenue Barclay, bureau 34, Montréal	1980 01 31
1639-8430 LES ASSUREURS LEFEBVRE, BOURQUE, BOILY & ASSOCIÉS, INC.	1301, boul. Jean-Talon ouest, bureau 7, Charlesbourg, Québec	1979 11 15
1625-7198 ATELIER 1, INC.	56, rue Saint-Pierre, bureau 302, Québec	1978 04 21
1510-7139 L'ATELIER DU FAUBOURG	1870, rue d'Iberville, Montréal	1978 02 02

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-5052 ATELIER DU VERSANT NEUF INC.	312, rue de LaSalle, Saint-Ludger, Frontenac	1979 12 20
1626-3568 ATELIER D'ÉBENISTERIE DU LAC INC.	Alma, Lac-Saint-Jean- Est	1978 05 10
1639-9883 AUBERGE AUX VOILETS NOIRS INC.	L'Islet-sur-Mer, L'Islet	1979 11 22
1641-0524 AUBERGE DE L'EIDER INC.	Route 138, Gallix, Saguenay	1980 01 23
1641-5994 AUDION INC.	35, rue Grenier, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1980 02 13
1627-6875 AUTODROME KIAMIKA INC.	Route rurale 1, Kiamika, Labelle	1978 06 22
1626-1109 AUTOMOBILES RAYMOND LESSARD INC.	4406, rue Saint-Félix, Cap-Rouge, Québec	1978 05 05
1641-7776 AVIQ - (ASSOCIATION DES VENDEURS ITINÉRANTS DU QUÉBEC)	1459, rue Bélanger, bureau 5, Montréal	1980 02 19
1628-2584 BAR ELLIOT INC.	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1978 07 18
1641-7719 LE BAR O INC.	Rimouski	1980 05 26
1628-0851 BIMITEL INC.	120, rue Notre-Dame, Nicolet	1978 07 11
1639-6392 LES BINGS	4 ^e Avenue, Saint-Romuald, Lévis	1979 12 21
1626-5241 LES BLEUETIÈRES D'ABITIBI INC.	544, rue des Sapins, Dolbeau, Lac Saint-Jean Ouest	1978 05 12
1627-8921 LES BONS VIVANTS DU LAC OUAREAU	885, rue des Cormiers, Duvernay, Laval	1978 06 27
1623-8404 BOUCHERIE GÉRO INC.	Pohénégamook, Kamouraska	1978 02 24

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-6975 BOUCHERIE ST-ALEXIS INC.	Saint-Alexis-de- Matapédia, Bonaventure	1978 05 19
1627-0837 BOUTIQUE 465 INC.	455, rue Dorchester sud, Québec	1978 06 01
1510-6149 BOUTIQUE DE CONINCK INC.	Notre-Dame de Portneuf, Portneuf	1978 01 30
1625-4625 BOUTIQUE KAREL INC.	128, rue Notre-Dame sud, Thetford-Mines, Mégantic	1978 04 17
1624-7751 BOUTIQUE LE MÂLE INC.	459, avenue Brochu, Sept-Îles, Saguenay	1978 03 23
1623-9303 BOUTIQUE SOLO INC.	65, avenue St-Joseph sud, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1978 03 02
1511-2022 BRASSERIE PORTCARTOISE INC.	Port-Cartier, Saguenay	1978 02 17
1641-6661 BRASSETTE ELLE ET LUI INC.	51, boulevard St-Benoit sud, Amqui, Matapédia	1980 03 07
1623-7232 LES CADETS DE LA SECTION JUVÉNI D'AGENTS DE SÉCURITÉ DE ST-MICHEL INC.	8491, boulevard Pie IX, app. 3, Montréal	1978 05 05
1640-1465 CAFÉ ET SALON-BAR LE PASSAGE INC.	Port-Cartier, Saguenay	1979 11 30
1626-7015 LES CAHIERS DU SOCIALISME, INC.	Montréal	1978 05 19
1627-5398 CAMP DE PÊCHE POMERLEAU INC.	307, rue Lancot, Chibougamau, Territoire du Nouveau- Québec	1978 06 15
1639-9271 CARROSSERIE ET PEINTURE P.G. INC.	13, Route 132, Delson, Laprairie	1979 11 19
1627-2940 CENTRE AUDIO CLAUDE LANDRY LTÉE	83, rue Saint-Jacques, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1978 06 08

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-1198 CENTRE COMMERCIAL D.B.R. INC.	2750, chemin Sainte-Foy, bureau 119 A, Sainte-Foy, Québec	1978 07 07
1641-1076 CENTRE COMMUNAUTAIRE SPORTIF DE ST-AUGUSTIN-DE-DESMAURES INC.	418, rue du Moulin, Saint-Augustin-de- Desmaures, Portneuf	1980 01 28
1626-5225 CENTRE DE CONSULTATION EN RELATIONS HUMAINES DE LÉVIS	800, avenue d'Youville, bureau 2010, Québec	1978 05 12
1626-8047 CENTRE DE FRATERNITÉ CANADA- CENTRAFRIQUE	4359, avenue Henri- Julien, Montréal	1978 05 24
1626-2545 CENTRE DE LIQUIDATION ALMA LTÉE	Alma, Lac Saint-Jean Est	1978 05 08
1641-8394 CENTRE DU PNEU BÉDARD INC.	480, boulevard Royal, Saint-Tite, Champlain	1980 03 11
1626-9391 CENTRE DU PNEU SÉLECT INC.	740, route 117, Piedmont, Terrebonne	1978 05 29
1641-6174 CENTRE D'ENTRAÎNEMENT YOGA HANDIA BABA	4885, chemin Queen Mary, Montréal	1980 02 14
1640-6100 CENTRE D'INFORMATIQUE TROIS- RIVIÈRES INC.	118, rue Mgr Comtois, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1979 12 28
1626-3386 CENTRE FUNÉRAIRE LA TUQUE INC.	La Tuque, Champlain	1978 05 10
1628-0042 CENTRE J.A.L.S. INC.	977, 6e Avenue, Grand-Mère, Champlain	1978 07 05
1623-9469 LE CENTRE RÉCRÉATIF HOCKART INC.	2, Place Higgins, Beauport, Québec	1978 02 28
1625-9681 CENTRE SOCIAL DES EMPLOYÉS EN RADIO-TÉLÉDIFFUSION DE RADIO- QUÉBEC	2558, rue Sainte- Catherine est, Montréal	1978 04 27

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-0896 CÉRAMISTES ROULANTS INC.	56, boulevard des Pins, Drummondville, Drummond	1980 01 24
1574-8429 CERCLE D'AMÉLIORATION DU BÉTAIL DE L'ANCIENNE-LORETTE	309, rue Ste-Anne, Ancienne-Lorette, Qué.	1971 02 24
1641-8188 LE CHAÎNON ROUGE INC.	3168, boulevard Cartier, Chomedey, Laval	1980 02 20
1639-6509 CHAMBRES D'IMMEUBLES DE LA CÔTE-NORD INC.	Sept-Îles, Saguenay	1979 10 30
1627-8806 CHENIL NORDIQUE INC.	96, boulevard Terrajet, Wendover et-and Simpson, Drummond	1978 06 29
1640-8965 CHEVAURAMA INC.	81 B, rue Laval, Rivière-du-Loup	1980 01 15
1641-7867 CHEZ GAÉTAN & RAYMOND INC.	Route 237, Stanbridge, Missisquoi	1980 02 19
1624-6837 CHORALE DE SAINT-DOMINIQUE INC.	175, avenue Grande-Allée ouest, Québec	1977 10 14
1624-8056 L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE VAL D'OR INC.	Val d'Or, Abitibi	1978 03 28
1627-9648 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE LAC ETCHEMIN INC.	Lac Etchemin, Dorchester	1978 07 04
1641-4435 L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DES RUES HÉMOND ET ST-LAURENT	Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1979 10 11
1624-0764 L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS DE JONQUIÈRE	Jonquière, Chicoutimi	1978 03 03
1640-4436 ASSOCIATION DES HANDICAPÉS DE ST-CALIXTE INC.	524, avenue des Cèdres, Saint-Calixte, Montcalm	1979 12 18
1625-7339 ASSOCIATION DES HISTORIENS DE L'ART ANCIEN DU QUÉBEC INC.	Montréal	1978 04 21

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1624-1770 ASSOCIATION DES HÔTELIERS ET RESTAURATEURS LICENCIÉS DE ST-GEORGES INC.	Saint-Georges, Beauce	1978 03 07
1640-0863 ASSOCIATION DES HÔTELIERS ET RESTAURATEURS DE CHICOUTIMI INC.	Chicoutimi	1979 11 28
1624-6068 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN INC.	350, Chemin Sainte-Foy, Québec	1978 03 22
1625-3965 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES HABITATIONS GRIGNON INC.	772, rue Grignon, bureau 24, Saint-Jérôme	1978 04 14
1639-8844 ASSOCIATION DES MARCHANDS DES GALERIES ROYALES DE SHAWINIGAN INC.	1702, 41 ^e Rue, Shawinigan, Saint-Maurice	1979 10 19
1640-7074 L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DE SAINT-LAMBERT, COMTÉ DE LÉVIS INC.	101, rue Marquette, Saint-Lambert-de-Lauzon, Lévis	1980 01 07
1639-6962 L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DU CENTRE D'ACHATS LES PROMENADES DEUX-MONTAGNES LTÉE	4141, rue Sherbrooke ouest, bureau 252, Westmount, Montréal	1979 10 19
1641-4021 ASSOCIATION DES PÊCHEURS DE LA BASSE-CÔTE NORD	Chevery, Saguenay	1980 04 16
1640-0764 L'ASSOCIATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE QUÉBEC ET SA RÉGION	Place Bonaventure, Montréal	1979 11 26
1640-0780 L'ASSOCIATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE MONTRÉAL ET SA RÉGION	Place Bonaventure, 55 H, Edison Mart E, Montréal	1979 11 26
1640-0772 L'ASSOCIATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE SHERBROOKE ET LA RÉGION DE L'ESTRIE	Place Bonaventure, 55 H, Edison Mart E, Montréal	1979 11 26
1640-2877 L'ASSOCIATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE LA RÉGION DE LA CÔTE NORD	55 H, rue Édison Mart est, Place Bonaventure, Montréal	1979 12 06

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-4022 L'ASSOCIATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE LA RÉGION DU LAC ST-JEAN	55 H, rue Edison Mart est, Place Bonaventure, Montréal	1979 12 06
1625-0540 ASSOCIATION DES PROFESSEURS EN ALIMENTATION DU QUÉBEC (A.P.A.Q.) INC.	Repentigny, L'Assomption	1978 04 04
1625-4781 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES DE STE-MARTHE INC.	Sainte-Marthe-Cap-de-la- Madeleine, Champlain	1978 04 17
1628-1677 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC DES ÎLES INC.	480, rue Ste-Julie, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 07 10
1640-1432 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CHALETS BAIE-DES-DEUX-ÎLES SHIPSHAW	Shipshaw, Chicoutimi	1980 01 09
1640-8452 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CHALETS DU LAC MATAGAMI	20, rue Bernard, Matagami, Territoire du Nouveau- Québec	1980 01 14
1627-6503 ASSOCIATION DES RÉSIDANTS DE VILLE MERCIER	Mercier, Châteauguay	1978 06 20
1641-0920 L'ASSOCIATION DES RÉSIDANTS DU BEAUBOURG INC.	1, rue Maple, Beaupré, Montmorency 1	1980 01 24
1625-6638 ASSOCIATION DES RÉSIDANTS DE LA CHANCELIERE	575, rue du Roi, bureau 908, Québec	1978 04 21
1510-6370 ASSOCIATION DES RIVERAINS DU LAC OUMET POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT R.O.P.E.	Mont-Tremblant, Terrebonne	1978 03 02
1639-7127 L'ASSOCIATION DES SPECTACLES D'ÎLE DE LA TRINITÉ ET TOBAGO	2360, avenue Gamache, bureau 106, Longueuil, Chambly	1980 02 22
1572-8777 L'ASSOCIATION DES TERRAINS DE JEUX DE ST-DIDACE	Saint-Didace, Maskinongé	1949 02 08

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-0622 ASSOCIATION DES TRANSPORTEURS EN VRAC DE LA RÉGION 03 INC.	Québec	1978 05 02
1640-8254 L'ASSOCIATION DES VENDEURS EN VRAC DE PRODUITS PÉTROLIERS DU QUÉBEC INC.	1580, boulevard Provencher, bureau 200, Brossard, Laprairie	1980 02 20
1625-3015 L'ASSOCIATION DE BALLON-BALAI MINEURE DE MONTRÉAL-NORD	Montréal-Nord	1978 04 11
1627-0241 ASSOCIATION DE CHASSE ET DE PÊCHE DE LA BAIE JAMES (EASTMAIN-RUPERT)	Chantier Eol, Opinaca, Territoire du Nouveau Québec	1978 05 25
1624-2570 ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DE LA SEIGNEURIE INC.	Saint-Cyprien, Rivière-du-Loup	1978 03 09
1625-5754 ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE ST-MATHIEU	595, 117 ^e Rue, Shawinigan-Sud, Champlain	1978 03 20
1624-4345 ASSOCIATION DE MOTO-TOURISME DE MONTRÉAL INC.	7870, rue Sherbrooke est, Montréal	1978 03 14
1627-5786 ASSOCIATION DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS INDUSTRIELS DU GOLF ST-LAURENT INC.	Montréal	1978 06 19
1640-0608 L'ASSOCIATION DE SKI EASTMAN- ORFORD INC.	Eastman, Brome	1979 11 26
1623-6853 ASSOCIATION DURONIÈSE DE MONTRÉAL	Montréal	1978 02 20
1520-8481 ASSOCIATION DU HOCKEY SOCIAL DE MATAGAMI, P.Q.	Matagami, Territoire du Nouveau-Québec	1975 08 14
1640-8973 ASSOCIATION HUMANISTE ÉGALITAIRE ÉQUINOXE	1610, rue de la Liberté, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 02 09
1639-9156 L'ASSOCIATION LATINO-AMÉRICAIN DE L'ESTRIE INC.	Sherbrooke	1979 11 19
1641-3833 ASSOCIATION LATINO-QUÉBÉCOISE	Montréal	1980 02 19

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1624-0913 ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ADMINISTRATION DE DE L'ÉDUCATION	9900, avenue d'Auteuil, Montréal	1978 03 03
1624-2489 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES INSPECTEURS POUR LES SERVICES MUNICIPAUX INC.	6230, rue Hôtel de Ville, Saint-Calixte, Montcalm	1978 03 09
1625-0003 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ANIMATEURS DE FÊTES ET DE SOIRÉES POPULAIRES A.Q.A.F.S.P.	1415, rue Jarry est, Montréal	1978 04 03
1626-6892 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE ROULI-ROULANT	50, Place Crémazie, bureau 513, Montréal	1978 05 17
1627-9622 CINÉ-CLUB DE MANIWAKI INC.	Maniwaki, Gatineau	1978 07 04
1641-0680 CIRCUIT DE COURSES DE LA BAIE INC.	3000, avenue du Port, La Baie, Chicoutimi	1980 01 23
1628-1271 CITÉ PHILATÉLIQUE INTERNATIONALE INC.	5, rue Guilbault, Laval-des-Rapides	1978 07 07
1641-8204 CITOYENS BOYCE-VIAU	Montréal	1980 02 20
1639-6749 CLERMONT GAUTHIER INC.	486, route 381, Ferland et Boileau, Chicoutimi	1979 10 26
1627-0290 CLINIBEC INC.	2082, boulevard Marie- Victorin, Varennnes, Verchères	1978 05 29
1639-7267 CLINIQUE MÉDICALE ORLÉANS INC.	Québec	1979 11 16
1640-4949 CLUBS DE L'ÂGE D'OR DE SAINT- PAUL DE GRAND'MÈRE ENR.	1220, 6e Avenue, bureau 109, Grand'Mère, Champlain	1979 11 13
1627-7139 CLUB ÂGE D'OR RÉSIDENCE RICHELIEU, ST-JEAN	300, Montée Saint-Luc, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1978 06 22

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-4766 CLUB APPLE DE MONTRÉAL	10265, avenue Hamelin, Montréal	1979 12 19
1639-5659 CLUB AUTO SPORT DE QUÉBEC	1805, rue Degrandville, bureau 1A, Québec	1979 11 14
1626-2131 CLUB CYCLISTE DE COATICOOK INC.	Coaticook, Stanstead	1978 05 08
1626-7718 CLUB CYCLISTE STE-JEANNE- D'ARC	155, rue Principale, Sainte-Jeanne-d'Arc, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 04 03
1628-1917 CLUB CYCLOTOURISTE DU CENTRE MAURICIE	Shawinigan, Saint-Maurice	1978 07 11
1625-0060 CLUB DES 50 DE GAGNON	Gagnon, Saguenay	1978 04 04
1627-3153 CLUB DES CALOTTES	Rang 7, Saint-François-Xavier-de- Brompton, Richmond	1978 03 15
1628-0687 CLUB DES CONDESCENDANTS QUÉBÉCOIS	Montréal	1978 07 06
1510-7121 LE CLUB DES ÉTOILES DE LASALLE INC.	167, avenue Highlands, LaSalle, Montréal	1978 02 02
1640-4758 CLUB DES VENDEURS D'ÉLITE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC	598, rue Dorchester, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 12 19
1624-6142 CLUB DE BADMINTON ÉLITE ET RELÈVE, MAURICIE	3263, rue Papineau, bureau 4, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 03 21
1627-7386 CLUB DE BALLE MOLLE INTER- CITÉ BOISBRIAND INC.	233, Place Colbert, Boisbriand, Terrebonne	1978 03 07
1511-0893 CLUB DE BALLON BALAI DE MADELEINE CENTRE ENR.	Sainte-Madeleine-Rivière- Madeleine, Gaspé-Ouest	1977 12 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1624-4931 CLUB DE BASEBALL JUNIOR AA LES VOYAGEURS DE GATINEAU	Gatineau, Hull	1978 03 16
1623-9782 CLUB DE BOXE LES CARIBOUS DE HAUTERIVE INC.	650, rue Henri, Baie-Comeau, Saguenay	1978 03 02
1639-6798 CLUB DE BRIDGE ET D'ÉCHECS NÉO-CANADIEN	1237, avenue Lajoie, bureau 600, Outremont, Montréal	1979 10 25
1641-6471 CLUB DE FOOTBALL CROATIE	8820, rue Pascal Gagnon, Saint-Léonard, Montréal	1980 02 14
1640-1135 CLUB DE HOCKEY DES VÉTÉRANS N.D.G.	4920, boulevard de Maisonnette ouest, Westmount, Montréal	1979 11 29
1628-3145 LE CLUB DE HOCKEY JUNIOR A ST-FRANCOIS INC.	1222, rue des Jeunes, Fleurimont, Sherbrooke	1978 07 14
1641-3965 CLUB DE HOCKEY JUNIOR «B» ST-HYACINTHE INC.	11820, avenue Rigaud, Saint-Hyacinthe	1980 02 06
1624-8387 LE CLUB DE HOCKEY LES CARIBOUS DE SEPT-ÎLES (1978) INC.	Sept-Îles, Saguenay	1978 03 29
1639-6517 CLUB DE HOCKEY LES CAYENS DE BONAVENTURE	Bonaventure	1979 10 18
1639-9958 CLUB DE HOCKEY LES JETS DE BERTHIER INC.	6986, avenue Azilda, Anjou, Montréal	1979 11 22
1640-2786 CLUB DE HOCKEY LE PETIT-BOURG INC.	910, rue Drolet, Québec	1979 12 07
1511-0737 CLUB DE LOISIR & DANSE DE VAL D'OR LTÉE	811, 2 ^e Avenue, Val d'Or, Abitibi	1978 02 13
1627-5869 CLUB DE MOTO-CROSS DE BERTHIERVILLE INC.	181, rue de Vaudreuil, Berthierville, Berthier	1978 06 19
1627-6438 CLUB DE MOTO LES CONQUÉRANTS	Rang 16 ouest, Villeroy, Lotbinière	1978 06 20

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-1028 LE CLUB DE PÊCHE LA MOUCHETÉE RIVIÈRE-DU-LOUP INC.	Rivière-du-Loup	1980 01 23
1573-1631 LE CLUB DE PÊCHE YORK RIVER INC.	2, Place Québec, bureau 736, Québec	1922 02 03
1625-4385 CLUB DE PÉTANQUE BOULE OLYMPIQUE	5052, rue Fabre, Montréal	1978 04 17
1510-6198 LE CLUB DE PLONGÉE OCÉANUS INC.	Havre-aux-Maisons, Îles-de-la-Madeleine	1978 01 30
1626-7858 CLUB DE PLONGÉE SOUS-MARINE LES HIPPOCAMPE DE VALLEYFIELD INC.	Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1978 05 23
1627-8400 CLUB DE RADIO AMATEUR LES MARTIENS	4319, rue Boyer, Montréal	1978 07 04
1640-7892 CLUB DE RADIO XM LE RAYON DU SOLEIL INC.	254, rue de la Couronne, Québec	1980 01 09
1626-2156 CLUB DE SERVICES DE RADIO POPULAIRE DE L'OUTAOUAIS Q.S.L. INC.	29, boulevard Montclair, Hull	1978 05 08
1624-3636 CLUB DE SKI ACROBATIQUE DE QUÉBEC INC.	1967, boulevard St-Cyrille ouest, Sillery, Québec	1978 03 10
1510-8319 CLUB DE SKI DE FOND DE LA LIÈVRE INC.	Mont-Laurier, Labelle	1978 02 07
1511-1677 CLUB DE SKI DE FOND PASSE- MONTAGNE	Montminy, Montmagny	1978 02 14
1625-0623 CLUB DE SKI DE FOND ST-GABRIEL INC.	85, rue Michaud, Saint-Gabriel, Berthier	1978 04 05
1627-6552 CLUB DE SKI NAUTIQUE DES DEUX-MONTAGNES INC.	118, 60e Avenue, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1978 06 20
1627-1959 CLUB DE SKI NAUTIQUE DE LA MAURICIE INC.	3280, rue Talbot, Trois-Rivières, Saint-Mauricie	1978 06 05

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1623-6390 CLUB DE SKI TÉLÉMARK	95, boulevard de Gaulle, Lorraine, Terrebonne	1978 02 20
1641-2777 CLUB DE TENNIS ALLARD INC.	Pierrefonds, Montréal	1980 01 28
1627-0746 CLUB DE TIR DE LOUISEVILLE INC.	283, boul. Est, Louiseville, Maskinongé	1977 09 15
1628-2899 CLUB DE TIR LA BECASSE INC.	483, rue Sainte-Cécile, Maniwaki, Gatineau	1978 07 13
1628-1990 CLUB DE TRAÎNEAU À CHIENS CHEBEC DE LAVAL	1212, rue Principale, Sainte-Dorothée, Laval	1978 10 26
1641-3759 CLUB DE VOLLEY-BALL DE TROIS- RIVIÈRES (LES TRIFLUVIENNES)	Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 02 05
1624-5359 CLUB DE VOYAGES MERVEILLEUX	Sherbrooke	1978 03 16
1627-1413 CLUB D'ASTRONOMIE CAMPI DE VALLEYFIELD INC.	Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1978 06 02
1641-4609 CLUB D'ATHLÉTISME DE VAL D'OR INC.	600, 7 ^e Rue, Val d'Or, Abitibi	1980 02 08
1641-8147 CLUB ÉQUESTRE TRIANGLE D'OR INC.	1831, rue du Rivage, Saint-Antoine-sur- Richelieu, Verchères	1980 02 20
1626-0978 LE CLUB FORMULE 1 DE MONTRÉAL INC.	1270, rue Sherbrooke ouest, Mezzanine 1, Montréal	1978 05 03
1640-6670 CLUB LES SAUT-HAUT INC.	Chicoutimi	1980 01 04
1639-5402 CLUB LE QUARUM DE SHERBROOKE INC.	24, rue Wood, Sherbrooke	1979 10 19
1639-9396 CLUB MONITEUR DE BUCKINGHAM	129, rue Market, Buckingham, Papineau	1979 08 23
1639-7671 CLUB NAUTIQUE DU LAC TROIS- SAUMONS	Saint-Jean-Port-Joli, L'Islet	1979 11 16

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-6118 CLUB OPTIMISTE DE LABELLE (QUÉBEC) INC.	Labelle	1979 12 28
1624-0772 LE CLUB RÉCRÉATIF DE LAROUCHE INC.	Larouche, Chicoutimi	1978 03 03
1627-5596 LE CLUB RÉCRÉATIF DE LA VALLÉE	Amqui, Matapédia	1978 06 15
1627-7279 LE CLUB RÉCRÉATIF LES BONS CAMARADES INC.	5400, rue Hochelaga, Montréal	1978 08 09
1625-7842 CLUB RICHELIEU ALMA	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1978 04 24
1627-3567 CLUB RICHELIEU ANCIENNE- LORETTE	L'Ancienne-Lorette, Québec	1978 06 14
1510-9325 CLUB RICHELIEU ST-LAURENT INC.	Saint-Laurent, Montréal	1978 03 06
1639-6848 CLUB SERVICE RADIO AMICALE ST-NARCISSE INC.	Saint-Narcisse, Champlain	1979 10 24
1626-1182 CLUB SKIFO INC.	Saint-Alexis-de- Matapédia, Bonaventure	1978 06 21
1641-6331 CLUB SOCIAL ATHÉNIEN INC.	1102-1104, avenue Beaumont, Mont-Royal, Montréal	1980 04 14
1623-5731 LE CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DES ENTREPRISES LAGUE LTÉE	Route 104, Dunham, Missisquoi	1978 02 16
1624-7108 CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE TERREBONNE	950, rue Masson, Terrebonne	1978 03 20
1641-4583 CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS DE VILLE DE JONQUIÈRE	Jonquière, Chicoutimi	1980 06 11
1626-7767 LE CLUB SOCIAL DES EMPLOYÉS SEARS DU TERMINAL DE QUÉBEC INC.	830, avenue Godin, Vanier, Québec	1978 03 28
1641-6885 CLUB SOCIAL DE L'A.S.	Montréal	1980 02 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-8501 CLUB SPORTIF DU MOTEL DU LAC AYLMER INC.	Route rurale 2, Chemin Stratford, Stratford, Wolfe	1978 04 26
1641-6166 CLUB SPORTIF OLYMPIA DE MONTRÉAL	7715, avenue Papineau, bureau 102, Montréal	1980 02 12
1639-5410 CLUB VETTES RICHELIEU INC.	56, rue Charlotte, Sorel, Richelieu	1979 10 04
1624-7504 CLUB VOL-À-VOILE D'ASBESTOS INC.	379, rue Castonguay, Asbestos, Richmond	1978 03 23
1520-9265 COMITÉ ACTION CITOYENS ENREGISTRÉ DE CAP-CHAT	Cap-Chat, Gaspé-Ouest	1975 12 09
1639-7515 COMITÉ DES CINÉASTES POUR L'ACCUEIL DES RÉFUGIÉS	3155, chemin Côte de Liesse, Saint-Laurent, Montréal	1980 05 05
1639-9867 COMITÉ DES CITOYENS DE STE- AGATHE SUD	Sainte-Agathe-Sud, Terrebonne	1979 11 22
1624-8981 LE COMITÉ DES CITOYENS DE BELVÉDÈRE	831, avenue Lévis, Québec	1978 04 04
1627-4847 COMITÉ DES CITOYENS S.H.A.M. INC.	Neufchatel, Québec	1978 06 13
1627-6586 LE COMITE DES FÊTES DU 150 ^e ANNIVERSAIRE DE ST-SIMON-DE- RIMOUSKI	Saint-Simon, Rimouski	1978 07 13
1627-6594 COMITÉ DES FÊTES DU VILLAGE DE PRÉVOST	Shawbridge, Prévost	1978 07 11
1624-6720 COMITÉ DES FÊTES DU TRICENTENAIRE DU GRAND L'ISLET ENR.	206, rue des Pionniers est, L'Islet-sur-Mer, L'Islet	1977 06 09
1628-2915 COMITÉ DES LOISIRS CAMPING BRODEUR	Route rurale 1, Stukely-sud, Shefford	1978 07 13

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-0532 COMITÉ DES LOISIRS DU PARC BEAUMONT INC.	432, rue du Fleuve, Saint-Étienne-de- Beaumont, Bellechasse	1980 01 23
1640-0087 COMITÉ DES LOISIRS DU RANG DES ÎLES, ST-GÉDEON, INC.	580, Rang des Îles, Saint-Gédéon, Lac-Saint-Jean-Est	1980 01 03
1641-7263 COMITÉ DES PATINOIRES EXTÉRIEURES DE LAC-MÉGANTIC INC.	Lac Mégantic, Frontenac	1980 02 18
1641-2132 COMITÉ DES PÊCHEURS DE BRADOR	Brador, Saguenay	1980 05 29
1640-8536 COMITÉ DE CENTRE COMMUNAUTAIRE DE ST-NARCISSE- DE-RIMOUSKI	3, rue du Pavillon, Saint-Narcisse-de- Rimouski	1980 01 14
1627-3716 COMITÉ DE CITOYENS DE LA PAROISSE DE L'ÉPIPHANIE POUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT INC.	1590, rue Grand-Coteau, L'Épiphanie, L'Assomption	1978 06 09
1627-1181 COMITÉ DE CITOYEN DE FASSETT INC.	Fassett, Papineau	1978 06 02
1626-7502 COMITÉ DE CRÉATION D'EMPLOI DE ST-DIDACE	Saint-Didace, Maskinongé	1978 05 19
1640-0475 COMITÉ DE L'HABITATON DES RETRAITÉS DE N.D.G. INC.	5375, avenue Notre-Dame- de-Grace, Montréal	1979 11 26
1641-1332 COMITÉ DE PLEIN-AIR DE LA MONTAGNE À LA BAIE INC.	Nouvelle, Bonaventure	1980 01 25
1641-3452 COMITÉ DE RÉFLEXION POLITIQUE U.L.	379, rue Lavigueur, bureau 2, Québec	1980 02 05
1640-4121 LE COMITÉ DU 125E ANNIVERSAIRE DU CANTON TREMBLAY	1215, boulevard Martel, Tremblay, Chicoutimi	1979 12 17
1640-0921 COMITÉ DU PATRIMOINE DE L'OUTAOUAIS	Hull	1980 01 10

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-6926 COMITÉ D'ACTION MUNICIPALE ST-ISIDORE	44, rue Desgens, Saint-Isidore, Laprairie	1978 05 19
1626-8872 COMITÉ D'EMBELLISSEMENT ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIN	Normandin, Lac Saint-Jean Ouest	1978 08 28
1510-8244 COMITÉ INTERMUNICIPAL DES LOISIRS ET DES SPORTS DE STE-FÉLICITÉ INC.	Saint-Adelme, Matane	1978 02 06
1641-2934 COMITÉ ORGANISATEUR DES JEUX DU QUÉBEC DE LA MAURICIE	811, 7 ^e Rue, Grand'Mère, Champlain	1979 12 06
1626-8229 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC, RÉGION BAIE-COMEAU/HAUTERIVE	537, boulevard Blanche, Baie-Comeau, Saguenay	1978 05 26
1626-8880 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC POUR VILLE DE STE-CATHERINE	124, boulevard Marie- Victorin, Sainte-Catherine, Laprairie	1978 05 29
1640-9518 COMITÉ ORGANISATEUR DE LA RANDONNÉE TOUSKIFOND	Gatineau, Hull	1980 01 17
1625-7354 COMITÉ ORGANISATEUR DU TRICENTENAIRE DE LA PAROISSE DE SAINT-MICHEL-DE- BELLECHASSE INC.	Route 132 Est, Saint-Michel, Bellechasse	1978 04 21
1626-5803 COMITÉ ORGANISATEUR RÉGIONAL DE LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC (LANAUDIÈRE)	Joliette	1978 05 17
1641-4955 COMITÉ SOCIO-CULTUREL DE LA DURANTAYE	La Durantaye, Bellechasse	1980 02 11
1641-4393 LA COMMISSION DES LOISIRS DE ST-HONORÉ	100, rue du Centre, Saint-Honoré, Beauce	1979 12 10
1641-0219 LES COMMUNICATIONS JEANNOISES PIEKOUAGAMIENNES INC.	1381, boulevard Walbert, Dolbeau, Lac Saint-Jean- Ouest	1980 01 22

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-7024 LA COMPAGNIE DES DEUX ASSOCIÉS INC.	100, rue Principale ouest, Berthier-sur-Mer, Montmagny	1980 02 29
1641-2835 LA COMPAGNIE DU DEUX JUIN INC.	Saint-Hyacinthe	1980 02 01
1627-2908 LES COMPAGNONS DU NORD INC.	Saint-André-Avellin, Papineau	1978 06 08
1640-1887 COMPLEXE DES VILLAS FLEUR DE LYS	184, avenue Maplewood, Outremont, Montréal	1979 11 30
1628-0117 LES COMPTOIRS PRÉ-MOULÉS DU SAGUENAY INC.	La Baie, Chicoutimi	1978 07 05
1640-1143 CONCERTS 80 INC.	775, avenue Upper Lansdowne, Westmount, Montréal	1979 11 29
1639-7382 LES CONCERTS HUGO INC.	2735, avenue Van Horne, Montréal	1979 11 02
1641-3148 CONFECTION CORRIVEAU (1980) INC.	207, rue Principale nord, Windsor, Richmond	1980 02 04
1640-1515 LA CONFRÉRIE DES 20 DU QUÉBEC INC.	Sainte-Foy, Québec	1979 11 30
1626-4558 CONFRÉRIE LES GOÉLANDS LTÉE	5116, rue François Premier, Saint-Léonard, Montréal	1978 05 15
1628-3913 CONSEILLERS EN ADMINISTRATION DU NORD-OUEST INC.	255, avenue Québec, Rouyn, Témiscamingue	1978 07 18
1640-2851 CONSEIL DU QUÉBEC POUR LES ENFANTS DOUÉS (C.Q.E.D.) INC.	1459, rue Demers, Sainte-Dorothée, Laval	1979 12 06
1641-3502 CONSEIL MONTRÉALAIS DU TAXI INC.	5377, avenue de Lorimier, Montréal	1980 02 05
1624-4808 CONSTRUCTIONS BUSSIÈRES & FILS INC.	5, rue Notre-Dame, Saint-Henri, Lévis	1978 03 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-4939 LES CONSTRUCTIONS DU PLATEAU INC.	259, avenue de la Falaise, Beauport, Québec	1978 05 15
1627-8525 LES CONSTRUCTIONS LEMERCIER INC.	Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1978 08 22
1628-0653 LES CONSTRUCTIONS ROGER MICHELIN INC.	891, boulevard l'Ange- Gardien, L'Assomption	1978 07 06
1624-4550 CONSTRUCTION BERLEC INC.	Carleton, Bonaventure	1978 03 14
1628-1040 CONSTRUCTION BETMICO LTÉE	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1978 07 14
1624-9039 CONSTRUCTION BOULE & BRUNELLE INC.	Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1978 04 04
1641-2942 CONSTRUCTION DU CHATEL INC.	2492, rue D'Estrées, Québec	1980 02 01
1627-5034 CONSTRUCTION R.O.M.P. INC.	841, route du Vallon, Bureau 1, Sainte-Foy, Québec	1978 06 15
1628-0703 CONSTRUCTION R. & C. & A. ARSENAULT INC.	Sainte-Catherine-de- Hatley, Stanstead	1978 07 06
1640-5896 LES CONSULTANTS EN ADMINISTRATION G.L.G. INC.	Plessisville, Mégantic	1980 02 06
1641-2744 CORPORATION DES BÉNÉFICIAIRES DU CENTRE D'ACCUEIL L'ÉVEIL INC.	5025, boulevard Gouin est, Montréal-Nord	1980 01 28
1641-2751 CORPORATION DES BÉNÉFICIAIRES DU CENTRE D'ACCUEIL NOTRE DAME DES ANGES INC.	10707, boulevard St-Vital, Montréal-Nord	1980 01 28
1510-9671 CORPORATION DES FÊTES DU TRICENTENAIRE DE ST-LAURENT, ÎLE D'ORLÉANS	Saint-Laurent, Île d'Orléans	1978 02 13

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-1449 CORPORATION DES FÊTES DU TRICENTENAIRE DE ST-FRANCOIS, ÎLE D'ORLÉANS	Saint-Francois, Île d'Orléans, Montmorency 2	1978 04 06
1641-3015 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE MINGAN	Mingan, Saguenay	1980 02 01
1641-4807 CORPORATION DE RADIO MONTAGNAISE DE ST-AUGUSTIN INC.	Saint-Augustin, Saguenay	1980 02 08
1624-2455 LA CORPORATION DU CENTRE SPORTIF DE ROCK FOREST INC.	5390, rue Daunais, Rock Forest, Sherbrooke	1978 03 09
1626-2776 CORPORATION D'AGRICULTURE DE LA RÉGION DE RICHMOND	Richmond	1978 05 09
1640-7793 CORPORATION ÉTUDIANTE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE ET CULTURELLE (C.E.E.E.C.) DE LONGUEUIL	945, chemin Chambly, Longueuil, Chambly	1980 01 09
1641-2991 CORPORATION RADIO ATTIKAMEK DE MANAWAN	Manouane, Maskinongé	1980 02 01
1641-6398 LES CRÉATIONS LO-LI INC.	3400, boulevard Losch, bureau 14, Saint-Hubert, Chambly	1980 02 14
1640-6787 LES CROISIÈRES MARIE-CLARISSE INC.	101, rue Fraser, Rivière-du-Loup	1980 01 04
1510-8731 CUSSON & MONDOU INC.	4381, rue St-Jacques, Montréal	1978 02 07
1623-8875 C. & D. GRENIER INC.	2253, rue Saguenay, Noranda, Témiscamingue	1978 02 27
1627-2007 DACOVA INC.	85, rue Pierre Boucher, La Baie, Chicoutimi	1978 06 05
1627-4227 DANIEL GAUTHIER INC.	Bécancour, Nicolet	1978 06 13
1641-1696 DÉBLAIEMENT R.W.R. INC.	391, rue St-Marc, Châteauguay	1980 04 22

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-3780 DÉBOISEMENT PRÉVOST INC.	2071, rue Evans, Dolbeau, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 07 17
1628-3723 DÉCOR FLORAL GRANBY INC.	350, rue Saint-Jacques, Granby, Shefford	1978 07 17
1624-8601 DEMAT INC.	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1978 03 29
1625-6679 LES DÉMÉNAGEMENTS RODNEY INC.	4284, rue Varennes, Rock Forest, Sherbrooke	1978 04 26
1640-7199 LE DÉPANNEUR DU VIEUX MOULIN INC.	Caplan, Bonaventure	1980 01 11
1627-2569 LES DIPLOMATES DE VERDUN INC.	3659, rue Wellington, Verdun, Montréal	1978 06 15
1628-1172 DISCOTHÈQUE L. & L. INC.	5370, boulevard Laurier, Saint-Hyacinthe	1978 07 07
1639-5543 DISQUES ET VIDÉO GILLES CHEVRETTE INC.	599, avenue Nantes, Sainte-Foy, Québec	1979 11 12
1627-5745 LES DISTRIBUTIONS H.D.F. INC.	837, rue Charlevoix, Granby, Shefford	1978 06 19
1627-9028 DISTRIBUTION LEFEBVRE & FRÈRES INC.	850, rue Laverendrye, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 06 29
1627-8780 DISTRIBUTION V. & P. INC.	1987, route English River, Howick, Châteauguay	1978 06 29
1627-8723 DUPUIS, LEFEBVRE & ASSOCIÉS INC.	6545, 8 ^e Avenue Est, Charlesbourg, Québec	1978 06 29
1628-1974 ÉCOLE DE DRESSAGE DE CHIENS ANDRÉ CROTEAU INC.	Route rurale numéro 1, Saint-Denis de Brompton, Richmond	1978 07 11
1624-4725 ÉCOLE DE SKI P.R. INC.	202, rue Baby, Joliette	1978 03 15

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1627-3401 ÉCOLE DE TEXTILES LECLERC LTÉE	144, 5 ^e Avenue, L'Islet	1978 06 08
1640-0533 LES ÉDITIONS POSTART INC.	Québec	1979 11 26
1627-2254 ÉLECTRICITÉ CARBO INC.	483, rue Saint-Patrick, Jonquière, Chicoutimi	1978 06 06
1626-6520 ÉLECTRONIQUE A.S. INC.	2682, rue Châteaufort, Saint-Foy, Québec	1978 05 18
1624-9047 ÉLECTRONIQUE R.L.B. INC.	1101, 3 ^e Avenue, Québec	1978 04 04
1626-7981 LES ÉLEVATEURS À GRAINS NATIONAL LTÉE	Sainte-Jeanne-d'Arc, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 05 24
1641-3924 LES ÉLITES D'AHUNTSIC INC.	11795, rue Zotique- Racicot, Montréal	1980 02 06
1624-3545 EMBALLAGE LESSARD LTÉE	127, rue des Tuileries, Sainte-Foy, Québec	1978 03 10
1640-9211 ENTRAIDE UNIVERSITAIRE MONDIALE DU CANADA-SHERBROOKE	Sherbrooke	1980 01 16
1639-6632 LES ENTREPRISES 309 BOULEVARD TACHÉ-EST INC.	Montmagny	1979 11 05
1626-4848 LES ENTREPRISES A.G.Y. INC.	Sainte-Agathe, Lotbinière	1978 05 15
1628-3814 LES ENTREPRISES BOUCHER ET DUPONT INC.	1141, 14 ^e Avenue, Grand-Mère, Champlain	1978 07 18
1640-4378 LES ENTREPRISES BRUCE CONWAY LTÉE	Gatineau, Hull	1979 12 17
1625-5580 LES ENTREPRISES B.G.T. INC.	1276, de la Chaudière, Saint-Rédempteur, Lévis	1978 06 19
1624-9716 LES ENTREPRISES DANAD INC.	2125, rue Lemieux, Québec	1978 04 03

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-6356 LES ENTREPRISES DEMIRI INC.	12, rue Sherbrooke, Hull	1980 02 14
1626-5357 LES ENTREPRISES D. & L. GODIN INC.	594, boulevard Châteauneuf, Boisbriand, Terrebonne	1978 05 16
1626-4640 LES ENTREPRISES D'ÉLECTRONIQUE DE CHARLEVOIX INC.	101, rue Principale, Pointe-au-Pic, Charlevoix-Est	1978 05 16
1627-0712 LES ENTREPRISES GASTRONOMIQUES FUENTES INC.	2185, rue Nancy, Brossard	1978 05 30
1623-5574 LES ENTREPRISES GELIBEC INC.	1068, rue Colombo, Val-Bélair, Québec	1978 02 17
1626-9136 LES ENTREPRISES GERMAIN BÉLANGER CHIBOUGAMAU INC.	Chibougamau, Territoire du Nouveau-Québec	1978 05 26
1627-8442 LES ENTREPRISES GICEL INC.	124, rue Durand, Loretteville, Québec	1978 07 05
1639-5527 LES ENTREPRISES HEPO INC.	1386, rue Saint-Georges ouest, Ancienne-Lorette, Québec	1979 11 12
1641-1738 LES ENTREPRISES I.D.E. INC.	1391, rue Anticosti, bureau 14, Baie-Comeau, Saguenay	1980 01 28
1641-7016 LES ENTREPRISES L.C. CÔTÉ INC.	3471, boulevard Martel, Saint-Honoré, Chicoutimi	1980 02 18
1639-6921 LES ENTREPRISES MCMO LTÉE	175, rue Principale, Cowansville, Missisquoi	1979 10 18
1627-1223 LES ENTREPRISES MULTI-B INC.	344, boul. Paquette, Mont-Laurier, Labelle	1978 06 01
1510-9572 LES ENTREPRISES PAVEBEC INC.	Québec	1978 02 13
1511-1834 LES ENTREPRISES PIERIC INC.	2760, rue Bourdages, Saint-Hyacinthe	1978 02 17

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-8212 LES ENTREPRISES PIMBINA INC.	696, boulevard des Milles Îles est, Sainte-Thérèse, Terrebonne	1978 04 25
1624-1523 LES ENTREPRISES P.P.C. INC.	Rigaud, Vaudreuil	1978 03 05
1625-0813 LES ENTREPRISES RÉAL LECLERC INC.	Rang de l'Église, Saint-Eugène, Drummond	1978 04 04
1627-3237 ENTREPRISES RICHARD CHEVALIER INC.	432, rue Lindsay, Drummondville, Drummond	1978 06 15
1627-8004 LES ENTREPRISES R.G.T. INC.	143 A, avenue Perreault, Val d'Or, Abitibi	1978 06 28
1640-4303 ÉPICERIE DU SIÈCLE INC.	409, rue Christophe Colomb ouest, Québec	1979 12 17
1627-5125 ÉPICERIE M. DESMARTEAUX INC.	669, rue Principale, Sainte-Marthe, Vaudreuil	1978 06 15
1641-5739 ÉPILEPSIE-SAGUENAY	1786, boulevard St-Ignace, Chicoutimi	1980 02 12
1510-7113 ÉPREUVES SPORTIVES POLICIÈRES RÉGION 03	4728 D, rue Gaboury, Saint-Augustin-de- Desmaures, Portneuf	1978 02 02
1627-3922 LES ÉPREUVES SPORTIVES POLICIÈRES DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN- CHIBOUGAMEAU INC.	663, rue du Bose, Jonquière, Chicoutimi	1978 06 12
1641-4385 L'ÉQUIPE DES CHIOTS DE LA VILLE	516, avenue Drean, Chicoutimi	1980 01 15
1626-3188 EQUIPRO INC.	2435, boulevard Mercure, Drummondville, Drummond	1978 06 14
1626-8831 LES ÉTABLISSEMENTS DU ROC INC.	294, rue Durocher, Québec	1978 05 31
1511-1073 EXCAVATION RENÉ LABRECQUE INC.	Route rurale numéro 1, Chemin de la Perdrière, Sherbrooke	1978 02 14

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1639-7580 EXPÉRIENCE NATURELLE DE VIE DE L'ORDRE DU LOTUS (E.N.V.O.L.) INC.	Montréal	1979 11 13
1572-8736 LES EXPOS DE LONGUEUIL, SECTEUR 5	Longueuil	1971 08 31
1626-5035 EXPO-RESSOURCES INC.	Drummondville, Drummond	1978 05 31
1625-8873 FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES MARCHANDS DES CENTRES COMMERCIAUX DU QUÉBEC	Québec	1978 05 03
1641-7834 LA FÉDÉRATION DES COURRIERS ET MESSAGERIES PROFESSIONNELS DU QUÉBEC	Montréal	1980 02 19
1624-0509 FÉDÉRATION DES SACERF LANAUDIÈRE INC.	470, rue Cartier, Joliette	1978 03 02
1627-6479 FÉDÉRATION NATURE 2000	Montréal	1978 06 20
1628-0513 LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES AMATEURS DE GESNERIACÉES INC.	5755, des Grandes Prairies, Saint-Léonard, Montréal	1978 07 06
1641-1639 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CLUBS D'AUTOS TÉLÉGUIDÉS INC.	402, 15 ^e Avenue, Laval-des-Rapides, Laval	1980 01 28
1623-8958 FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SACERF DU NORD-OUEST QUÉBÉCOIS INC.	Sainte-Agathe-des-Monts, Terrebonne	1978 02 27
1628-3996 LA FÉDÉRATION TOURELLE DES MONTs INC.	38, route 132 Ouest, Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1978 07 17
1625-5648 FERCERA INC.	81, rang Sainte-Julie, Saint-Guillaume, Yamaska	1978 04 17
1639-7374 LES FERMES STANEDYKE INC.	Route 132, Dundee, Huntingdon	1979 11 02
1628-2410 FERME AGRICOLE NICOLET INC.	Rang 2, Saint-Louis-de-Blanford, Arthabaska	1978 07 12

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-2743 FERME À PIGNON FARAND INC.	Saint-Clet, Soulanges	1978 05 08
1640-7447 FERME CHÈVREMONT INC.	Granby, Shefford	1980 01 08
1641-7743 FERME DES HAUT PRÉS INC.	Route rurale numéro 3, Cowansville, Missisquoi	1980 02 19
1640-6183 FERME D'ÉLEVAGE WABO KITIGAN INC.	Durham-Sud, Drummond	1979 12 28
1626-7072 FERME LONGUE-POINTE INC.	Garthby, Wolfe	1978 05 19
1641-1605 LA FERME MANBEC INC.	Grand-Calumet, Pontiac	1980 01 28
1640-3883 LA FERME PIERRICHE INC.	310, rue Bois Franc, Saint-Apollinaire, Lotbinière	1979 12 14
1627-5844 FERNAND MAYER & ASSOCIÉS INC.	25, rue Saint-Léon, Châteauguay	1978 06 19
1627-3310 FERVAL INC.	3320, Terrasse Maricourt, Appartement 12, Sainte-Foy, Québec	1978 06 08
1624-5706 FESTIVAL DE LA CONSTRUCTION DE LAC-MÉGANTIC INC.	Lac Mégantic, Frontenac	1978 03 20
1641-4484 FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE DE LAVAL	1435, boulevard St-Martin ouest, Chomedey, Laval	1980 02 07
1640-8338 LA FÊTE DE LA CHANSON RÉGION SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	36, rue Tremblay, Métabetchouan, Lac-Saint-Jean-Est	1980 01 14
1641-2108 LA FIBROSE KYSTIQUE EN VACANCES INC.	Brossard, Laprairie	1980 01 30
1641-6430 LA FONDATION ARC-EN-CIEL INC.	Salaberry-de-Valleyfield, Beauharnois	1980 02 14
1625-8709 LA FONDATION CLAUDE FOURNIER INC.	175, rue Deveault, Hull	1978 04 26

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-2733 LA FONDATION CORÉENNE POUR L'ENSEIGNEMENT (MONTREAL) INC.	1010, rue Ste-Catherine ouest, bureau 312, Montréal	1978 08 23
1625-7008 LA FONDATION DU VIEUX MONTREAL	1195, rue Sherbrooke ouest, Montréal	1978 04 20
1641-5481 FONDATION EXODUS	2705, boulevard Laurier, Sainte-Foy, Québec	1980 02 12
1641-4641 LA FONDATION FAUNE PLESSIS INC.	2048, rue St-Jean, Plessisville, Mégantic	1980 02 08
1510-8541 FONDATION LAURENTIDES INC.	Saint-Jérôme, Terrebonne	1978 02 08
1641-7941 FONDATION RENÉ LAUDY INC.	290, Place d'Youville, Montréal	1980 02 19
1626-2289 FONDATION SEMPER FIDELIS INC.	9615, avenue Papineau, Montréal	1978 05 08
1641-0110 LE FONDS DU SAINT-LAURENT	3600, avenue du Parc, app. 2801, Montréal	1980 01 21
1639-9842 FONDS RIGAUDIEN D'ENTRAIDE AUX RÉFUGIÉS (F.R.E.R.)	22, rue Champagne, Rigaud, Vaudreuil	1979 11 22
1627-8178 FORMATION ROUTIÈRE TRAFIC H.B. INC.	2410, boul. Richelieu, Beloeil, Verchères	1978 06 28
1639-7200 FORMATION SPORTIVE HORIZON INC.	2303, rue Montgomery, Montréal	1979 11 07
1624-5599 FOURNIER & LEBRUN LTÉE	Aylmer, Gatineau	1978 03 20
1641-4286 FRATERNITÉ SPORTIVE DE GATINEAU	Gatineau, Hull	1980 02 07
1627-3450 GABY L. DROLET INC.	25, rue des Tulipes, Appartement 3, Sainte-Anne-de-Beaupré, Montmorency	1978 06 08

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-9344 GALA DES PERSONNALITÉS DES JOURNALISTES DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	Châteauguay	1980 01 11
1626-2537 LES GALERIES WATERLOO INC.	1481, rue Notre-Dame, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 05 08
1627-5828 GAMMIE-QUÉBEC, LIMITÉE	220, avenue Grande-Allée est, Québec	1978 06 19
1626-8013 GARAGE AUDET & MCKINNON INC.	Chandler, Gaspé-Est	1978 05 24
1624-7124 GARAGE COLLIN & FILS INC.	Farnham, Missisquoi	1978 03 22
1627-8855 GARAGE FRANCE RATTHE INC.	Hébertville, Lac-Saint-Jean-Est	1978 07 03
1511-1461 GARAGE LUCIEN JEAN INC.	11, 1 ^{re} Avenue, Forestville, Saguenay	1978 02 15
1581-4072 LA GARDE DOLLARD DES ORMEAUX DE NOTRE-DAME DE BELLERIVE INC.	Notre-Dame de Bellerive	1943 12 11
1623-5996 LA GAZETTE DE MALARTIC INC.	Malartic, Abitibi	1978 02 17
1641-5622 GEORGE J. BRUNET INC.	12, Dickner Point, Maple Grove, Beauharnois	1980 02 12
1639-6772 GESFAU CAMERON-BOUCHETTE INC.	Bouchette, Gatineau	1979 10 26
1628-3301 GESGROUP INC.	1049, rue des Érables, Québec	1978 07 17
1640-0038 GESTIONS ALEMCO LTÉE	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1979 11 23
1511-1628 LES GESTIONS BÉTAU INC.	1, Place des Grèves, Charny, Lévis	1978 03 23
1627-6990 LES GESTIONS CLAUROBEC INC.	Saint-Nicolas, Lévis	1978 06 26

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1627-7048 GESTION DE BIENS-FONDS DE BEAUPRÉ INC.	169, rue Crémazie est, Québec	1978 06 28
1641-7123 GESTION DE L'AVENIR DE QUÉBEC INC.	1007, avenue Lamontagne, Val-Bélair, Québec	1980 02 18
1627-7881 GESTION LEMIEUX & POULIOT INC.	2822, rue des Pruches, Charlesbourg, Québec	1978 06 26
1641-3544 GESTION LE TRIO INC.	875, boulevard Mauricien, Trois-Rivières-Ouest, Saint-Maurice	1980 02 22
1642-0069 GESTION MARCELLE INC.	1519, Montée Ste-Julie, Sainte-Julie, Verchères	1981 01 23
1625-3007 GESTION MICHEL-ANDRÉ INC.	487, boulevard Charest est, bureau 100, Québec	1978 04 11
1626-7346 GESTION MINIMAX INC.	59, rue Massicotte, Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1978 05 23
1623-9717 GESTION P.C. FRANCIS INC.	11875, rue Frigon, Montréal	1978 03 03
1626-3105 GESTION R. LA BERGE & ASSOCIÉS INC.	935, Carré Valois, Blainville, Terrebonne	1978 07 05
1640-6373 LES GLADIATEURS DE ST-STANISLAS	110, rue Hébert, Saint-Stanislas-de- Kostka, Beauharnois	1980 01 03
1640-6381 LES GRAINS DU QUÉBEC INC.	Saint-Ignace-de- Stanbridge, Missisquoi	1980 01 03
1641-3601 GRAND PRIX D'ABITIBI INC.	Val d'Or, Abitibi	1980 02 05
1628-1081 LA GROSSE FOIRE DU CAP-SANTÉ INC.	Rue Dery, Cap-Santé, Portneuf	1978 06 28
1640-6001 GROUPEMENT D'AIDE AUX RÉFUGIÉS STE-ANNE-DES-MONTS INC.	40, route du Parc, Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1979 12 28

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-5960 LE GROUPE COMMUNICATION DU RICHELIEU	210, rue Therrien, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1978 04 17
1639-5980 GROUPE D'ACTION POUR LES PERSONNES AGÉES ET HANDICAPÉES QUÉBEC	5, Weredale Park, Westmount, Montréal	1980 02 04
1640-5391 GROUPE ÉDUCATION-CONSOMMATION DU QUÉBEC INC.	Montréal	1979 12 20
1625-3148 GROUPE FAMILIAL DE LA GAIETÉ	Montréal	1978 04 11
1625-8782 LE GROUPE GILBERT LTÉE	Sainte-Anne-des-Monts, Gaspé-Ouest	1978 04 27
1640-7082 LE GROUPE R.H. PLUS, LTÉE	Blainville, Terrebonne	1980 01 04
1639-5626 HABITAT-CONFORT INC.	Port-Daniel, Partie Ouest, Bonaventure	1979 11 14
1640-0384 HÔTEL-MOTEL M.G.B.F. INC.	1152, boul. Auger ouest, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1979 11 26
1626-4970 HÔTEL E. & C. INC.	Buckingham, Papineau	1978 05 15
1640-5151 L'IMAGERIE ANCIENNE INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 12 20
1626-5639 LES IMMEUBLES ALPIJI LTÉE	Ville-Marie, Témiscamingue	1978 05 16
1641-0870 LES IMMEUBLES APPALACHES INC.	Cabano, Témiscouata	1980 01 24
1624-9443 LES IMMEUBLES ARTHUR GOURDE INC.	4370, boulevard du Royaume, Jonquière, Chicoutimi	1978 03 30
1641-7354 LES IMMEUBLES C.G.B. INC.	110, rue des Pivoines, La Baie, Chicoutimi	1980 03 04
1623-9568 IMMEUBLES HAROLD F. BERNIER INC.	4327, rue Doré, Cap-Rouge, Québec	1978 03 01

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-8288 LES IMMEUBLES JACSOL INC.	Ville-Marie, Témiscamingue	1980 01 11
1624-9872 LES IMMEUBLES ROBERT BOUSADA INC.	2600, rue Dumaine, Drummondville, Drummond	1978 04 03
1626-4368 LES IMMEUBLES SOGY INC.	12, rue Avelin Peloquin, Sainte-Anne-de-Sorel, Richelieu	1978 06 12
1510-7154 IMPORTATIONS B.C.L. INC.	220, rue St-Vallier ouest, Québec	1978 02 02
1641-0730 INCIDENCE-ROSEMONT	6671, rue Louis-Hémon, Montréal	1980 01 22
1624-1051 INFORMATION JURIDIQUE SECTION OUTAOUAIS	115, rue Principale, Hull	1978 03 02
1639-6806 INSTITUT D'ESTHÉTIQUE JOLICOEUR INC.	2385, rue Jolicoeur, Montréal	1979 10 26
1640-8577 LES INVESTISSEMENTS LAPOINTE ET ROBIDOUX INC.	476, rue Galt ouest, Sherbrooke	1980 01 14
1641-8162 ISOLATION MADEX INC.	Cap-aux-Meules, Îles-de-la-Madeleine	1980 02 20
1628-1313 LES JARDINS JEAN INC.	Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 07 07
1627-1090 JEANART INC.	374, rue Pineault, Mont-St-Hilaire, Rouville	1978 06 02
1626-1901 JESSE MARTEL INC.	1, rue Bois-Joli, Sainte-Catherine, Portneuf	1978 05 05
1624-1333 JEUNESSES QUÉBÉCOISES N.E.E.S. INC.	44, 8 ^e Rue, app. 1, Laval-des-Rapides, Laval	1978 03 08
1627-9325 JOHN ET MARGUERITE VAN WINDEN ET FILS INC.	Saint-Patrice de Sherrington, Napierville	1978 07 26

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-0847 JOLIETTE PERFORMANCE INC.	455, rue St-Maurice, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1980 01 24
1625-2645 LE JOUJOUTHÈQUE DES CHUTES DE SHAWINIGAN	1763, 69 ^e Rue, Shawinigan, Saint-Maurice	1978 04 28
1625-4278 LE JOURNAL POPULAIRE LA DRAVE	Gatineau, Hull	1978 04 13
1627-1280 LES JOYEUX TROUBADOURS	Portneuf	1978 06 01
1628-0869 JULIEN HOVINGTON INC.	134, rue Simard, Sacré-Coeur, Saguenay	1978 07 11
1624-1994 KANOTISH INC.	308, avenue des Ormes, Mont-Laurier, Labelle	1978 03 08
1639-9479 LES KIOSQUES DE LUXE DU QUÉBEC INC.	585, 76 ^e Rue ouest, Charlesbourg, Québec	1979 11 20
1510-9754 LARIVAN INC.	Boulevard Industriel, Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 02 10
1641-3353 LES LÉGIONNAIRES DU QUÉBEC (ST-HUBERT) INC.	2035, boulevard Édouard, Saint-Hubert, Chambly	1980 02 04
1639-6293 LÉON PIERRE POULIN ET FILS INC.	Rang 4, Saint-Simon, Bagot	1980 03 21
1626-7098 LIBRAIRE DISCO ALAIN, INC.	Granby, Shefford	1978 05 23
1639-9602 LIBRAIRIE BISSON LTÉE	7180, avenue Doucet, Charlesbourg, Québec	1980 01 28
1639-6459 LIBRAIRIE ROYALE INC.	313, 1 ^{re} Avenue, Asbestos, Richmond	1979 10 29
1641-0714 LIGNE SENIOR DE BALLON SUR GLACE DE BEAUPORT INC.	320, rue St-Jean- Baptiste, Beauport, Québec	1980 01 23
1640-7504 LIGUE BENJAMIN JUVÉNILE DU MONT-COMI	Saint-Donat, Rimouski	1979 12 06

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1627-1587 LA LIGUE DES CITOYENS DE LA LOCALITÉ MAILHOT	3922, rue des Tilleuls, La Tuque, Champlain	1978 06 14
1625-6612 LIGUE DES PROPRIÉTAIRES DE STE-LUCIE-DES-LAURENTIDES	Sainte-Lucie-des- Laurentides, Terrebonne	1978 04 19
1624-1564 LIGUE DE BALLE-MOLLE PRÉVOST INC.	929, avenue Desjardins, Saint-Jérôme, Terrebonne	1978 03 06
1640-0913 LIGUE DE BALLON-BALAI ASTÉRIX	350, 4 ^e Avenue, Verdun	1979 11 22
1624-0558 LIGUE DE BALLON-BALAI J. PARENT INC.	Mont-Laurier, Labelle	1978 03 02
1520-8473 LA LIGUE DE BALLON-VOLANT DE LONGUEUIL INC.	Longueuil, Chambly	1975 11 26
1627-2809 LIGUE DE CITOYENS D'EAST ANGUS INC.	East Angus, Compton	1978 06 08
1641-0995 LIGUE DE HOCKEY GENTILHOMME DE VERDUN INC.	82, 69 ^e Avenue, LaSalle, Montréal	1980 01 18
1625-6752 LIGUE DE HOCKEY INDUSTRIELLE DE L'EST	11111, rue Notre-Dame, Montréal-Est	1977 09 29
1627-0738 LIGUE DE HOCKEY INTERMÉDIAIRE DES BOIS FRANCS INC.	120, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1978 03 29
1640-6191 LA LIGUE DE HOCKEY JUNIOR DE L'OUTAOUAIS INC.	Hull	1979 12 28
1627-4565 LIGUE DE HOCKEY LAURENTIENNE ST-JOVITE INC.	Saint-Jovite, Terrebonne	1978 06 14
1626-8450 LIGUE DE HOCKEY LES 4 AS ST-BRUNO	Saint-Bruno-de- Montarville, Chambly	1978 05 26
1639-7036 LIGUE DE HOCKEY LES PIONNIERS DE LA CÔTE INC.	11094, avenue Royale, Beaupré, Montmorency 1	1979 12 24

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-5185 LIGUE DE HOCKEY LES PROMOTIONS JUNIOR INC.	Saint-Pie, Bagot	1979 12 20
1641-2546 LIGUE DE HOCKEY LOISIRS ADULTE BAIE-DES-CHALEURS INC.	Carleton, Bonaventure	1980 01 31
1624-6704 LIGUE DE HOCKEY OLYMPIX	550, chemin Saint-Thomas, Chicoutimi	1977 01 21
1641-4401 LIGUE DE QUILLES MIXTE DE SCHEFFERVILLE	136, rue Ungava, Schefferville, Territoire du Nouveau- Québec	1980 01 18
1520-9620 LA LIGUE DE VOLLEY-BALL OBÉLIX	125, rue Calais, Jonquière, Chicoutimi	1975 12 11
1626-6298 LIGUE FÉMININE DE BALLE MOLLE INTER-CITÉ RIVE SUD	Greenfield Park, Chambly	1978 05 18
1550-8773 LOGEMENTS DE HULL INC.	Hull	1948 02 17
1627-6222 LA LOGE GEORGIENNE INC.	Stanstead	1978 07 25
1640-1176 LOISIRS CARREFOUR VICTORIA	Saint-Lambert, Chambly	1979 11 26
1624-2109 LES LOISIRS DE COURVILLE INC.	152, rue St-Victor, Beauport, Québec	1978 03 08
1627-9564 LES LOISIRS DU DOMAINE BELHUMEUR INC.	3390, Grand Rang Sainte- Catherine, Saint-Cuthbert, Berthier	1978 07 04
1641-3403 LOISIRS JEUNESSE BROSSARD	5350, Croissant Beaumanoir, Brossard, Laprairie	1980 02 04
1624-2125 LOISIRS N.D.M.	Notre-Dame-de-la Merci, Montcalm	1978 04 10
1641-9400 LONAS INC.	2195, avenue Ste-Anne, Saint-Hyacinthe	1980 09 19

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-7189 LES LOTS BOISÉS DE GASPÉ LTÉE	Gaspé, Gaspé-Est	1978 05 23
1625-4328 L.G. PERRON & ASSOCIÉS INC.	Alma, Lac Saint-Jean-Est	1978 04 13
1624-2943 MAISONS MODULES ST-DAVID LTÉE	Saint-David-de- L'Auberivière, Lévis	1978 03 10
1626-6066 MANUFACTURE H.T. INC.	850, boulevard Ouellet ouest, Thetford-Mines, Mégantic	1978 05 17
1640-2869 MARCHÉ GERMAIN FOURNIER INC.	287, rue Principale, Saint-Mathieu, Laprairie	1979 12 06
1640-2141 MARCHÉ ST-BONIFACE INC.	Saint-Boniface-de- Shawinigan, Saint-Maurice	1979 12 05
1627-0233 MARIE QUATRE-CHEMISES	Saint-Éphrem-de-Beauce	1978 05 30
1624-6696 MARQUIS MIDGET DE JONQUIÈRE	44, rue Sainte-Agathe, Jonquière, Chicoutimi	1977 01 12
1624-4147 MATÉRIAUX L.P.M. INC.	945, rue Jean Marchand, Lauzon, Lévis	1978 03 17
1511-0661 MAURICE IMBEAULT INC.	1462, 4 ^e Avenue, La Baie, Chicoutimi	1978 02 13
1640-9898 LA MENESTRANDISE	Montréal	1980 01 21
1640-8387 MENUISERIE CHAMPLAIN INC.	Champlain	1980 01 14
1625-6406 MEUNERIE ST-GERMAIN LTÉE	291, rue Notre-Dame, Saint-Germain-de- Grantham, Drummond	1978 04 19
1641-4740 MICHEL MARCEAU INC.	Route rurale numéro 2, Weedon, Wolfe	1980 02 08
1627-1850 MIDOU INC.	429, rue de la Sapinière, Sherbrooke	1978 06 05

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-3731 MIGNEAULT ET PILON INC.	Cap-de-la-Madeleine, Champlain	1978 07 17
1623-5822 MIME DE RIEN INC.	Sherbrooke	1978 02 17
1625-5705 MIPÉL INC.	8585, boulevard Lacroix, Saint-Georges, Beauce	1978 04 13
1639-7861 MOTEL LE RELAIS DE MASSON INC.	Route 148, Buckingham, Papineau	1979 11 05
1626-8542 MOTEL O. DELAND INC.	360, Coulée des Pères, L'Acadie, Saint-Jean	1978 05 26
1626-3337 MOTEL TROTTIER (1978) INC.	407, Plateau Saint-Louis, Mistassini, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 05 09
1627-6982 MOTEL VILLAS ESPAGNOLES INC.	Saint-Nicolas, Lévis	1978 06 26
1641-1308 MOUVEMENT DES FÊTES POPULAIRES HOCHELAGA- MAISONNEUVE	Montréal	1980 01 26
1641-7222 LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS DE CAP-CHAT INC	87, rue des Écoliers, Cap-Chat, Gaspé-Ouest	1980 02 18
1639-8513 LE MOUVEMENT ÉTUDIANT POUR LE OUI	82, rue Sherbrooke ouest, Montréal	1979 11 20
1627-2791 N. SCHOLNIKOFF & FILS INC.	La Macaza, Labelle	1978 06 07
1625-9822 ODYSON INC.	Shawinigan, Saint-Maurice	1978 04 27
1628-0968 OLIVA ET PAUL INC.	Beauport, Québec	1978 07 11
1511-0364 ONIL CHARLAND INC.	Magog, Stanstead	1978 02 13
1627-0829 ORGANISME DE PRÉVENTION JEUNESSE-MATERNITÉ	901, rue Fabre, Sherbrooke	1978 06 01
1639-5717 OUTARDERIE	Montréal	1980 01 23

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-7446 PACNON INC.	1315, boulevard Auger ouest, Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1980 03 11
1640-3024 LES PATENTEUX DE FÊTE DE STE-JULIE	Sainte-Julie, Verchères	1979 12 10
1640-0236 PÂTISSERIE MAMIE LORD INC.	1698, 13 ^e Avenue Est, Charny, Lévis	1979 11 23
1624-0970 LES PATRIOTES DE LONGUEUIL INC.	666, rue Prévost, Longueuil, Chambly	1978 03 03
1641-5119 LA PATROUILLE DE SKI DU LAC VERT INC.	805, rue Gauthier ouest, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1980 02 11
1627-9788 PAVAGE ET DÉCOR R.D. INC.	121, rue Lachance, Québec	1978 07 04
1627-0159 PIERRE-M. VACHON & ASSOCIÉS INC.	Route Kennedy, Sainte-Marie, Beauce	1978 05 30
1628-1495 LES PIERROTS	Saint-Jérôme, Terrebonne	1978 04 25
1625-6836 PISCICULTURE DES MONTS INC.	Notre-Dame-des-Monts, Charlevoix-Est	1978 04 20
1627-1710 LA PISTE DE COURSE DE PONEYS DE LAUZON INC.	32, rue Chatelaine, Lauzon, Lévis	1978 06 05
1627-7667 PIZZA ELMER INC.	Paspébiac, Bonaventure	1978 06 26
1626-8559 LES PLACEMENTS ARCAND INC.	360, Coulée des Pères, L'Acadie, Saint-Jean	1978 05 26
1628-0406 PLACEMENTS A.M.H. INC.	103, rue Neptune, Châteauguay	1978 07 04
1627-5174 LES PLACEMENTS CARCAJOU INC.	Alma, Lac-Saint-Jean-Est	1978 06 21
1625-5986 LES PLACEMENTS CERBÈRE INC.	Jonquière, Chicoutimi	1978 04 20
1626-3014 LES PLACEMENTS COLJAN INC.	3493, Place des Charmes, Charlesbourg, Québec	1978 05 10

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1624-2018 PLACEMENTS DENIS LECLERC INC.	1637, boulevard St-Joseph, Drummondville, Drummond	1978 03 08
1640-4972 LES PLACEMENTS FERNAND FOURNIER INC.	Matane	1979 12 20
1624-1135 LES PLACEMENTS FORTIN & CANTIN INC.	604, Place de Gironde, Charlesbourg, Québec	1978 03 06
1641-8378 LES PLACEMENTS J.P.N. INC.	251, rue LaSalle, Jonquières, Chicoutimi	1980 03 19
1626-8732 PLACEMENTS KASTEX INC.	Chicoutimi	1978 06 01
1625-9111 LES PLACEMENTS LAUZIER LTÉE	1144, boulevard Saint- Joseph, Drummondville, Drummond	1978 04 28
1639-5667 LES PLACEMENTS L'ASSOMPTION INC.	205, rue Notre-Dame, Le Gardeur, L'Assomption	1979 11 09
1639-7549 LES PLACEMENTS P.L.P.V. INC.	Joliette	1979 11 09
1626-7528 PLACEMENTS ROLIFRANCE INC.	1825, 27 ^e Rue, Québec	1978 05 19
1641-1464 LES PLACEMENTS «3-B» INC.	2326, rue des Bouvreuils, Charlesbourg, Québec	1980 01 25
1639-6764 LA PLAGE D'OR INC.	Val d'Or, Abitibi	1979 10 26
1627-9218 LES PORTES CARTIER INC.	Port-Cartier, Saguenay	1978 07 04
1625-8675 LES PRODUCTIONS 88	1406, de la Visitation, bureau 3, Montréal	1978 04 24
1625-4492 LES PRODUCTIONS BARBAPUSSE INC.	324, 8 ^e Avenue sud, bureau 1, Sherbrooke	1978 04 18

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1623-8891 PRODUCTIONS CHATELAINE INC.	650, rue Beauport, Repentigny, L'Assomption	1978 02 27
1624-3370 LES PRODUCTIONS DE LA GALERIE	Centre Culturel, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 03 13
1641-0284 LES PRODUCTIONS DOMINIQUE GIRARD INC.	Louiseville, Maskinongé	1980 01 31
1641-6844 LES PRODUCTIONS DU SABLIER	45, rue St-Ursule, Québec	1980 02 15
1640-9880 LES PRODUCTIONS LES NOTES BLEUES INC.	2470, rue Alexandra, bureau 205, Beauport, Québec	1980 01 21
1626-3642 LES PRODUCTIONS TOUCAN INC.	2770, avenue de la Ronde, Québec	1978 05 10
1628-2881 PRODUITS LA CHEYENNE INC.	265, rue Pierre Laporte, Saint-Tite, Champlain	1978 07 13
1640-8080 PROGRAMME D'ANIMATION ET DE PROMOTION DES ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES DE MONTMAGNY ET DES AGGLOMÉRATIONS NON- ÉLOIGNÉES (P.A.P.A.R.M.A.N.E.) INC.	Montmagny	1980 01 10
1641-2264 LE PROJET D'AIDE AUX RÉFUGIÉS INDOCHINOIS PARI INC.	700, boulevard Gervais, Saint-Jovite, Terrebonne	1980 01 30
1626-1992 PROJET D'ORIENTATION DES LOISIRS EN NATURE P.O.L.E.N.	Longueuil, Chambly	1978 05 05
1627-3435 PROMOGAG INC.	23, rue des Tulipes, Appartement 3, Sainte-Anne-de-Beaupré, Montmorency 1	1978 06 08
1641-5523 PROMOTEURS DE BASEBALL DE HUNTINGDON INC.	36 A, rue F. Cleyn, Huntingdon	1980 02 12

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-5011 PROMOTION COMMERCIALE DE JONQUIÈRE INC.	Jonquière, Chicoutimi	1979 12 20
1627-2718 PRO-SELECT INC.	Montréal	1978 06 07
1640-9286 PUBLICHROME INC.	3235, chemin de la Gare, Sainte-Foy, Québec	1980 02 04
1639-8398 LES PUBLICITÉS JEAN-PAUL FORTIN LTÉE	139, rue de Vinci, Jonquière, Chicoutimi	1979 12 13
1627-5141 P.E. PICARD & FILS INC.	125, rue de l'Armée, Québec	1978 06 15
1640-3289 LES P'TITS JARDINS DE BROSSARD	Brossard, Laprairie	1979 11 21
1639-8778 QUINCAILLERIE JEAN-YVES BÉDARD INC.	3113, boulevard Mascouche, Mascouche, L'Assomption	1979 10 18
1627-1744 RADIO BALEINE INC.	Poste-de-la-Baleine, Territoire-du-Nouveau- Québec	1978 06 05
1520-7251 RADIO XM TEMPO	Ville-Marie, Témiscamingue	1975 10 06
1641-4567 RAMIE-NOR INC.	533, rue des Érables, Neuveville, Portneuf	1980 02 08
1624-1077 LA RÉGIONALE DES JEUNES CHAMBRES DE LA CÔTE-NORD INC.	Forestville, Saguenay	1978 03 06
1627-4987 REGROUPEMENT ANTI-PAUVRETÉ D'ACTON VALE, INC.	700, rue du Moulin, Acton Vale, Bagot	1978 06 15
1641-2611 REGROUPEMENT DES PROPRIÉTAIRES DE L'ÎLE SAINTE-THÉRÈSE	Saint-Luc, Saint-Jean	1980 01 31
1627-5778 RÉJEAN ARSENEAULT INC.	Saint-Alphonse, Bonaventure	1978 06 19

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1510-9770 LE RELAIS DU COUDE INC.	Sept-Îles, Saguenay	1978 02 10
1626-2396 LA RELÈVE OFFENSIVE DE JONQUIÈRE INC.	200, rue St-Clément, Jonquière, Chicoutimi	1978 05 08
1641-8220 RENDEZ-VOUS DU VOYAGEUR C.R.D. INC.	603, Place du Marché, Shawinigan, Saint-Maurice	1980 02 20
1628-0828 LES RÉNOVATIONS DISTINCTION INC.	2, Place Yvon Plourde, Charlemagne, L'Assomption	1978 07 06
1627-3955 RÉNOVATION FOX & GODIN INC.	431, boul. Fossambault, Fossambault-sur-le-Lac, Portneuf	1978 06 22
1628-3855 RÉNOVATION MARTIN INC.	Chicoutimi	1978 07 18
1641-9210 RÉPARATIONS JEAN-CLAUDE TREMBLAY ET FRÈRES INC.	264, rue André-Ouimet, Saint-Eustache, Deux-Montagnes	1980 07 23
1625-2140 LE RÉSEAU DES SENTIERS DE L'ARRIÈRE-PAYS	1990, boulevard Charest ouest, bureau 225, Sainte-Foy, Québec	1978 04 12
1627-2106 RESTAURANT CAP-AUX-MEULES INC.	L'Étang-du-Nord, Îles-de-la-Madeleine,	1978 06 06
1641-6067 RESTAURANT DE MAILLY INC.	Saint-Agapit, Lotbinière	1980 02 13
1624-9120 RESTAURANT LA CASBAH INC.	595, avenue Grande-Allée est, Québec	1978 04 04
1510-9556 RESTAURANT LE BAHUT INC.	36, rue Calais, Québec	1978 02 10
1627-7451 RESTAURANT LUDOVIC LTÉE	1021, rue Notre-Dame, Saint-Félicien, Lac-Saint-Jean-Ouest	1978 06 26
1640-6779 RESTAURANT PIZZERIA 77 INC.	974, avenue Hemlock, Shawinigan, Saint-Maurice	1980 02 12

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1639-8547 RESTAURANT VILLE ROMAINE SAINT-JEAN INC.	795, rue des Carrières, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jean	1979 11 14
1627-7360 LES RETRAITÉS DE L'ALCAN SAGUENAY ET LAC-ST-JEAN INC.	68, rue Saint-Dominique, Jonquière, Chicoutimi	1978 06 13
1627-0449 RÉVERIES ENFANTINES INC.	Rimouski	1978 05 31
1626-9078 LA REVUE DE LA CANTONADE	Victoriaville, Arthabaska	1978 05 26
1510-8400 RICHARD & GERMAIN LAPOINTE INC.	Lambton, Frontenac	1978 02 07
1624-2745 ROBERT LABRE INC.	197, rue de Trèfle, Saint-Augustin-de- Desmaures, Portneuf	1978 03 14
1641-7412 ROBERT & LABROSSE (1980) INC.	845, rue King ouest, Sherbrooke	1980 04 03
1624-3289 LES ROMAINS DE GRAND'MÈRE INC.	Grand'Mère, Champlain	1978 03 09
1626-6710 LES ROUES LIBRES	40, rue St-Jean, Québec	1978 05 19
1628-0885 ROXAIR INC.	Roxton Fall, Shefford	1978 07 11
1510-6644 LE RUCHER DU NORD-OUEST DU QUÉBEC INC.	Amos-Est, Abitibi	1978 02 02
1641-7347 R. & R. LAPRISE INC.	2126, rue Galt ouest, bureau 6, Sherbrooke	1980 02 18
1624-4683 SALON 9 INC.	240, 12 ^e Rue, Montmagny	1978 03 14
1641-7008 SALON BAR MARKO INC.	203, boulevard St-Michel, Mistassini, Lac-Saint- Jean-Ouest	1980 02 18

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1627-2551 SALON BEAUTÉ-MODE AU QUÉBEC INC.	675, avenue Marguerite- Bourgeois, bureau 306, Québec	1978 06 13
1641-4153 SANRAQ (SERVICE D'AIDE AUX NOUVEAUX RÉSIDENTS D'ARGENTEUIL DU QUÉBEC)	395, rue Robert, Lachute, Argenteuil	1980 02 06
1627-2130 SAVCOM INC.	Québec	1978 06 05
1640-3115 SECOND SOLEIL INC.	Sherbrooke	1979 12 10
1626-8195 SEMAINE DE L'ARTISAN DE ST-JEAN PORT-JOLI INC.	318, rue Verreault, Saint-Jean Port-Joli, L'Islet	1978 05 29
1511-1545 SÉRIGRAPHIE MULTIFORME INC.	1163, rue Chapleau, Trois-Rivières, Saint-Maurice	1978 02 15
1623-9766 SERVICES DE DÉPLACEMENT ET DE LABORATOIRE DE QUÉBEC INC.	Lemoyne, Chambly	1978 03 06
1627-1264 LES SERVICES NORMAND ROUTHIER INC.	1880, chemin Germont, St-Adolphe-d'Howard, Argenteuil	1978 06 01
1624-5185 SERVICE AUX ORGANISMES DE LOISIRS DE VICTORIAVILLE INC.	27, rue Notre-Dame est, Victoriaville, Arthabaska	1978 03 17
1640-7546 SERVICE DES LOISIRS DE LA VILLE DE LA MALBAIE	280, rue Nairn, La Malbaie, Charlevoix-Est	1979 12 21
1626-9649 SERVICE DE SECRÉTARIAT IRÈNE INC.	657, boulevard Richelieu nord, Mont Saint-Hilaire, Rouville	1978 05 29
1640-0558 SERVICE D'ENTRETIEN MÉNAGER LA CAPITALE INC.	900, avenue d'Youville, bureau 505, Québec	1979 11 26
1641-5846 SERVICE D'INTÉGRATION AU TRAVAIL 1445 INC.	1445, avenue François 1 ^{er} , Québec	1980 02 13

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1640-3156 SERVICE JEUNESSE ST-HYACINTHE	1230, avenue Bourdages nord, Saint-Hyacinthe	1979 12 10
1626-4210 LA SOCIÉTÉ ARTISTIQUE DU FAUBOURG	490, rue St-Jean, Québec	1978 05 10
1628-2295 SOCIÉTÉ AUDIO-VISUELLE D'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT S.A.V.I.E.	1192, rue Beaudry, Montréal	1978 07 07
1641-1365 SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE GIMBEC LTÉE	1134, chemin St-Louis, Sillery, Québec	1980 01 25
1639-8018 SOCIÉTÉ DE RECHERCHE ET D'ÉDITION EN CÉRAMIQUE S.R.E.C.	Montréal	1979 10 22
1626-2115 SOCIÉTÉ DE SERVICES AUX RETRAITÉS DE VILLERS	Montréal	1978 05 08
1510-6982 SOCIÉTÉ DE SERVICES F.B. INC.	166, boulevard Boivin, Granby, Shefford	1978 01 31
1639-8539 SOCIÉTÉ DU FESTIVAL DU CRABE, RÉGION MANICOUAGAN INC.	6, Place Lasalle, bureau 101, Baie-Comeau, Saguenay	1979 11 20
1640-5276 LA SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE GESTION DES GRONDINES INC.	33, chemin du Roy, Grondines, Portneuf	1979 12 20
1640-5268 LA SOCIÉTÉ D'ART GEORGES ST-PIERRE INC.	33, chemin du Roy, Grondines, Portneuf	1979 12 20
1626-4020 LA SOCIÉTÉ GASPÉSIENNE DE LA FAUNE INC.	Gaspé, Gaspé-Est	1978 05 15
1624-4964 SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE ST-DONAT	Saint-Donat, Montcalm	1978 03 16
1626-8807 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU LYS INC.	290, rue du Parc, Saint-Louis-de-Pintendre, Lévis	1978 05 30

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1627-7543 SOCIÉTÉ PLACI INC.	Québec	1978 06 26
1639-7606 SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA THALASSEMIE INC.	5679, avenue du Parc, Montréal	1979 11 06
1625-3767 STRADAC INC.	2387, rue Noury, Sillery, Québec	1978 04 13
1572-2523 ST. LOUIS OF CHAMBORD FISH & GAME CLUB	Chambord, Lac Saint-Jean- Ouest	1912 04 06
1639-6251 TAPIS CHANDLER INC.	Chandler, Gaspé-Est	1979 10 19
1641-2082 TÉLÉ-URGENCE NATIONALE INC.	8012, 13 ^e Avenue, Montréal	1980 01 30
1627-3591 TÉLÉ COMMUNAUTAIRE DE ST-TITE INC.	Saint-Tite, Champlain	1978 06 09
1640-8510 THÉÂTRE CHOU-CLAC INC.	Rimouski	1980 01 14
1639-6855 LE THÉÂTRE D'ÉTÉ DE MONTEBELLO INC.	Montebello, Papineau	1979 10 25
1640-8007 THÉRIAULT & SAVOIE INC.	Godbout, Saguenay	1980 01 10
1626-0895 TIMBRES A & R INC.	Saint-Gilles, Lotbinière	1978 05 03
1625-0276 LES TISSAGES BON SECOURS INC.	L'Islet	1978 04 03
1625-1787 LES TOITURES VICTO INC.	Victoriaville, Arthabaska	1978 04 07
1511-0851 TOURNOI DE TENNIS INTERMÉDIAIRE DES LAURENTIDES	Mont-Rolland, Terrebonne	1977 12 07
1624-7306 TRANSCABLE INC.	Québec	1978 03 29
1626-7064 TRANSPORT C. MORIN INC.	604, rue Principale, La Présentation, Saint-Hyacinthe	1978 05 19

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1641-1704 TRANSPORT R.J.L. INC.	96, rue de l'Étoile, Charlesbourg, Québec	1980 01 28
1623-9238 LES TRAPPEURS DE HULL INC.	2, Place Radisson, app. 405, Hull	1978 02 28
1639-7002 LES TRONÇONNEURS DE MESSINE INC.	Route rurale numéro 1, Messine, Gatineau	1979 10 19
1639-6582 LA TROUPE CORPS & SON INC.	251, boul. d'Iberville, Repentigny, L'Assomption	1979 10 23
1626-1539 TROUPE JEUFU	Granby, Shefford	1978 05 04
1625-2405 LA TROUPE POUSSIÈRE INC.	Lorrainville, Témiscamingue	1978 04 10
1641-1886 UNION DES ÉCRIVAINS DE LA SAGAMIE	443, rue Collard ouest, Alma, Lac Saint-Jean-Est	1980 01 29
1623-5665 L'UNION DES HOMMES D'AFFAIRES DE RIVIÈRE-BLEUE	Rivière-Bleue, Témiscouata	1978 02 23
1640-3701 UNION QUÉBÉCOISE DE TAI-JITSU	428, avenue Church, Verdun, Montréal	1979 12 13
1640-5672 UVAVINS INC.	1167, rue du Golf, Cap-Rouge, Québec	1979 12 21
1640-0806 LA VALUTÈQUE	Montréal	1979 11 27
1552-7187 VARIFLOW DEVELOPMENT CO. LIMITED	Granby	1949 08 18
1640-5904 VERGER D.M. INC.	Route rurale numéro 3, Dunham, Missisquoi	1979 12 28
1625-6414 VÊTEMENTS BAILEY & BÉLAND INC.	2927, boulevard Mercure, Saint-Nicéphore, Drummond	1978 04 19
1627-7196 LES VÊTEMENTS DE SPORT CHARLES (1978) INC.	194, rue Dorion, Drummondville, Drummond	1978 06 21

Dénomination sociale et sa version	Adresse du siège social	Date de constitution
1626-4459 VITRES D'AUTO DENIS INC.	142, rue Freeman, Hull	1978 05 12
1640-4709 VIVE-À-LERTE INC.	3186, rue de Chavigny, Sainte-Foy, Québec	1979 12 19

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

148

Services de santé et les services sociaux — Loi sur les

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES BEAUPRÉ — ORLÉANS

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 1986 05 20, à la corporation CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES CÔTE DE BEAUPRÉ, — ÎLE D'ORLÉANS changeant sa dénomination sociale en celle de « CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES BEAUPRÉ — ORLÉANS ».

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2325-2844

148

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DES ETCHÉMINS

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 1986 05 20, à la corporation CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DE LAC ETCHÉMIN changeant sa dénomination sociale en celle de

« CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DES ETCHÉMINS ».

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
1292-2969

148

Ventes par licitation

Joliette

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000021-868
705-18-000020-863

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE SAINT-ANTOINE-DE-LAVALTRIE, corporation municipale légalement constituée, ayant son bureau principal au 49, chemin Lavaltrie, Saint-Antoine-de-Lavaltrie, district de Joliette, partie demanderesse, contre CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE DE LAVALTRIE, corporation municipale légalement constituée, ayant son bureau principal au 1370, rue Notre-Dame, Lavaltrie, district de Joliette, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Berthier, mis en cause.

Suivant jugement rendu le 6 juin 1986 par Me Denis-Paul Beaulieu, protonotaire adjoint pour le district de Joliette ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit:

« Un terrain situé au village de Lavaltrie, comté de Berthier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi

officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie, comme étant le lot numéro trente-six (no 36) mesurant un arpent et demi de largeur en front du chemin public sur une profondeur d'un demi-arpent, avec bâtisse et dépendances y érigées; ainsi borné: en front ou vers le nord-ouest à la route numéro 2 ou rue Notre-Dame, en profondeur au terrain de l'Alliance Estivale de Lavaltrie Int. ou lot no 37, du côté sud-ouest à un chemin et de l'autre côté ou vers le nord-est à un chemin public conduisant au fleuve Saint-Laurent. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Berthier, 180, rue Champlain, Berthierville, le JEUDI TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1986 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 9 juin 1986

46723

rang et canton, appartenant à M. Alain Morin, sans bâtisse. »

La mise à prix est fixée à 688,05 \$, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par un créancier hypothécaire, selon l'article 689 du C.P.C.).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3^e Rue Ouest, Amos, le MERCREDI TREIZIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures TRENTE.

La shérif adjointe,
CHANTAL BARBE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 4 juin 1986

46696

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Abitibi

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Abitibi
No 605-05-000102-850
S. 605-18-000006-864

CAISSE POPULAIRE D'AMOS, corps politique légalement constitué, ayant son siège social à Amos, district d'Abitibi, demanderesse, contre AURÉLE MI-CHAUD, anciennement domicilié à Harricana-Ouest (Saint-Mathieu), district d'Abitibi, défendeur.

« Un emplacement de forme carrée, de deux cent huit pieds et un centième (208,01 pi) de côté, faisant partie du lot vingt-cinq A (ptie 25-A), rang Trois (3) au cadastre officiel pour le canton de Figuery, borné au sud, en front, par la ligne nord du chemin public; au nord par une ligne parallèle à la ligne nord dudit chemin, passant à deux cent huit pieds et un centième (208,01 pi) de cette dernière; à l'ouest, par le lot 25-A-5 des mêmes rang et canton, appartenant à M. Jean Hervé, et à l'est par le lot 25-A-17 des mêmes

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-02-000022-850
760-18-000009-861

ÉDITIONS VAUDREUIL INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 480, Harwood, Dorion, district de Beauharnois, partie demanderesse, contre ISOLATION THERMO-SOL INC., corporation, ayant son bureau principal au 106, 6^e Avenue, Île-Perrot, district de Beauharnois, et ANDRÉ G. MALEPART, 25, 160^e Avenue, Île-Perrot, district de Beauharnois, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Vaudreuil, mis en cause.

Un emplacement situé en la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, comté de Vaudreuil, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-l'Île-Perrot comme étant le lot numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire soixante et un (61-22); avec maison dessus érigée, portant le numéro d'immeuble 25, 160^e Avenue; ainsi que le tout se trouve présentement.

La mise à prix est fixée à 10 708,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur

établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Vaudreuil, 420, boulevard Roche, Vaudreuil, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
ROGER LEDUC

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 28 mai 1986

46648

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-05-000126-852
760-18-000010-869

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, bureau 500, Sainte-Foy, G1V 4P2, district de Québec, personnellement et ès qualités de mandataire de la Banque de Commerce Canadienne Impériale, corporation légalement constituée et régie par la Loi sur les banques, ayant son siège social à Toronto et un bureau au 59, rue Notre-Dame, Saint-Chrysostome, district de Beauharnois, partie demanderesse, contre PIERRE PROVENCHER, domicilié au 213, rang Saint-Antoine, Saint-Chrysostome, comté de Châteauguay, et DENISE NOLET-PROVENCHER, domiciliée au 213, rang Saint-Antoine, Saint-Chrysostome, comté de Châteauguay, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Châteauguay, mis en cause.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome et composée comme suit:

1. Du lot connu et désigné sous le numéro cinq cent trente-huit (538) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, division d'enregistrement de Châteauguay; lequel contient quarante-sept (47) arpents et cinq (5) perches en superficie;

2. D'une partie du lot numéro cinq cent trente-neuf (étant plus précisément les deux cinquièmes nord-est dudit lot) (2/5 N.-E. 539) au susdit cadastre officiel; laquelle partie mesure deux (2) arpents de largeur sur toute la profondeur dudit lot, et contient en superficie trente-sept (37) arpents et quatre-vingts (80) perches;

ladite partie de lot est bornée comme suit: en avant par le chemin public, d'un côté par les lots numéros 537 et 538, en arrière par le lot numéro 527, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 539 appartenant à Robert Huot ou représentants.

Tel que le tout se trouve avec la maison et les autres bâtisses y érigées, incluant tous les biens meubles devenus immeubles par destination.

Les dimensions ci-dessus mentionnées sont en mesures anglaises et plus ou moins;

La partie dudit lot numéro 539 ci-dessus décrite étant sujet à une servitude d'utilité publique consentie en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. aux termes d'un acte enregistré sous le numéro 67403, et incluant les immeubles par destination suivant: trente-deux (32) cages à porcelets; génératrice Victoria 20 kw, série 10179Y6; vingt (20) cages à mise-bas; écurier Lajoie 225 pieds; écurier Lajoie 175 pieds avec montée; vingt (20) cages à mise-bas; dix-huit (18) cages à porcelets; deux (2) silos à moulée, 10 tonnes.

La mise à prix est fixée à 21 475,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Châteauguay, 164, Saint-Joseph, Sainte-Martine, le TREIZIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
ROGER LEDUC

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 28 mai 1986

46649

Hull

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Hull
No 550-02-002069-854

BANQUE DE NOUVELLE ÉCOSSE, corps politique légalement constitué, ayant un bureau au 61, promenade du Portage, cité et district de Hull, province de Québec, partie demanderesse, contre BERNARD

COURCHESNE, domicilié et résidant à R.R. no 1, Blue-Sea-Lake, district de Hull, province de Québec, et DAME CARMELLE TREMBLAY, domiciliée et résidant à R.R. no 1, Blue-Sea-Lake, district de Hull, province de Québec, partie défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot numéro cinq-un (ptie 5-1), rang Six (rg 6), canton de Bouchette, comté de Gatineau, province de Québec, municipalité de Blue-Sea-Lake, au cadastre officiel dudit canton, mesurant cent cinquante-deux pieds (152 pi) dans la ligne nord, cent vingt-quatre pieds (124 pi) dans la ligne sud, soixante-dix-huit pieds (78 pi) dans la ligne ouest, quatre-vingt-trois pieds (83 pi) dans la ligne est, ayant front sur le chemin public; le tout borné comme suit: vers l'ouest par partie du même lot, vers le sud par partie du même lot, propriété de dame Anita St-Jacques, vers l'est par ledit chemin public, vers le nord par partie du même lot, étant un chemin privé. Ledit immeuble ci-haut mentionné appartient à dame Carmelle Tremblay, codéfenderesse en la présente cause. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de six mille cent quatre-vingt-quatre dollars et cinquante centins (6 184,50 \$). Ce montant minimum fixé par le shérif est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour provinciale
Hull, le 3 juin 1986

46724

Bref de saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hull
No 550-05-000219-868

DUFFERIN CONCRETE PRODUCTS, une division de St-Lawrence Ciment Inc., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 302, East Mall, 5^e étage, Eglinton, province d'Ontario, et un bureau au

757, boulevard Maloney Ouest, Gatineau, district de Hull, province de Québec, partie demanderesse, contre MAHEU, NOISEUX INC., corporation dûment incorporée, ayant un bureau au 25, Laurier, cité et district de Hull, province de Québec, ès qualités de syndic à la faillite de LES CONSTRUCTIONS AMARIC INC., corporation dûment incorporée, ayant son siège social à rue de la Colline, ville d'Aylmer, district de Hull, province de Québec, et RENÉ MARTIN, domicilié et résidant au 209, Bourque, ville de Gatineau, district de Hull, province de Québec, partie défenderesse.

« La subdivision officielle numéro trois cent cinq (305) du lot originaire numéro dix-neuf B (19B) du rang Deux (rg 2), canton de Hull, avec bâtisses y dessus érigées; lesdits biens immobiliers étant la propriété de la partie défenderesse, Maheu, Noiseux Inc. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de vingt-cinq mille trois cent quatre-vingts dollars et trente-sept centins (25 380,37 \$). Ce montant minimum fixé par le shérif est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale. Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Gatineau, 266, rue Notre-Dame, Maniwaki, QC, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif
Cour supérieure
Hull, le 30 mai 1986

46725

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000100-852
705-18-000046-868

BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social et un bureau à Montréal, dit district, partie demanderesse, contre GÉRARD CANSE, résidant et domicilié au 290, 14^e Avenue, Saint-Lin, district de Joliette, et SERGE CANSE, rési-

dant et domicilié au 8055, Maurice-Duplessis, Rivière-des-Prairies, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

« Un emplacement de forme irrégulière situé en la ville de Laurentides, ayant front sur la 14^e Avenue, composé d'une partie du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq-B (ptie 85-B) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lin; borné comme suit: en front, au nord-est, par partie du lot dont détaché (14^e Avenue); en arrière, au sud-ouest, par le lot no 85 dudit cadastre; d'un côté, au nord-ouest, par le lot 85-A dudit cadastre; et de l'autre côté, au sud-est, par une partie dudit lot 85-B. Mesurant, ledit emplacement, cinquante pieds (50 pi) dans sa ligne nord-est, quatre-vingt-douze pieds et trois dixièmes de pied (92,3 pi) dans sa ligne sud-est, quarante-neuf pieds et neuf dixièmes de pied (49,9 pi) dans sa ligne sud-ouest, et soixante-seize pieds (76 pi) dans sa ligne nord-ouest; contenant une superficie de quatre mille quatre-vingts pieds carrés (4 080 pi²), mesures anglaises et plus ou moins; avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 290, 14^e Avenue, ville de Laurentides. Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 4 050,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le MARDI DOUZIÈME jour d'AOÛT 1986 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 9 juin 1986

46726

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000569-856
705-18-000043-865

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée résultant de la fusion et continuant depuis le 1^{er} novembre 1979, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada (Loi sur les banques, 1970, S.R.C., c. B-1, a. 100), ayant son siège social au 500, place d'Armes, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre 128,069 CANADA INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 2562, chemin Alfred, Rawdon, district de Joliette, et GINSBERG, GINGRAS & ASSOCIÉS INC., syndic dans l'affaire de la faillite de 128,069 CANADA INC., ayant un bureau au 143-A, promenade du Portage, Hull, district de Hull, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix G (no 10-G-71), rang Six, du cadastre officiel du canton de Rawdon, division d'enregistrement de Montcalm; avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro d'immeuble 2563, rue Alfred, Rawdon. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 2 719,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le JEUDI SEPTIÈME jour d'AOÛT 1986 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 10 juin 1986

46731

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Joliette
Nos 705-02-001206-846
705-18-000109-856

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE SAINT-LIN, 238, avenue Laurier, C.P. 220, ville de Laurentides, QC, J0R 1C0, partie demanderesse, contre LAURENT LACROIX, 3855, rue Turcotte, Saint-Vincent-de-Paul, QC, H7E 1G7, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

« Un terrain vacant situé en la paroisse de Saint-Lin, connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse comme étant la subdivision 10 du lot no 1926 (1926-10); mesurant 20 pieds de largeur du nord au sud par une profondeur de 160 pieds, borné en front, à l'est, par la 7^e Avenue, en arrière, à l'ouest, par un ruisseau, d'un côté, au nord, et de l'autre côté, au sud, par partie du lot.

Un terrain vacant situé en la paroisse de Saint-Lin connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse comme étant la subdivision 28 du lot no 1927 (1927-28); contenant en superficie 6 750 pieds carrés et un dixième de pied carré (6 750 pi²) le tout mesures anglaises et plus ou moins. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile est fixé à la somme de 864.00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le MARDI DOUZIÈME jour d'AOÛT 1986 à TREIZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour provinciale
Joliette, le 9 juin 1986

46727

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
Nos 700-02-003782-845
705-18-000024-865

CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE SAINT-LIN, 238, avenue Laurier, C.P. 220, Saint-Lin-des-Laurentides, QC, J0R 1C0, partie demanderesse, contre SUCCESSION ROLLAND DEMERS, a/s M. Pierre Demers, 404, boulevard Terrebonne, appartement 7, Terrebonne, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de L'Assomption, mis en cause.

« Un terrain vacant situé en la paroisse de Saint-Lin, connu et désigné, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, comme faisant partie du lot numéro dix-neuf cent vingt-huit (ptie no 1928); tel terrain de forme irrégulière, mesurant cent trente-cinq pieds (135 pi) de largeur, du nord au sud, par une profondeur de cinquante pieds (50 pi) dans sa ligne nord, finissant à rien du côté sud; le tout mesures anglaises et plus ou moins; borné en front, à l'ouest, par la rue des Érables, en arrière, à l'est, partie du lot dont détaché, appartenant à M. Gaston Rivest. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 448.00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le MARDI DOUZIÈME jour d'AOÛT 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
SUZANNE PICHÉ

Bureau du shérif
Cour provinciale
Joliette, le 9 juin 1986

46728

Kamouraska

Ordonnance de saisie et vente immobilière
 Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Kamouraska
 Nos 250-02-000341-856
 250-18-000026-859

VILLE DE NOTRE-DAME-DU-LAC, corps politique légalement constitué, ayant son bureau d'affaires au 5, rue Hôtel-de-Ville, Notre-Dame-du-Lac, district de Kamouraska, partie demanderesse, contre **RENÉ GIBEAU**, domicilié et résidant au 531, rue Mégève, Laval-des-Rapides, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Témiscouata, mis en cause.

« Un terrain ou emplacement situé à ville Notre-Dame-du-Lac, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro soixante-cinq (ptie 65) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac-Témiscouata, division d'enregistrement de Témiscouata, avec la bâtisse-remise dessus construite, circonstances et dépendances. Ce terrain se trouve situé ou pris dans sa première ligne sud-ouest à environ cent quarante pieds (140,0 pi, soit 42,67 m) au nord-est de la route no 2, ou chemin public, et mesure cinquante-quatre pieds (54,0 pi, soit 16,46 m) dans une première ligne sud-ouest, laquelle ligne sud-ouest prend une direction ouest sur une longueur de quarante-deux pieds et un dixième (42,1 pi, soit 12,83 m), quarante-neuf pieds et cinq dixièmes (49,5 pi, soit 15,08 m) dans sa ligne nord, cent un pieds et cinq dixièmes (101,5 pi, soit 30,93 m) dans sa ligne nord-est, et cinquante-neuf pieds (59,0 pi, soit 17,98 m) dans sa ligne sud-est; ledit terrain est borné au sud-est à une rue projetée, et aux autres côtés au résidu du terrain du vendeur (ptie 65 dudit cadastre), le tout plus ou moins, mesures anglaises. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Kamouraska, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 5 486,82 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Témiscouata, 65A, rue Iberville, Rivière-du-

Loup, le MERCREDI VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RACHEL BELZILE

Bureau du shérif
 Cour supérieure
 Rivière-du-Loup, le 3 juin 1986

46650

Labelle

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province de Québec
 Cour provinciale — District de Terrebonne
 No 715-02-000314-848
 S. 560-18-000012-869

CORPORATION MUNICIPALE DE LA CONCEPTION, corps politique et corporatif, légalement constitué, ayant son siège social à La Conception, district de Labelle, partie demanderesse, contre **ANTOINE MOREAU**, autrefois domicilié au 2860, Barclay, appartement 1, Montréal, district de Montréal, et maintenant de domicile inconnu, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante:

« Un lopin de terre, de figure irrégulière, comprenant un lot étant partie du lot numéro douze, rang Ouest de la rivière Rouge du cadastre officiel du canton de Clyde, comté de Labelle. Borné au nord par partie du lot numéro douze, rang Ouest de la rivière Rouge (rue), à l'est par la rivière Rouge, au sud par une autre partie dudit lot numéro douze et à l'ouest par le chemin public. Mesurant cent dix pieds de largeur en moyenne par cinq cent sept pieds de profondeur, en moyenne (110 pi × 507 pi), mesures anglaises, contenant une superficie de cinquante-six mille pieds carrés, approximativement. La ligne nord du lot présentement décrit est situé à une distance de trois cent huit pieds de la ligne de division des lots douze et treize, rang Ouest de la rivière Rouge et la ligne ouest du susdit lot ayant front sur le chemin public. Le lopin de terre ci-haut décrit est indiqué plus en détails sur un plan préparé par Maurice Gaudreault, arpenteur-géomètre, en date du 1^{er} décembre mil neuf cent soixante, sous le numéro S-933 de ses minutes, et porte le numéro de référence 12-122 sur ce même plan. Tel que le tout se trouve actuellement, avec toute servitudes actives et passives y attachés, avec droit d'accès aux lacs et rivières appartenant audit vendeur, apparaissant sur le susdit plan.

La mise à prix est fixée à 643,95 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, le CINQUIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif,
RAYMOND FORTIN

Bureau du shérif
Cour provinciale
Mont-Laurier, le 4 juin 1986

46662

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Labelle
No 560-02-000524-834
S. 560-18-000006-861

VILLE DE MONT-LAURIER, 485, rue Mercier, Mont-Laurier, QC, partie demanderesse, contre **YVES CHALIFOUX**, 1627, Saint-Hubert, Montréal, QC, H2L 3Z1, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante:

Le lot de terre numéro quatre cent soixante (460) au cadastre officiel de la ville de Mont-Laurier, ainsi que les deux parties suivantes du lot de terre numéro quatre cent cinquante-huit (458 pties) audit cadastre, savoir:

1. Un lopin de terre pouvant se décrire comme suit: partant sur un point situé à l'angle formé par la ligne de division dudit lot quatre cent cinquante-huit et quatre cent soixante sur la rue Brunet, se diriger vers le nord-ouest en longeant la rue Brunet sur une distance de cinquante pieds; de là, faire angle droit du côté nord-est en ligne droite, sur une distance de cent pieds, de là, faire angle droit du côté du sud, ou du sud-ouest, en ligne droite, pour s'arrêter à vingt-cinq pieds de la ligne de division des lots quatre cent cinquante-huit et quatre cent soixante et quatre cent soixante et un; de là, faire angle droit, du côté du nord-est, jusqu'à la ligne de division des lots quatre cent cinquante-huit et quatre cent cinquante-neuf; de là, tourner vers le sud-est, en

ligne droite, de manière à atteindre la ligne de division du lot quatre cent soixante et un; de là, tourner vers le sud-ouest, en ligne droite, en suivant ladite ligne de division, en allant vers le sud-ouest, sur une distance de cent cinquante pieds, jusqu'au point de départ, sur la rue Brunet; ce terrain est borné en front, vers le sud-ouest par la rue Brunet, vers le sud-est par le lot quatre cent soixante et partie du lot quatre cent cinquante-neuf, et vers le nord-ouest par le reste du même susdit lot quatre cent cinquante-huit, appartenant à Eugène Blais ou représentants pour une partie et à ladite dame Yvonne T. Chalifoux pour une autre partie, soit celle ci-après décrite:

2. Un autre lopin de terre faisant partie du même susdit lot quatre cent cinquante-huit audit cadastre, mesurant cinquante pieds de largeur en front, sur soixante-quinze pieds de profondeur, borné vers le nord par la propriété d'Alexis Chénier ou représentants, vers le sud par la propriété de l'acquéreur, soit celle ci-dessus décrite en premier lieu, vers l'est par une propriété qui appartient à William Grenier ou représentants, vers l'ouest par partie du même susdit lot quatre cent cinquante-huit appartenant à Eugène Blais ou représentants.

La mise à prix est fixée à 11 995,20 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1986 à DIX heures.

Le shérif,
RAYMOND FORTIN

Bureau du shérif
Cour provinciale
Mont-Laurier, le 2 juin 1986

46651

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-015215-853

BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social et un bureau à Montréal, dit district, partie demanderesse, contre **RICHARD DUBOIS**, résidant et domicilié au 1984, rue Notre-Dame Ouest, appartement 5, Montréal, dit district, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR de Chambly**, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent trente-cinq du lot originaire numéro deux cent quatre (204-535) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil. » (1559, Langevin, Saint-Hubert).

La mise à prix est fixée à 8 394,38 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles-Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, QC, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 juin 1986

46701

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-003747-859

BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social et un bureau à Montréal, dit district, demanderesse, contre **MARCEL LEDUC**, résidant et domicilié au 6835, rue Mazarin,

Montréal, dit district, défendeur, et **LE RÉGISTRATEUR de Montréal**, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Mazarin, ville de Montréal, connu et désigné comme étant:

1. Le lot numéro mille deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent seize (3616-1002) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds et huit dixièmes (25,8 pi) de largeur en front, vingt-cinq pieds et trente-cinq centièmes (25,35 pi) de largeur en arrière par une profondeur de quatre-vingt-deux pieds et six pouces (82 pi 6 po) dans une ligne et de quatre-vingt-deux pieds et huit pouces (82 pi 8 po) dans l'autre ligne, mesures anglaises et plus ou moins.

2. Une partie du lot numéro mille trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent seize (3616-ptie 1003) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant trente-trois centièmes de pied (0,33 pi) de largeur par la profondeur de quarante pieds (40 pi), mesures anglaises et plus ou moins, laquelle partie du lot se trouve située dans la moitié du mur sud-est de la propriété.

Avec bâtisses y érigées, portant les numéros d'immeuble 6835, 6837 et 6839, rue Mazarin, dont le mur sud-est est mitoyen. »

La mise à prix est fixée à 18 759,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 juin 1986

46699

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-012956-809

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation résultant de la fusion et continuant depuis le 1^{er} novembre 1979, La Banque Canadienne Nationale et La Banque Provinciale du Canada (Loi sur les banques, 1970, S.R.C., c. B-1, a. 100) avec siège social au 500, place d'Armes, ville et district de Montréal, province de Québec, partie demanderesse, contre C.C. BAILEY BRIDGES LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 5005, chemin Côte-Vertu, ville de Saint-Laurent, district de Montréal, et RENÉ GAUTHIER, gentilhomme, résidant et domicilié au 5005, chemin Côte-Vertu, ville de Saint-Laurent, district de Montréal, et faisant affaires aux 5506-5508, rue Bourbonnière, Montréal, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

La moitié indivise de l'immeuble de monsieur René Gauthier:

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Bourbonnière dans le quartier Rosemont de la ville de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois cent soixante-sept du lot originaire numéro cent quatre-vingt-trois (183-367) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-de-la-Visitation; avec toutes les bâtisses y érigées incluant celle portant les numéros d'immeuble 5506 et 5508 de ladite avenue Bourbonnière. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes circonstances et dépendances sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 8 880,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale de la moitié indivise de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1986 à QUATORZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint.
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 juin 1986

46702

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Division de première instance de
la Cour fédérale du Canada
District de Montréal
No du greffe ITA-458-86

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers et SA MAJESTÉ LA REINE, demanderesse, contre ANDRÉ LE-SAGE, 3577, Atwater, appartement 302, Montréal, province de Québec, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de Chambly, mis en cause.

Condominium:

1^{er} — 376-401 paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil.

« Une fraction d'un immeuble tenu en copropriété, situé en la ville de Saint-Lambert, division d'enregistrement de Chambly, comprenant cette partie exclusive connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent un de la subdivision du lot originaire numéro trois cent soixante-seize (376-401) du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil. Avec tous les droits indivis se rattachant à ladite partie exclusive dans la proportion de 1,025 327 des parties communes, connues et désignées comme étant composées des lots numéros un et deux des subdivisions du lot originaire numéro trois cent soixante-seize (376-1 et 2) dudit cadastre. Avec l'usage exclusif d'un (des) espace(s) de stationnement numéro(s) 200 faisant partie des parties communes dudit immeuble, montré sur un plan attaché à la minute numéro 14284 du notaire soussigné. Ledit immeuble est assujéti aux articles 441 b et suivant du Code civil du Bas-Canada, le tout tel qu'établi dans la déclaration de copropriété enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Chambly sous le numéro 487733 et ses amendements. Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans aucune exception ni réserve et notamment sujet aux servitudes enregistrées sous les numéros 475490 et 556697. Cet immeuble porte le numéro d'immeuble 40, rue Rhône, ville de Saint-Lambert, appartement 401. »

La mise à prix est fixée à 20 871,00 \$.

2^e — P.109 — P.110 Saint-Bruno.

« Un terrain vacant situé en la ville de Saint-Bruno, connu et désigné comme étant composé:

a) d'une partie du lot originaire numéro cent neuf (ptie 109) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, bornée comme suit: en front, vers le nord-est, par le chemin du Canal; en arrière, vers le sud-ouest, par la voie ferrée du Canadien National; d'un côté, vers le sud-est, par la partie du lot numéro 110 ci-après décrite; et de l'autre côté, vers le nord-ouest, par une autre voie ferrée du Canadien National, et vers l'ouest par une partie du lot numéro 110;

b) d'une partie du lot originaire numéro cent dix (ptie 110) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, mesurant cinq cent soixante-dix-huit pieds (578 pi) dans sa ligne nord-est, le long du chemin du Canal, cinq cent quatre pieds (504 pi) dans sa ligne ouest, et quatre cent quarante pieds (440 pi) dans sa ligne sud, le long de la voie ferrée, bornée comme suit: en front, vers le nord-est, par le chemin du Canal; en arrière, vers le sud, par la voie ferrée; du côté ouest, une partie du lot numéro 109, et du côté sud-est par une petite pointe de terre étant une partie du lot numéro 111.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans aucune exception ni réserve, et plus spécialement sujet à une servitude en faveur de la compagnie de téléphone Bell du Canada, aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, sous le numéro 70891.

Le tout tel que montré sur un plan qui demeure annexé à la minute des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les parties aux présentes avec le notaire. »

La mise à prix est fixée à 2 170,80 \$.

Ces différents montants représentent 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles-Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 juin 1986

46697

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-014893-836

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 425 de Maisonneuve Ouest, Montréal, district de Montréal, demanderesse, contre 1646-8605 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2476, croissant Marseille, Brossard, district de Montréal, et ANDRÉ PATRY, domicilié et résidant au 7590, rue Tessier, Brossard, district de Montréal, défendeurs, et CONSTRUCTION CHÂTEAU DU LAC LTÉE, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 3894, rue Mance, Saint-Hubert, district de Montréal, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble de la mise en cause, CONSTRUCTION CHÂTEAU DU LAC LTÉE:

« Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, connu et désigné comme suit:

a) une partie du lot numéro cent quatre-vingt-treize du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342-ptie 193) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; ladite partie 342-193 mesure onze pieds et trois pouces (11 pi 3 po) de largeur sur une profondeur de cent quarante-six pieds (146 pi) et est bornée en front, vers le nord-est, par le boulevard Saint-Laurent, en arrière, vers le sud-ouest, par une ruelle (342-217), d'un côté, au nord-ouest, par le lot 342-194, et au sud-est par le résidu du lot 342-193;

b) le lot numéro cent quatre-vingt-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342-194) des susdits plan et livre de renvoi officiels mesurant vingt-cinq pieds (25 pi) de largeur sur une profondeur de cent quarante-six pieds (146 pi);

c) le lot numéro cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-deux (342-195) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds (25 pi) de largeur sur une profondeur de cent quarante-six pieds (146 pi).

Toutes les mesures ci-dessus sont en mesures anglaises, plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et plus spécialement sujet à une servitude enregistrée à Montréal sous le numéro 1680369 et sujet à une servitude de vue et de passage enregistrée à Montréal sous le numéro 770839. »

La mise à prix est fixée à 13 403,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 3.03, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 6 juin 1986 46698

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002650-823
S. 200-18-000009-843

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 655, avenue Royale, Beauport, district de Québec, QC, demanderesse, contre GASTON TREMBLAY, 10, rue Turcot, Beauport, QC, JOSEPH TREMBLAY, domicilié et résidant au 1309, rue Saint-Jean-Baptiste, Ancienne-Lorette, district de Québec, défendeurs.

« Un emplacement connu et désigné comme étant formé des subdivisions cent vingt-neuf et cent trente du lot originaire numéro deux cent quarante-trois (243-129 et 243-130) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, division d'enregistrement de Québec; avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 1699, route de l'Aéroport, Ancienne-Lorette. Sujet, ledit immeuble, à une servitude d'égout en faveur de Robert Auclair suivant acte passé devant Michel Marcotte, notaire, le 2 février 1979, et enregistré à Québec, le 8 février 1979, sous le numéro 939769. »

La mise à prix est fixée à huit mille neuf cent trente-sept dollars et cinquante cents (8 937,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales,

que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986 46663

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-003137-796
S. S-6744

LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et son bureau principal dans les ville et district de Montréal, demanderesse, contre MARCEL LÉGARE INC., corps politique et incorporé, ayant un bureau au 20, Jeanne-d'Arc, Loretteville, district de Québec, et MARCEL LÉGARE, demeurant au 20, Jeanne-d'Arc, Loretteville, district de Québec, défendeurs.

« Un immeuble sis en la cité de Loretteville, composé:

1. du lot connu et désigné sous le numéro (626-8-15) quinze de la resubdivision de la subdivision huit du lot originaire six cent vingt-six du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;
2. du lot connu et désigné sous le numéro (626-8-127) cent vingt-sept de la resubdivision de la subdivision huit du lot originaire six cent vingt-six du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;

Avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à cent neuf mille cinq cent quarante-cinq dollars (109 545,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986

46664

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-003526-832
S. 200-18-000118-842

PAUL-ÉMILE MALLETTE, GUY BOULANGER et CHARLES RONDEAU, faisant affaires ensemble comme comptables sous le nom de Mallette, Benoit, Rondeau & Associés, 990, de Bourgogne, Sainte-Foy, district de Québec, demandeurs, contre TRANSPORT SCOLAIRE CHAUVEAU LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 735, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec, district de Québec, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 2433-3 du cadastre de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Québec, et une partie du lot 2433, mesurant 190 pieds dans sa ligne nord-ouest, 245,6 pieds dans sa ligne nord-est, et 318 pieds dans sa ligne sud-ouest; les extrémités sud-est des lignes sud-ouest et nord-est sont situées à 303 pieds en ligne droite, l'une de l'autre; bornée au nord-ouest par ledit lot 2433-3, au nord-est par partie dudit lot 2433, au sud-ouest par le lot 2432 et au sud-est par partie du lot 2433; mesurant 88 850 pieds carrés, mesures anglaises; avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, et portant le numéro d'immeuble 735, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec. »

La mise à prix est fixée à soixante-dix-neuf mille trois cent soixante-treize dollars (79 373,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-

HUITIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986

46665

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002029-853
C.M.Q. 1048 de 1982
S. 200-18-000128-858

LA VILLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par acte de la Législature, ayant son siège social au 2, rue Desjardins, ville de Québec, district de Québec, demanderesse, contre 1840-9565 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 4009, chemin Saint-Louis, Cap-Rouge, défenderesse.

« Une parcelle de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 2433-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Québec; de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par les lots 2437-20, 2437-21 et une partie du lot 2437-19, vers le sud-est et le sud-ouest par la partie du lot 2433 ci-haut décrite, et vers le nord-ouest par la partie restante du lot 2433-2 (boulevard Hamel actuel); mesurant 32,918 mètres vers le nord-est, 45,720 mètres vers le sud-est, 33,353 mètres vers le sud-ouest, 45,552 mètres vers le nord-ouest et contenant en superficie 1 380,2 mètres carrés. »

La mise à prix est fixée à treize mille six cent quatre dollars et soixante-sept cents (13 604,67 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986

46666

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001180-863
C.M.Q. 29 de 1986
S. 200-18-000070-860

LA VILLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par acte de la Législature, ayant son siège social au 2, rue Desjardins, ville de Québec, district de Québec, demanderesse, contre LISETTE DURAND, domiciliée au 90, boulevard l'Ormière, Québec, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant formé du lot 581-4-1 et d'une partie du lot 581 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, division d'enregistrement de Québec et contenant en superficie environ 1 094,9 mètres carrés, partie du lot 581 plus amplement décrite comme suit: une partie du lot 581 de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par une partie du lot 581, vers le sud-est par une partie du lot 580, vers le sud-ouest par les lots 581-4-1 et 581-4-2 et vers le nord-ouest par une partie du lot 581; mesurant 23,77 mètres vers le nord-est, 8,12 mètres vers le sud-est, 23,77 mètres vers le sud-ouest et 8,12 mètres vers le nord-ouest. »

La mise à prix est fixée à quatre mille deux cent six dollars et soixante-cinq cents (4 206,65 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986

46667

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002043-854
C.M.Q. 910 de 1982
S. 200-18-000127-850

LA VILLE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé par acte de la Législature, ayant son siège social

au 2, rue Desjardins, ville de Québec, district de Québec, demanderesse, contre PAUL FARRAH, domicilié au 4009, chemin Saint-Louis, Cap-Rouge, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 1069-1 du cadastre de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, division d'enregistrement de Québec et portant le numéro d'immeuble 8454, boulevard Saint-Jacques, Québec. »

La mise à prix est fixée à quarante-trois mille cent trente-sept dollars et cinquante cents (43 137,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 21 juin 1986

46668

Richelieu

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Richelieu
No 765-05-000300-837

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Banque Royale du Canada, corporation bancaire, ayant son siège social à Montréal et une succursale au 250, rue Hériot, Drummondville, J2C 1K1, partie demanderesse, contre MICHEL LUSIER et DIANE RACINE, domiciliés au 220, 9^e Rang, Saint-Pie-de-Guire, Yamaska, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau de la division d'enregistrement d'Yamaska, mis en cause.

« a) une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-

Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant le lot numéro cent trente (130);

b) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant les lots numéros cent quarante-sept et cent quarante-huit (147 et 148);

c) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant la largeur du lot 149 sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le lot 178, tenant devant au nord-est au chemin public, au sud-est au lot 148, au sud-ouest au lot 178 et au nord-ouest au lot 150, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cent quarante-neuf (ptie 149);

d) un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant le lot cent cinquante et un (151);

e) un terrain sis et situé en la municipalité de Saint-Pie-de-Guire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot cent cinquante (ptie 150). Ladite partie de lot est bornée vers le sud-ouest par le chemin public (route 143); vers le nord-ouest par le lot 151; vers le nord-est par la rivière; vers le sud-est partie par une partie du lot 150 propriété de 2171-2310 Québec Inc. et partie par une partie du lot 150 décrite ci-dessous;

f) un terrain sis et situé en la municipalité de Saint-Pie-de-Guire, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot cent cinquante (ptie 150). Ladite partie de lot est bornée vers le sud-ouest par le chemin public (route 143); vers le nord-est par une partie dudit lot 150 propriété de 2171-2310 Québec Inc.; vers le sud-est par le lot 149; vers le nord-ouest par une partie du lot 150 décrite ci-dessus;

g) une portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant la largeur du lot 152 sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le lot 176, tenant au nord-est au chemin public, au nord-ouest au lot 153, au sud-ouest au lot 176 et au sud-est au lot 151, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme

étant une partie du lot numéro cent cinquante-deux (ptie 152), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

h) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant la largeur du lot 153 sur la profondeur qu'il y a entre le chemin public et le lot 175, tenant devant au nord-est au chemin public, au nord-ouest au lot 154, au sud-ouest au lot 175 et au sud-est au lot 152, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cent cinquante-trois (ptie 153);

i) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant le lot numéro cent soixante-seize (176);

j) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant le lot numéro cent soixante-dix-huit (178);

k) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant la largeur du lot 179 sur une profondeur de sept arpents, plus ou moins, tenant au nord-est au lot 146, au nord-ouest au lot 178, au sud-ouest au résidu du lot 179 et au sud-est au lot 180, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cent soixante-dix-neuf (ptie 179);

l) une autre portion de terre sise et située en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant la largeur du lot 161 sur la profondeur qu'il y a à commencer à une ligne parallèle au chemin public qui borne le lot 161 au nord-ouest et distante dudit chemin public de soixante mètres, jusqu'à la ligne séparant les lots 161 et 154, tenant au nord-est à la route 143, au sud-est au lot 154, au sud-ouest au lot 162 et au nord-ouest au résidu du lot 161, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cent soixante et un (ptie 161);

m) un terrain vacant sis et situé en la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, contenant dans sa ligne nord-est soixante mètres, puis ayant dans sa ligne sud-est la largeur du lot 161, puis ayant dans sa ligne sud-ouest

depuis la ligne sud-est la profondeur qu'il y a jusqu'à une ligne parallèle au chemin public qui borne le lot 161 au nord-ouest et distante dudit chemin public de cent cinquante pieds, puis tournant vers le nord-est une distance de cent vingt-cinq pieds, puis tournant vers le nord-ouest une distance de cent cinquante pieds, soit jusqu'au chemin public, puis ayant dans sa ligne nord-ouest la distance qu'il y a longeant le chemin public jusqu'à la route 143, tenant au nord-est à la route 143, au sud-est au résidu du lot 161, au sud-ouest partie au lot 162 et partie à la partie du lot 161 appartenant à Sylvain Gamelin, et au nord-ouest partie à la partie du lot 161 appartenant à Sylvain Gamelin et partie au chemin public, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire, division d'enregistrement d'Yamaska, comme étant une partie du lot numéro cent soixante et un (ptie 161), sans bâtisse, les mesures en pieds étant en mesures anglaises.

Avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant affecter lesdits immeubles, et notamment celles enregistrées sous les numéros 129625 et 129626. »

Nul ne peut être déclaré adjudicataire s'il ne paie pas au shérif, immédiatement après les enchères, la somme de 19 807,50 \$ en argent ou par chèque visé.

Pour lesdits immeubles être vendus en bloc en justice au bureau d'enregistrement, division d'Yamaska, 400, rue Notre-Dame, Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, le JEUDI QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1986 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
FRANÇOIS GÉLINAS

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sorel, le 30 mai 1986

46729

Roberval

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Roberval
No 155-05-000045-83-2
S. 155-18-000004-86-5

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, ès qualités de mandataire de la Fiducie du Québec, corpora-

tion légalement constituée, ayant son siège social en la ville de Montréal, partie demanderesse, contre ALBERT FOURNIER, domicilié et résidant au 73, rang Saint-Henri, Saint-Thomas-Didyme, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, mis en cause.

« 1. Une ferme, située en la municipalité de Saint-Thomas-Didyme, connue et désignée comme étant les lots numéros cinq et dix (nos 5 et 10), du Dixième Rang, cadastre officiel du canton de Girard, contenant environ deux cents acres en superficie totale. Sauf à distraire du susdit lot 5, un emplacement réservé par M. Laurier Fournier, avec la résidence et garage dessus construits, appartenances et dépendances, mesurant cent trente pieds de largeur dans ses lignes sud-ouest et nord-est sur cent pieds de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est (130 pi × 100 pi), borné comme suit: en front, vers le sud-ouest, au chemin public de front actuel des rangs 10 et 11 du canton de Girard; des deux côtés et en arrière, au nord-est, au résidu dudit lot; la ligne sud-est de ce terrain est localisée à deux cent cinquante pieds (250 pi) de la ligne séparative des lots 4 et 5 desdits rang et canton. Sauf à distraire un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cinq (ptie 5) rang Onze (rg 11), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Girard; mesurant trois cent cinquante-deux pieds (352 pi) de front ou largeur sur le chemin public, cent quarante-huit pieds (148 pi) dans sa ligne nord-ouest; de là, courant vers le sud-est cent vingt pieds (120 pi); de là, courant vers le nord-est quarante-huit pieds (48 pi); de ce dernier point, la ligne sud de ce terrain va rejoindre le chemin public et longe le côté nord d'un chemin privé qui s'y trouve; laquelle ligne forme un arc de cercle; le coin est de ce terrain est localisé à 145 pieds de la ligne de séparation des lots 4 et 5 desdits rang et canton; la ligne nord-ouest de ce terrain est localisée au centre d'un ruisseau qui s'y trouve. Le tout avec bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une servitude en faveur d'Hydro-Québec enregistré sous le numéro 116296, sujet au rélargissement de la rue. Sauf à distraire du susdit lot 10, l'assiette du chemin public actuel communiquant de Saint-Edmond à Saint-Thomas-Didyme, qui traverse le susdit lot dans toute sa largeur et vers le centre dudit lot, tel qu'actuellement. Sujets les susdits lots, à une servitude de passage en faveur de la Compagnie électrique du Saguenay, suivant acte enregistré à Roberval, sous le numéro 53488.

2. Le lot de terre numéro huit (no 8), du Dixième Rang, cadastre officiel du canton de Girard, contenant environ cent acres en superficie.

L'immeuble décrit à l'article 2 qui précède, est donné en garantie avec titres tels quels. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif, suivant l'article 688.1 C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 9 046,50 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réelle 1,11.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Lac-Saint-Jean-Ouest, Roberval, district de Roberval, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
FRANCINE ROSEBERRY

Bureau du shérif
Cour supérieure
Roberval, le 5 juin 1986

46703

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Roberval
No 155-05-000217-82-9
S. 155-18-000007-86-8

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE ROBERVAL ST-FÉLICIEN, aujourd'hui **SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC**, corporation régie par la Loi sur les sociétés d'entraide économique et modifiant diverses dispositions législatives, ayant autrefois son siège social au 881, boulevard Saint-Joseph, Roberval, et maintenant au 878-A, boulevard Saint-Joseph, Roberval, partie demanderesse, contre **BENOIT MAILHOT**, restaurateur, domicilié au 6, route 169, Saint-Méthode, district de Roberval, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de « **MOTELS RESTAURANT CHEZ BEN ENR.** », partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, mis en cause.

Désignation des immeubles:

« Un emplacement, de figure rectangulaire, situé à Saint-Méthode, connu et désigné comme étant et comprenant ce qui suit, savoir:

1. Les resubdivisions un et deux de la subdivision quatre du lot numéro vingt-deux (lots 22-4-1 et 22-4-2) du Cinquième Rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Parent: un terrain, mesurant soixante-sept mètres et six centièmes (67,06 m) équivalant à deux cent vingt pieds (200 pi) de largeur dans ses lignes sud-est et nord-ouest sur soixante-quatorze mètres et soixante-huit centièmes (74,68 m) équivalant à deux cent quarante-cinq pieds (245 pi) de profondeur dans sa ligne sud-ouest, et soixante-treize mètres et

quinze centièmes (73,15 m) équivalant à deux cent quarante pieds (240 pi) dans sa ligne nord-est, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision quatre du lot numéro vingt-deux (ptie 22-4) du Cinquième Rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Parent, borné comme suit: vers le sud-est à la route régionale no 169; vers le sud-ouest au terrain appartenant à la Commission des loisirs de Saint-Méthode; vers le nord-ouest, partie au terrain appartenant à la Commission des loisirs de Saint-Méthode et partie au résidu du terrain de l'emprunteur; et enfin, vers le nord-est à la resubdivision un de la subdivision quatre du lot numéro vingt-deux.

Le tout, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces immeubles comprennent les immeubles par destination, c'est-à-dire l'outillage, la machinerie, les meubles meublants et autres objets mobiliers semblables placés par l'emprunteur dans les lieux hypothéqués, pour compléter son exploitation. »

Les immeubles par destination sont les suivants:

- | | |
|-----|--|
| 270 | chaises en bois, cadre en métal, portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 65 | tables dessus en arborite et pied en métal, portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 1 | comptoir à bière réfrigéré, 3 portes, modèle BRYL 33V1A014 (plus là G.G.), |
| 1 | système de son, marque Hitachi, modèle 1A1000, portant le numéro de série: 08203946, |
| 1 | table tournante Hitachi PS12, |
| 5 | tabourets rembourrés, portant l'inscription C.E.C. 3503 (plus là G.G.), |
| 31 | chaises en bois, portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 9 | tables en bois portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 1 | bar comptoir recouvert d'arborite, portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 32 | chaises rembourrées, pattes chromées, portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 8 | tables portant l'inscription C.E.E. 3503, |
| 1 | comptoir lunch avec 7 tabourets fixés au plancher (changé pour 7 loges), |
| 1 | poêle Barbecue, de marque Squire, de modèle RT, portant le numéro de série 4984, |

- 1 four micro-ondes, marque Dynatronic, modèle Astronef 747, portant le numéro de série 004153,
- 1 poêle hot-dog MKE, portant le numéro de série 12255-71,
- 1 poêle à patates frites MKE, portant le numéro de série 12255-71,
- 1 poêle à patates frites MKE, portant le numéro de série 11595-71,
- 1 réchaud à soupe MKE, portant le numéro de série 5224-68,
- 1 silex à café, de marque FES-4,
- 1 four micro-ondes Tappan, portant le numéro de série 56-0454-10/0223314346575 (était en location, plus là G.G.),
- 1 poêle électrique, de marque Mc Clary easy 220, portant le numéro de série 21864 (changé pour Garland 4 ronds),
- 1 lave-vaisselle, de marque Inglis, portant le numéro de série 393923,
- 1 grille-pain double, portant le numéro de série KE19231,
- 1 réfrigérateur, marque Bélanger, portant le numéro de série 24918,
- 1 réfrigérateur, marque Gibson 15FC, portant le numéro de série 9050253,
- 16 appareils téléviseurs, marque Hitachi, portant les numéros de séries suivants:
 CE705 S7A003699, CE705 S7C006372,
 CE705 S7C006690, CE705 S7C006814,
 CE705 S7A003978, CE705 T5K002795,
 CE705 S7C006370, CE705 S7A003673,
 CE705 S7A003712, CE705 S7C006669,
 CE705 S7A003713, CE705 S7C006859,
 CE705 S7C006366, CE705 S7A003708,
 CE705 S7A003702, CE705 S7A003660 (en manque 2 G.G.),
- 1 frigidaire à bière, marque DMP, modèle RH2468R, portant le numéro de série 481277,
- 1 machine à glace, de marque Scotman, modèle A020MWE-1A, portant le numéro de série 248390-10Q (hors d'usage plus là G.G.),
- 1 air conditionné, marque Kenmore, modèle 106-777-299-17, portant le numéro de série E70336107,

- 1 laveuse, marque Inglis, portant le numéro de série EB14788,
- 1 sècheuse, marque Inglis, portant le numéro de série G8340-DL25833,
- 18 lits doubles de 54 pouces,
- 3 lits simples de 39 pouces,
- 13 lampes de chevet,
- 15 lampes de bureau,
- 15 chaises berçantes,
- 15 chaises ordinaires (jaune orange),
- 15 bureaux,
- 100 chaises de bar (95 G.G.),
- 25 tables de bar,
- 7 bancs de comptoir (rouges).

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif, suivant l'article 688.1 du C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 52 785,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réelle 1,02.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Lac-Saint-Jean-Ouest, Roberval, district de Roberval, le TRENTE ET UNIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
FRANCINE ROSEBERRY

Bureau du shérif
Cour supérieure
Roberval, le 5 juin 1986

46704

Rouyn-Noranda

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rouyn-Noranda
Nos 600-02-000360-852
600-18-000006-865

VILLE DE ROUYN, corporation légalement constituée, ayant son siège social et son bureau principal au 205, avenue du Portage, Rouyn, QC, district de Rouyn-Noranda, partie demanderesse, contre DENIS FRENETTE, domicilié à Poste restante, Rouyn, district de Rouyn-Noranda, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant un emplacement faisant parti du lot cinq (5), rang Sept Nord (rg VII N.) au cadastre officiel du canton de Rouyn, ledit emplacement mesurant cinquante pieds (50 pi) vers le nord et vers le sud, cent pieds (100 pi) vers l'est et vers l'ouest, borné en son côté est par un emplacement décrit dans un acte de vente reçu devant Jean-Paul Dupuis, notaire, le 11 octobre 1955, et enregistré à Ville-Marie sous le numéro 51236, et en ces côtés nord, sud et ouest par le résidu dudit lot, dudit rang et dudit cadastre. Le coin nord-est de cet emplacement est situé sur la ligne séparative des lots 5, rang VII N., et du bloc cent soixante-dix-neuf (179), tous deux du canton de Rouyn, à une distance de cent soixante et un pieds et huit dixièmes (161,8 pi), plus ou moins, du coin nord-est dudit lot numéro 5, rang VII N., dudit canton de Rouyn. »

Évaluation municipale: 2 200,00 \$

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou chèque visé, au moment de l'adjudication est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 556,50 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif de Rouyn, palais de justice, 2, avenue du Palais, local RC.04, Rouyn, QC, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1986 à QUATORZE heures TRENTE.

Le shérif,
CLAUDE BÉDARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rouyn, le 5 juin 1986

46732

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-001476-853

LA CORPORATION MUNICIPALE DE LA PAROISSE DE SAINT-HIPPOLYTE, 2274, boulevard des Hauteurs, Saint-Hippolyte, QC, J0R 1P0, partie demanderesse, contre MARGARET COTNAM, 6440, Décarie, appartement 212, Montréal, QC, partie défenderesse.

Un terrain désigné sur le cadastre de la paroisse de Saint-Hippolyte comme étant le lot numéro vingt-neuf

A du rang VIII du canton de Kilnenny (ptie 29A — rg VIII), ayant 46 pieds de largeur et, comme profondeur, la distance qu'il y a entre le lac Connelly par-devant et le chemin privé à l'arrière, borné par-devant par le lac Connelly, à l'arrière par un passage privé, au sud par la propriété de M. Delvida Daoust et au nord par la propriété de M. P.-E. Sigouin, avec le bâtiment qui s'y trouve. En l'état où le tout se trouve maintenant, avec la servitude qui s'y rattache.

La mise à prix est fixée à 747,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, 4^e étage, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, D.E.C.,
tech. en droit

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 20 mai 1986

46672

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale — District de Montréal
No ITA-865-86

Dans l'affaire de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, de la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, et dans l'affaire d'une cotisation ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national en vertu d'une ou plusieurs des lois suivantes: la Loi de l'impôt sur le revenu, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage et la Loi de l'impôt sur les revenus pétroliers, contre ALBERTO PIZZI, 5595, rue des Perce-Neiges, Montréal-Nord, QC, partie défenderesse.

Et bref noté: 500-02-018765-854, 131514 CANADA INC. contre ALBERTO PIZZI.

« Un emplacement vacant situé sur la 22^e Avenue, municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, connu et désigné comme étant les subdivisions officielles numéros

soixante-deux et soixante-trois du lot originaire numéro cent trente-neuf (139-62 et 63) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Eustache. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées, sans exception ni réserve et avec droit à la plage faisant front à la 22^e Avenue en commun avec tous autres y ayant droit. »

La mise à prix est fixée pour le lot 139-62 à 755,25 \$, et pour le lot 139-63 à 755,25 \$, soit 25 % de leur évaluation d'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de la division de Deux-Montagnes, 140, rue Saint-Eustache, place du Chêne, Saint-Eustache, QC, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1986 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, D.E.C.,
tech. en droit

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 3 juin 1986 46652

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-002026-860

LA SOCIÉTÉ CANADA TRUST (anciennement connu comme la Compagnie de Fiducie Canada Permanent), 600, boulevard Dorchester Ouest, Montréal, QC, H3B 1N4, partie demanderesse, contre PIERRE DENIS JUBINVILLE, 3265, Diane, Saint-Louis-de-Terrebonne, J0N 1N0, et DAME LUCILLE MARQUIS, 3265, Diane, Saint-Louis-de-Terrebonne, QC, J0N 1N0, parties défenderesses.

« Un emplacement ayant front sur la rue Diane en la municipalité de paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne connu et désigné comme étant composé :

a) des lots numéros quinze et trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-trois (283-15 et 37) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne, division d'enregistrement de Terrebonne; et

b) du lot numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-deux (282-23) auxdits plan et livre de renvoi susdits.

Avec toutes bâtisses y érigées et plus spécialement celle portant le numéro d'immeuble rue Diane. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes ses circonstances et dépendances, sans exception ni réserve et notamment sujet ledit immeuble à une servitude de tolérance résultant en faveur de l'emplacement situé au nord-ouest résultant aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Terrebonne, sous le numéro 638057. »

La mise à prix est fixée à 14 416,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny Ouest, 4^e étage, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1986 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, D.E.C.,
tech. en droit

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 3 juin 1986 46653

Trois-Rivières

Exécution saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Trois-Rivières
No 400-02-001136-850
S. 400-18-000012-868

SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée par une loi du Parlement du Canada, ayant un bureau à Québec, district de Québec, demanderesse, no 400-05-000284-852 (bref noté), CAISSE POPULAIRE DES VIEILLES FORGES, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 4160, rue Jacques-de-Labadie, Trois-Rivières, dit district, demanderesse, contre MARCEL BEAUMIER, soudeur, domicilié et résidant au 1520, place de la Fontaine, cité et district de Trois-

Rivières, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, 1481, rue Notre-Dame, cité et district de Trois-Rivières, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatre-vingt-deux (182-136) du cadastre officiel de la paroisse de Trois-Rivières; avec bâtisse dessus construite et portant le numéro d'immeuble 1520, place Lafontaine, Trois-Rivières, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à 18 486,25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, majorée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Trois-Rivières, 1481, rue Notre-Dame, cité et district de Trois-Rivières, le JEUDI VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1986 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
ME JEAN-PAUL COSSETTE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Trois-Rivières, le 2 juin 1986

46705

Ventes pour taxes, avis de publication

Municipalité régionale de comté des Îles-de-la-Madeleine

Je, soussignée, secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté des Îles-de-la-Madeleine, certifie que, conformément aux dispositions de l'article 1027 du Code municipal, j'ai publié un avis de vente d'immeubles pour taxes au journal « Le Radar » dans les éditions parues les 21 et 28 mai 1986.

Cap-aux-Meules, le 29 mai 1986

La secrétaire-trésorière,
LISE CHEVRIER

46730

Ville de Pincourt

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, Guy A. Paquette, greffier de la ville de Pincourt, à qui de droit, que conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis public et la liste des propriétés à être vendues pour défaut de paiement des taxes, ont été publiés à deux reprises au journal « L'ÉCHO », le 27 mai et le 3 juin 1986, et affichés au babillard à l'hôtel de ville.

Pincourt, le 4 juin 1986

46669

Le greffier,
GUY A. PAQUETTE

Erratum

Loi électorale Financement des parties politiques

Gazette officielle du Québec, Partie 1, 118^e année, no 22, 31 mai 1986.

À la page 2757, dans l'état sommaire du montant versé au représentant officiel du Parti québécois, le total devrait se lire 38 233,69 \$ au lieu de 38 223,69 \$.

151

Codification administrative des lois et règlements sur l'environnement



Cette codification administrative, éditée en 1984, comprend l'ensemble de la législation et de la réglementation concernant l'environnement.

On y retrouve notamment ce qui concerne les programmes d'assainissement des eaux ou d'amélioration des rives, les carrières et les sablières, l'eau potable, les entreprises d'égout et d'égout, les eaux usées, les évaluations d'impact, les déchets liquides, solides ou dangereux, les pataugeoires et piscines publiques, la pollution des eaux, la qualité de l'atmosphère ou la salubrité dans les endroits publics.

Cette édition sous feuilles mobiles est disponible sur abonnement au prix de 80 \$ et mise à jour régulièrement.

**En vente
par commande postale**

Les Publications du Québec
Case postale 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Paiement par cheque ou
mandat-poste à l'ordre de
Les Publications du Québec

Québec 

**Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC**

ça m'intéresse!

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

